

Paris : assaut du Raid à Saint-Denis  
**DEUX PRÉSUMÉS TERRORISTES ABATTUS** P. 4

**Le Quotidien**  
Edition Nationale d'Information D'ORAN

ACTUALITÉ VUE  
AUTREMENT

P. 5 à 16

**SÉCURITÉ  
ET POLITIQUE  
ÉTRANGÈRE  
DES NATIONS**

BOUCHAN HADJ-CHIKH

**«THE WEAKEST LINK»**

A. BENELHADJ

- *Battre Daech ?*  
AKRAM BELKAÏD
- *Entre obscurantistes  
barbares et idéologues  
paranoïaques !*  
ABDELLATIF BOUSENANE
- *La question palestinienne  
en stand-by...*  
AMMAR KOROGHLI
- *Du G19-03 à l'heure  
de la 4G !*  
SLEMNIA BENDAOU
- *De guerre en guerre*  
B. AHCENE-DJABALLAH

**ET SI  
C'ÉTAIT LUI ?**

CHERIF ALI

**DES  
CITOYENNES  
AU-DESSUS  
DE TOUT  
SOUPÇON**

ABED CHAREF

**MAIS LE CHANGEMENT,  
C'EST POUR QUAND ?**

KAMAL GUERROUA

**ATTENTATS DE PARIS :  
LE BATACLAN,  
AUJOURD'HUI, TOUT  
COMME BENTALHA HIER**

FAROUK ZAHI

**HORREUR  
ET INDIGNATION**

EL YAZID DIB

**LES FRUITS  
DE LA HAINE**

BOUTARAA FARID





## Crise économique Alger sollicite l'expertise de la Banque mondiale



Yazid Alilat

Une vision plus claire de l'agenda économique de l'Algérie, dont une rapide sortie de la crise née de la baisse des prix pétroliers, est au centre des préoccupations du Conseil national économique et social (CNES). En recevant, hier mercredi, une délégation de la Banque mondiale qui effectue une visite en Algérie dans le cadre de la coopération, le président du CNES Mohamed Seghir Babes a mis en fait en relief l'impérieuse nécessité pour l'Algérie d'aller vite vers une indépendance vis à vis des hydrocarbures. Un objectif inscrit à l'agenda de la coopération avec la Banque mondiale, selon M. Babes, selon lequel "la visite de la délégation de la Banque mondiale s'inscrit dans la perspective de conduire une coopération plus forte sur des objectifs qui seront de plus en plus élevés et de long terme". Cité par l'APS, il a expliqué que "les efforts à entreprendre doivent permettre au pays de s'affranchir de sa dépendance aux hydrocarbures", un dossier qui a été dans cette perspective largement discuté avec les représentants de la BM. «Eviter de tomber dans les erreurs du passé est une priorité. Des erreurs qui ont été générées par la trop forte dépendance aux ressources énergétiques», estime-t-il, avant de relever qu'il est "impératif de revisiter un certain nombre de choses et des façons de faire ainsi que nos systèmes de gouvernance dans leur ensemble". Les solutions de sortie de crise et les moyens de diversifier l'économie nationale ont été, lors de cette entrevue avec les représentants de l'institution de Bretton Woods, largement développés, et M. Babès a fait part de son côté des différentes suggestions du CNES sur les moyens de consolidation de l'économie du pays. Les deux parties ont également discuté, lors de cette entrevue, des réglementations régissant l'économie algérienne, de la formation, du système bancaire et de la nécessité de sa mise à niveau ainsi que de la politique de subventions assurée par l'Etat au profit de certains produits stratégiques. Une rencontre sur ce dossier des subventions aux

produits de large consommation avec des experts sur la conjoncture économique nationale sera organisée le 23 novembre à Alger par le CNES. Un document portant sur l'analyse de la conjoncture éco-sociale sera présenté par le CNES lors de cette rencontre. M. Babes a indiqué que "lors de cette rencontre, on espère arriver à une vision consensuelle de ce que nous donnent à lire les éléments consignés par le document sur l'analyse de la conjoncture afin de voir ce que cela appelle comme mesures de court, moyen et long termes pour aller à une résilience solide et robuste", avance-t-il. En point de mire de cette rencontre, l'analyse de la situation dans le domaine des subventions de l'Etat à certains produits de large consommation comme le blé ou les carburants, qui profitent aux couches aisées et celles démunies. Un débat doit être instauré sur ce dossier, d'autant que des experts du CNES avaient formulé un certain nombre de propositions dans le cadre d'une rencontre tenue, en septembre dernier, avec des membres du gouvernement sur la révision du système des subventions de l'Etat. Pour eux, il est inconcevable que les consommateurs, quel que soit leur niveau de vie, bénéficient tous des subventions assurées pour les produits de large consommation. Ils estiment qu'une politique de subventions plus ciblée serait la meilleure option, d'autant que le tiers des produits subventionnés font l'objet de contrebande vers les pays voisins, réduisant donc l'efficacité de la politique de subvention de l'Etat. La délégation de la Banque mondiale, composée d'une vingtaine d'experts spécialisés dans différents domaines, est chargée par ailleurs d'élaborer un «document stratégique» qui devrait servir à l'Algérie pour son développement économique à moyen et à long termes, a indiqué le représentant résident de la BM à Alger, Emmanuel Noubissie Ngankam. En septembre dernier, le gouvernement algérien avait sollicité la BM «pour l'accompagnement sur un certain nombre de sujets, notamment une réflexion prospective sur le développement économique de l'Algérie», explique-t-il.

## Mokri Le terrorisme, «une sale guerre créée par les services secrets»

Le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderrazak Mokri, a plaidé hier à Alger pour «une transition économique consensuelle», accompagnée «d'un consensus politique» en faveur du développement national. Lors d'une conférence de presse animée au siège du parti, M. Mokri a souligné que le MSP proposait «une transition démocratique consensuelle dans le cadre d'une transition politique consensuelle».

Il a indiqué que la transition économique escomptée par son parti exige la «constitutionnalisation de la préservation des ressources énergétiques du pays pour les générations futures», appelant à «la création de la richesse à travers les petites et moyennes entreprises (PME)». La concrétisation de cette approche passe, a-t-il soutenu, par «des réformes administratives, financières, fiscales et autres concernant les ressources humaines».



Par ailleurs, M. Mokri a critiqué le projet de loi de finances 2016 soulignant que son parti «s'opposait au secteur privé sauvage et soutenait le secteur privé basé sur l'égalité des chances, notamment pour ce qui est de l'octroi des marchés». Evoquant la situation politique et sociale du pays, le président du MSP a affirmé que son parti «ne veut pas pousser les gens à sortir

dans la rue», rappelant que le peuple algérien «qui a souffert des affres du terrorisme ne veut plus revivre ce que plusieurs pays endurent aujourd'hui». M. Mokri a par ailleurs réaffirmé que son parti condamne tout acte terroriste à travers le monde, soulignant que le terrorisme est «une sale guerre créée par les services secrets et dont les victimes sont les innocents dans le monde».

## ANALYSE

Moncef Wafi

### Le procès de qui ?

La coalition armée arabo-occidentale n'a plus à exiger le départ du président syrien, Bachar El-Assad, comme préalable «à toute union contre le terrorisme», a de nouveau rappelé Sergueï Lavrov, le Monsieur Affaires étrangères russe. Se référant aux derniers attentats de Paris, comme un électrochoc, le diplomate russe espère un changement de position chez ses partenaires occidentaux. «Inacceptable» est le terme usité par Lavrov pour répondre à ces conditions posées par la coalition, notamment par les Américains, imités par les Français, pour former un front uni et combattre Daech en terre syrienne et irakienne.

Pour Moscou, qui avait appelé à une large coopération militaire comprenant aussi bien les forces de la coalition que celles de l'Iran et de l'armée régulière syrienne, l'ennemi est commun et estime qu'il n'y a pas de bons et de mauvais terroristes en allusion aux autres groupes armés par les Américains et les Français. L'intervention armée russe aux côtés du régime syrien avait provoqué une réaction négative de Washington et Paris l'accusant de vouloir à tout prix conforter la présidence d'El-Assad. Pourtant, Poutine avait été explicite, affirmant que la politique syrienne est avant tout une question interne et qu'il serait toujours temps de s'en occuper, une fois les trou-

pes d'El-Baghdadi défaites.

Mais cette explication de texte n'était pas pour satisfaire les desideratas des deux capitales qui ont fait de l'élimination du président syrien une priorité passant même, à leurs yeux, avant la destruction des forces de Daech. Plus qu'une priorité, c'était devenu, avec le temps, une affaire de principes, d'ego surdimensionné et un enjeu électoral. Le groupe terroriste étant même, dans l'esprit de certains, l'arme qui allait abattre le régime syrien. En voulant coûte que coûte la chute d'El-Assad, la coalition a perdu de vue son premier objectif et ce sont ces calculs hasardeux qui sont à l'origine des attentats meurtriers de Paris.

Conscient de la nouvelle tournure tragique du dossier Daech, le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Garcia Margallo, a estimé que «le moindre mal est de s'accorder avec Bachar El-Assad pour pouvoir attaquer l'ennemi commun», rejoignant ainsi les premières prières russes. Evoquant une entente transitoire avec Damas, il aura pourtant ce parallèle malheureux en comparant la situation actuelle à l'accord conclu entre Roosevelt et Staline pour combattre les nazis. L'histoire retiendra qu'après la fin de la deuxième guerre mondiale, Staline a été l'un des pires meurtriers en masse du 20<sup>e</sup> siècle.

Messahel

## Réunion des pays voisins de la Libye début décembre à Alger

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a annoncé hier la tenue d'une réunion des pays voisins de la Libye le 1<sup>er</sup> décembre à Alger pour examiner les derniers développements du processus de règlement politique de la crise libyenne. Cette réunion, septième du genre, «se tiendra en coordination entre les pays voisins» (Tunisie, Algérie, Egypte, Soudan, Tchad, Niger et Libye) avec la participation du nouveau représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Libye, Martin Kobler, l'Union africaine (UA) et l'Union européenne (UE), pour «examiner les derniers développements du processus onusien concernant le dossier libyen», a précisé M. Messahel sur les ondes de la chaîne I de la radio

nationale. Le ministre a souligné le «consensus» autour des données émanant des précédentes réunions entre les pays voisins qui ont insisté sur la nécessité de régler la crise par les moyens pacifiques et le dialogue, de créer un gouvernement national dans le cadre du respect de l'unité et de la souveraineté de la Libye, de lutter contre le terrorisme et de coordonner les efforts en la matière». L'Algérie est «convaincue» qu'il ne saurait y avoir d'alternative à la solution politique et au dialogue entre les différentes parties libyennes», a rappelé M. Messahel, soulignant la nécessité de «créer un gouvernement d'union nationale composé de compétences qui seront chargées d'opérer de larges réformes dans le pays et de gérer la transition». Pour le ministre, «un gouvernement national parlant au nom de

tous les Libyens permettra à l'Etat de combattre le phénomène du terrorisme qui représente un grand danger pour la sécurité et la stabilité de la Libye et des pays voisins». M. Messahel a réaffirmé «le soutien de l'Algérie aux efforts onusiens pour trouver une solution à la crise libyenne tant qu'ils s'inscrivent dans le cadre de la solution politique et sont fondés sur respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Libye». Le ministre a, à cet égard, réitéré l'engagement de l'Algérie à poursuivre ses efforts avec l'ONU et les pays voisins en vue du règlement de la crise libyenne, soulignant que «l'Algérie est convaincue» de la volonté des différentes parties libyennes de parvenir à une solution politique à la crise et de leur soutien total à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de l'Etat libyen.

Tirage du N° 6382  
119.974 exemp.**Le Quotidien**  
D'ORANEdition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**  
**Directeur Général**  
**Directeur**  
**de la Publication**  
Mohamed Abdou  
BENABBOU**Direction - Administration**  
**Rédaction centrale**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15**Fax Pub:** 041.23.25.21  
**Fax et Rédaction**  
041.23.25.20**Imp.:** Oran : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
Constantine : S.I.E.  
Ouargla : S.I.A.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>  
E-mail : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)**Rédaction Algéroise**  
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57  
**Pub** Tél. : 021. 64.96.44**Rédaction Constantinoise**  
Tél. : 031.92.12.11  
Fax : 031.92.12.22**Diffusion:** Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS



## Un groupe de travail pour le contrôle des produits importés

**Un groupe de travail a été installé, hier, pour étudier l'opportunité des mesures proposées par le ministère du Commerce en matière de contrôle de la conformité des produits importés, selon un communiqué du ministère.**



R. N.

Ce groupe intersectoriel est composé des représentants des ministères du Commerce, des Finances, de l'Agriculture ainsi que des services douaniers. Lors de la réunion, le groupe de travail a examiné un document du ministère du Commerce, présenté par le directeur du Contrôle Économique et de la Répression des Fraudes, contenant 15 nouvelles propositions de mesures de contrôle à mettre en œuvre et qui doivent être ajoutées à la procédure de contrôle en vigueur, et ce, au niveau des postes frontaliers afin de renforcer le dispositif existant, explique le ministère. Il a été retenu que certaines de ces mesures peuvent, d'ores et déjà, être appliquées dans l'immédiat. Elles concernent les modalités de délivrance des autorisations d'admission de produits sur le territoire national, l'information du consommateur, les conditions d'importation de produits industriels et les frais d'analyse des échantillons prélevés dans le cadre de la répression des fraudes, détaille la même source.

Néanmoins, il a été relevé que la mise en œuvre d'autres mesures opérationnelles nécessitait la révision, à court terme, de certaines dispositions réglementaires. Il s'agit, essentiellement, de trois décrets exécutifs relatifs aux conditions et modalités, respectivement, de contrôle aux frontières de la conformité des produits importés, de l'établissement de la facture, du bon de transfert, du bon de livraison et de la facture récapitulative et celui des modalités de fabrication, de conditionnement, d'importation et de commercialisation des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle.

### PRIORITÉS

En outre, la démarche proposée se veut un instrument technique universellement utilisé et conforme aux accords de l'OMC «devant permettre de rationaliser les importations et de renforcer les dispositifs de contrôle des marchandises aux frontières», explique encore le ministère. Ainsi, les membres de ce groupe de travail mixte ont mis l'accent, en cette étape, sur les priorités en matière de contrôle des produits aux frontières. Ces priorités concernent la nécessité de coordination entre tous les acteurs intervenant dans le contrôle des marchandises, l'urgence de disposer d'un système d'information et de données partagé entre les différentes institutions, le renforcement du contrôle des produits agricoles en étroite collaboration avec le secteur de l'Agriculture et la modernisation et la mise à niveau des institutions de contrôle aux frontières. L'encadrement et l'assainissement des opérations d'importation des marchandises et le renforcement du dispositif de contrôle des produits industriels et la lutte contre l'introduction sur le marché national de produits contrefaits figurent aussi parmi les priorités de ce groupe. A rappeler que, lundi dernier, une autre brigade centrale mixte avait été installée par le ministre du Commerce pour mener des enquêtes sur les cargaisons bloquées définitivement dans les principaux ports de commerce. Ses missions consistent à procéder à une enquête nationale approfondie au niveau des ports, ports secs, aéroports, postes terrestres et entrepôts sous douanes pour s'enquérir du devenir des cargaisons bloquées définitivement dans les principaux ports de commerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

## Le CLA avance un taux de suivi de plus de 70% Grève dans les lycées

M. Aziza

Le Conseil des enseignants des lycées d'Algérie (CLA) a observé hier une journée de grève dont le taux de suivi a été estimé à plus de 70%, selon les membres du syndicat. Cette grève a été enclenchée après l'échec des discussions réunissant jeudi dernier les cadres du département de Nouria Benghebrit et les délégués du CLA. Refusant les promesses et exigeant des réponses concrètes, les membres du CLA se sont mobilisés hier pour faire entendre leur voix à travers le débrayage. Selon le secrétaire général du CLA, Idir Achour, des assemblées générales dans les établissements scolaires ont été organisées le jour de la grève afin de discuter des formes d'actions à mener à l'avenir. Il est fort probable que les grévistes durcissent leur mouvement en optant soit pour une grève de deux ou de trois jours par semaine, ou une journée renouvelable chaque semaine.

Le SG du CLA a exprimé sa satisfaction quant à la mobilisation des adhérents de son syndicat ainsi que d'autres fonctionnaires. Il a affirmé que certains établissements moyens et primaires ont suivi le mot d'ordre du CLA. « Ils ont observé une grève en guise de soutien et de solidarité », a-t-il souligné. Il a également affirmé que cette action a été vivement soutenue par les fonctionnaires des corps communs en citant ceux des collectivités locales et de la santé.



Ph.: Arch.

Idir Achour explique les motifs ayant poussé les fonctionnaires à entamer cette grève. « Nous voulons dire au gouvernement, non à la dégradation du pouvoir d'achat des fonctionnaires ; oui pour l'instauration d'un Observatoire national autonome pour le contrôle du pouvoir d'achat, et la valorisation du point indiciaire en fonction de la réalité des prix ». Il poursuit en disant « non à la remise en cause des différentes formules de retraite mais pour une retraite à 100% et après 25 ans de service effectif ».

Les grévistes ont également réclamé de leur tutelle la promotion automatique des travailleurs qui régleront définitivement le problème et garantira la stabilité dans le secteur de l'Education nationale. Le

syndicat refuse, dans ce sens, que des travailleurs de l'éducation soient induits en erreur concernant le nombre de postes de promotion avancé par la tutelle et qui ne sont en fait que de la poudre aux yeux, selon le syndicat.

Le CLA réclame, par ailleurs, la concrétisation des promesses cosignées dans le PV du 7 mars dernier, l'intégration de tous les enseignants contractuels et la réintégration de ceux qui sont suspendus depuis 2013. Il exige la réintégration du secrétaire général de Saïda à son poste. Enfin, le syndicat revendique en outre, la construction de nouvelles infrastructures scolaires et le recrutement d'encadreurs pédagogiques qui assureront la stabilité dans les écoles.

**Raïna Raïkoun**  
Ahmed Farrah

**Au début des années 1980, constatant la dérive civique et les attitudes saugrenues de la plus part des Algériens,**

**les autorités de l'époque avaient pris le bélier par les cornes pour dresser et dompter les récalcitrants. Les compagnies de police «CNS», armées de leurs matraques, ont essayé en vain d'éduquer ceux qui ne respectaient pas les feux tricolores et ceux qui empruntaient la chaussée et gênaient la circulation des automobilistes. Quoique cette initiative puisse être jugée abrupte et tyrannique vue sous le prisme actuel, mais quand on pense à l'incivisme qui s'est décuplé et qui s'est propagé à toute la société, on ne peut que rester songeurs sur la façon de régler, une fois pour toutes, ces dysfonctionnements comportementaux. Sinon comment explique-t-on que des étudiants universitaires puissent se disputer, de monter dans un bus vide, en provoquant des bousculades de gladiateurs ? La galanterie est méconnue ! Le respect des personnes âgées est d'un autre temps que les moins de vingt ans ne connaissent pas ! Les piétons croient que le feu rouge est la unique-ment pour réguler la circulation des automobilistes et ces derniers ne respectent la signalisation que selon leur bon-vouloir. L'anarchie s'installe dans les rues et les artères, les ronds-points s'engorgent et bloquent le trafic. La priorité à gauche devient la règle dans le sens giratoire même en l'absence de plaque triangulaire. Les klaxons donnent l'impression d'une atmosphère folklorique, ils ne leurs manquent que les youyous et le 'ben-dir' et 'diwan-essalhine' pour distraire les excités. Les voitures slaloment d'un couloir à un autre. Les passages pour piétons sont inutiles. La ligne continue est ignorée. Les limitations de vitesse en ville est une hérésie. Le stop fait peut-être ralentir mais n'arrête pas grand-chose. Les chauffeurs de bus courent dans tous les sens et s'arrêtent au petit doigt levé. Les stations d'arrêt de**

### L'ignorant est-il le plus heureux des hommes ?

**bus portent des noms burlesques. Concurrencés par des clandestins, les taxis se moquent de gêner le trafic et ne prennent que les clients qui**

**vont vers les destinations qui les arrangent. Les taximètres appartiennent à une autre époque. Le prix de la course est fixé à la tête du « voyageur ». Les rues piétonnières furent une expérience sans lendemain. Le tramway ne s'est pas encore réintégré dans son paysage d'antan. La déliquescence est dans chaque carrefour épiée par des couples d'agents de la circulation qui n'y peuvent rien. La confusion fait le décor quotidien de notre environnement. Et on s'en fiche ! Qui sont les responsables de marasme éreintant ? En tous cas ce ne sont pas les autres ! C'est moi, toi, lui et elle qui sommes responsables de cet abyme. C'est nous, tous, qui sommes incapables de vivre l'urbanité. Nous traînons avec nous notre, ruralité d'esprit qui ne veut pas nous quitter. Elle suit nos ombres partout où l'on va. Elle ne nous lâche pas les baskets. Elle est collée à nos semelles. Nous vivons des contradictions insensées, nous n'avons rien à envier, matériellement, parlant aux peuples dominants mais nous manquons de leur sens créatif respectueux de la nature et de l'espace vital. Nous aimons le désordre et nous nous retrouvons dans les méandres. Amsterdam a supprimé la signalisation dans ses rues pour faire des économies et les investir dans le bien-être de ses citoyens, ceci ne les a pas empêchés de circuler dans des rues fluides et écologiques. Sait-on qu'il n'existe qu'une seule et unique plaque de Stop à Paris ? Pourtant il y a moins d'accident de la circulation dans cette mégapole que dans le petit douar de Ouled-Ogab. Sommes-nous conscients de ce qui nous arrive ? Non pour beaucoup d'entre nous qui n'avons aucun repère dans notre vécu et nous sommes heureux ! Comme disait Martin Luther King « Rien n'est plus dangereux au monde que la véritable ignorance et la stupidité consciencieuse ! »**



## Paris : assaut du Raid à Saint Denis

# Deux présumés terroristes abattus

**Un assaut policier de grande envergure s'est déroulé, hier, pendant sept heures, en plein cœur de Saint-Denis, au nord de Paris, dans le cadre de l'enquête sur les attentats de vendredi.**



Moncef Wafi

L'objectif du Raid : des suspects retranchés dans un appartement. Abdelhamid Abaaoud, considéré comme le cerveau des attaques déjouées en janvier à Verviers en Belgique et qui serait le commanditaire des attaques sur Paris, était la cible principale de cette opération qui a commencé à 4h du matin. Le bilan final de l'assaut est de deux morts, dont une femme qui a fait exploser la ceinture d'explosifs qu'elle portait, tuant une chienne d'assaut, un berger belge malinois, envoyée dans l'appartement «pour jauger la menace à l'intérieur». Sept personnes parmi les terroristes présumés et leurs complices ont été placées en garde à vue, mais il ne s'agit ni de Abaaoud ni de Salah Abdeslam. Trois policiers du Raid ont été blessés durant les échanges des tirs. Les policiers d'élite du Raid ont extrait trois hommes de l'appartement, immédiatement placés en garde à vue. Quatre autres personnes ont également été interpellées : deux dans des appartements voisins, et deux autres à proximité.

Parmi les placés en garde à vue, le Dionysien, âgé d'une trentaine d'années, qui a prêté cet appartement aux djihadistes et qui a raconté ne pas connaître l'identité de ses «locataires» venus de Belgique. «Un ami m'a demandé d'héberger deux de ses potes pour quelques jours», racontera-t-il aux policiers expliquant avoir mis à leur disposition un logement situé 8, rue du Corbillon. «On m'a demandé de rendre service, j'ai rendu service, je n'étais pas au courant que c'était des terroristes», plaidera-t-il pour sa défense. A l'origine de cet assaut, un téléphone, retrouvé dans une poubelle à proximité du 'Bataclan' et utilisé par les terroristes, vendredi, aurait orienté les enquêteurs. L'exploitation de l'appareil a «permis d'obtenir des éléments qui pouvaient laisser penser que le dénommé Abaaoud était susceptible de se retrouver dans un appartement conspiratif, à Saint-Denis», selon le procureur de Paris. Il contenait un SMS, envoyé à 21h42, juste avant l'attaque de la salle de spectacle, disant «On est parti, on commen-

ce». La recherche de géolocalisation aurait mené à un point de chute du commando dans, un appartement de résidence hôtelière loué au nom de Salah Abdeslam, Alfortville (Val-de-Marne). Le propriétaire du téléphone y était passé avant les attaques de vendredi. Le logement d'Alfortville a été perquisitionné par les enquêteurs, de même qu'un deuxième site, un pavillon de Bobigny (Seine-Saint-Denis), loué par Brahim Abdeslam, du 10 au 17 novembre.

Ce mercredi, vers 04h20, la sous-direction antiterroriste de la police judiciaire et le Raid lancent l'assaut contre un «un groupe armé retranché dans un appartement, dans le centre piétonnier de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Une fusillade s'en suit. A 05h, les tirs reprennent alors que le quartier est complètement bouclé par les forces de l'ordre. A 07h30, de fortes détonations sont entendues, trois heures après le début de l'opération ponctuelle d'intenses fusillades. Une demi-heure plus tard, des sources policières annoncent la mort de deux des suspects alors qu'un autre suspect est encore retranché à l'intérieur de l'appartement. Vers 09h20, le parquet annonce que cinq gardes à vue sont en cours, dont trois concernant des occupants de l'appartement, ainsi qu'un homme et une femme interpellés à proximité immédiate de l'immeuble. Ancien chef des négociateurs du Raid, Christophe Caupenne explique l'intervention, en pleine nuit, par les conditions de l'état d'urgence qui l'autorise. «On intervient en force parce qu'on ne sait pas combien d'individus sont retranchés à l'intérieur et qu'on peut tomber sur des gens déterminés à mourir les armes à la main», dira-t-il à la presse. A propos de la nature des forcenés, il expliquera que ce sont «des individus qui se battent comme sur un champ de bataille.

C'est une situation de guerre, un conflit classique tel qu'on les connaît, avec une position armée et des individus retranchés dans leur environnement», insistant sur le travail des renseignements. «Si cela se trouve, on a beaucoup plus de terroristes présents sur le sol national qu'on ne le pense», ajoutera-t-il.

## Tizi Ouzou

# Une casemate contenant six bombes détruite

Une casemate aménagée contenant six bombes de confection artisanale a été découverte et détruite, mardi, à Yakouren (Tizi Ouzou) suite à une opération de ratissage menée par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué, hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

« Dans le cadre de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée, un détachement

de l'Armée nationale populaire, relevant du secteur opérationnel de Tizi Ouzou (1<sup>re</sup> Région militaire) a découvert et détruit, le 17 novembre 2015, lors d'une opération de ratissage, près de la forêt de Béni Ghobri, près de la commune de Yakouren, une casemate aménagée contenant 6 bombes de confection artisanale », précise la même source.

source, la victime A. Rachid (35 ans) atteint à la mâchoire a été découvert assis un fusil de chasse entre les mains, peu après 16 h, mardi. Le corps de la victime a été déposé à la morgue de l'hôpital de la localité alors que les services de sécurité ont ouvert une enquête pour déterminer, avec exactitude les circonstances du drame.

## Un homme retrouvé mort par balles

Naït Ali H.

Le gardien d'une station de pompage d'eau potable de Mechtras (30 km au sud de la wilaya de Tizi Ouzou) a été retrouvé mort par balles, sur son lieu de travail, dans l'après-midi du mardi, a-t-on appris de sources sécuritaires. Selon les précisions fournies par notre

## Attentats à Paris : les premiers sondages

**Réalisés immédiatement après des événements traumatisants, les 1<sup>ers</sup> sondages sont marqués par l'émotion des Français. Ces derniers placent naturellement l'exigence de sécurité au 1<sup>er</sup> plan.**

Paris: Pierre Morville

Dans un contexte particulièrement dramatique, faut-il aller sonder des populations particulièrement traumatisées et qui réagissent nécessairement avec plus d'émotion que de raison ? Faut-il au contraire que les politiques tiennent compte précisément de l'avis des citoyens qu'ils doivent connaître ? Vieux débat.

Toujours est-il que les premiers sondages voient naturellement le jour. Mardi, un sondage Ifop réalisé pour le Figaro et RTL se proposait de dresser un 1<sup>er</sup> état des lieux sur ce que pensent les Français après les attentats de Paris. La situation actuelle pèse lourdement sur leur choix : plutôt moins de liberté contre plus de sécurité. Plus de huit Français sur dix (84%) se déclarent ainsi « prêts à accepter davantage de contrôle et une certaine limitation de leurs libertés ».

Un autre sondage pour le Parisien Libéré paru hier confirme cette tendance générale à l'approbation de mesures fortes, voire très répressives, pour garantir la sécurité. Les mesures proposées par François Hollande aux parlementaires français à Versailles sont plébiscitées: selon Le Parisien, les sondés approuvent à 91% l'élargissement des possibilités de déchéance de la nationalité française, à 89% la création de 5.000 emplois supplémentaires de policiers et de gendarmes et à 84% le fait de faciliter les règles de la légitime défense pour les policiers.

Pour le sondage RTL/Figaro de la veille, près de 9 personnes interrogées sur 10 (87%) ont confiance dans les forces de l'ordre (police, gendarmerie et renseignements), pour faire face et lutter contre le terrorisme. Les trois quarts des Français sont également « plutôt favorables à ce que toutes les personnes qui font l'objet d'une fiche « S » soient arrêtées et emprisonnées car l'Etat ne doit prendre aucun risque dans la période actuelle ».

Sur l'échiquier politique, ce sont naturellement les sympathisants du Front national (94%) à y être favorables, suivis pas les sympathisants des Républicains

(87%) et du Parti socialiste (64%). Mais, à la gauche de la gauche, presque la moitié des sympathisants du Front de gauche (47%) sont également favorables à une mesure pour le moins oubliée des droits individuels et qui d'ailleurs n'a pas été retenue par François Hollande lors de son discours. Sur le front extérieur, 81% des personnes interrogées (20% de plus par rapport à septembre) par Le Parisien approuvent les frappes aériennes contre Daech en Syrie (contre 18%) même si 63% jugent qu'elles vont « contribuer à davantage exposer » la France à des risques d'attentats.

Les Français sont également majoritairement favorables (62% contre 38%) à ce que la France participe à une intervention militaire au sol en Syrie, ce qu'exclut aujourd'hui l'exécutif. Le sondage Le Figaro/RTL confirme cette tendance à la demande de durcissement des engagements militaires extérieurs de la France: une majorité des Français (59%) estiment que « la France a basculé dans une véritable situation de guerre » et sont favorables (85%) à la participation militaire de la France à l'intervention internationale en Syrie contre les djihadistes de Daech.

## HÉSITATIONS SUR L'UNION NATIONALE

François Hollande se sort plutôt bien des 1<sup>ers</sup> enquêtes d'opinion : ils n'étaient que 50% des sondés en début de semaine à faire confiance dans le président Hollande et son gouvernement dans le sondage RTL / Le Figaro pour faire face à la situation sécuritaire. Mercredi, les trois quarts des Français (73%) jugent que François Hollande a été « à la hauteur » des événements après les attentats et ils approuvent à une très large majorité les mesures proposées par le chef de l'Etat en riposte, selon le sondage Odoxa pour Le Parisien. 25% des Français jugent ainsi que le président de la République a été « tout à fait » et 48% « plutôt » à la hauteur. 26% pensent qu'il ne l'a pas été et

1% ne se prononce pas. Sans surprise, les jugements sont beaucoup plus positifs chez les sympathisants de gauche (90%) mais sa réaction est également majoritairement approuvée à droite (63%).

Cette remontée de l'image et du crédit, très malmenés, de François Hollande depuis le début de son mandat doit conforter sa stratégie d'appel à « l'union nationale », approuvée par 76% des sondés du Parisien qui estiment que l'appel à l'union nationale « est une bonne réponse car cela montre que la démocratie est plus forte que le terrorisme ». Ce soutien populaire actuel à l'initiative présidentielle complique un peu plus l'attitude de l'opposition de droite qui avait refusé dans un premier temps cette stratégie d'union nationale, déstabilisée notamment après avoir vu la plupart de ses propositions de durcissement répressif, largement reprises par François Hollande dans son discours au Congrès. Notons enfin que la réforme constitutionnelle qu'il a proposée réclame un vote positif des 2/5 de la représentation parlementaire et donc un engagement positif de l'opposition.

Côté vie quotidienne, interrogés sur les sentiments qu'ils éprouvent après les attentats de Paris - deux réponses possibles seulement -, 57% des Français répondent au Parisien, « la colère », 40% « la peine », 31% « la solidarité » et 13% « la peur ». Ce dernier indicateur augmentera-t-il fortement dans les prochaines semaines, notamment dans l'hypothèse de nouveaux attentats ? Les deux tiers de personnes interrogées par RTL / Le Figaro estiment eux que la vie quotidienne des Français va changer dans les prochains mois, et un peu moins de la moitié (44%) estiment que ces changements affecteront leur propre vie quotidienne. Ce chiffre est partiellement contredit par un autre sondage réalisé dimanche par l'Union. A la question : allez-vous changer vos habitudes de vie ?, « vous avez été près de 80% à répondre « non » à la question. 16% avouent qu'ils changeront et ont répondu « oui », précise le quotidien régional.

## Biskra

# Deux frères condamnés à la peine capitale pour meurtre

La peine capitale a été prononcée tard dans la nuit de mardi par le tribunal criminel près la cour de Biskra à l'encontre de deux frères reconnus en tant que « principaux auteurs » du meurtre d'un jeune homme dans la commune de Lichana (ouest de Biskra), a-t-on constaté. Les faits de cette affaire, dans laquelle sont également impliqués 6 autres personnes, remontent au 29 mars 2014

lorsque l'un des deux frères (Saci Aâraâr), ami de la victime (Rached Latreche), a attiré ce dernier, en raison d'un différend, dans une maison inhabitée où, avec l'aide de son frère (Khaled Aâraâr), il ligota le jeune homme, le tortura, l'égorgea avant d'en démembrer le corps qui fut emballé et caché dans un lieu désertique.

Le procureur de la République avait auparavant requis la peine capitale à l'en-

contre des deux frères et d'un co-accusé (T.A.), 10 ans de prison pour une quatrième personne (A.B.A.) et 5 ans pour les quatre autres complices (M.A., F.A., M.A. et S.N.).

Le réquisitoire du procureur a été suivi pour ce qui concerne les 3 premiers nommés, tandis que 3 autres personnes impliquées ont écopé de peines de prison de 20 mois à 2 ans, et 2 autres ont été relaxées.



# Sécurité et politique étrangère des nations

Michel Onfray : «L'Occident attaque, prétendument pour se protéger, mais il crée le terrorisme». 13 Sept 2015

« Si vous mobilisez des savoirs soi-disant académiques pour justifier leurs actes par la théologie musulmane, vous jouez dans leur camp et renforcez leur crédibilité. S'est-on penché sur les textes marxistes pour expliquer les crimes d'Action directe, ou de la bande à Baader ou le goulag ? Chercherions-nous dans les Évangiles une justification des Croisades ou du génocide des Indiens d'Amérique ? Non ». George Corm 22.07.2015, ancien ambassadeur du Liban.



Par Bouchan  
Hadj-Chikh

Le 2 octobre 2015, Paris Match avait prédit un 11 septembre à la française. La menace est bien réelle, indiquait le juge Trévidic dans une interview. Les services de renseignement redoutent un 11-Septembre français. Le reportage affirmait que ces attentats étaient impossibles à déjouer. Et la capitale française fut frappée.

Barbarie. Mais encore ...

Sur la place de République, à Paris, des citoyens étaient venus déposer des fleurs ou allumer des bougies, en hommage aux victimes des actes de terreur. Une ampoule électrique éclate non loin. Fuite éperdue, dispersion de la foule paniquée.

Un homme demeure debout. Imperturbable. Poursuivant ses prières.

Secondes images, les capitales du monde aux couleurs de la France. Bel hommage. Que n'ont pas connu les palestiniens de Ghaza écrasés sous les bombes. Ni les flottilles, par deux fois arraisonnées par la marine sioniste, le 41 Mai 2010 et le 29 Juin 2015, embarcations à bord desquelles se trouvaient quelques êtres humains, au sens plein du terme, tentant de forcer le blocus imposé par l'invasisseur, pour décharger des produits alimentaires aux assiégés et leur prodiguer quelques réconforts. Leur signifier qu'ils ne sont pas abandonnés de tous. Des volontaires, turcs, y perdront la vie.

Là, ce n'était pas encore un acte de guerre. Ni de piraterie maritime.

Ces derniers jours, nulle part on ne vit les couleurs du drapeau palestinien sur les édifices officiels de part le monde pour dire que l'acte barbare contre le peuple de France n'était pas exceptionnel. Sauf ... La Pyramide de Chéops.

Aux couleurs de la Russie - qui a subi une première attaque contre un appareil civil explosé au dessus du Sinaï, faisant 224 morts, le 31 Octobre - du Liban, meurtri une nouvelle fois, par un double attentat faisant 44 morts à Burjal-Barajneh, dans la banlieue sud de Beyrouth le 12 novembre 2015 - et de la France. Timide incursion dans le monde de la communication. Mais acte de paix incontestable, tout de même. De rappel.

Dans le silence total des médias, plus de six millions de congolais meurent de faim. Dans le silence total, dans la matinée du 16 décembre de l'an passé, 132 enfants étaient assassinés à Peshawar par des Talibans ! Des enfants de militaires. Ceux-là, personne n'en a entendu parler. Ou si peu.

La liste macabre n'est pas exhaustive.

Sur la tragédie, le cauchemar, vécu par la capitale française, la nuit du vendredi 13 Novembre, et la suite, ce mercredi 18 Novembre dans les rues de Saint Denis, tout a été dit. Ou presque. Sauf chercher dans les insuffisances de l'Europe, telle qu'elle a été constituée, telle qu'elle s'est élargie, les raisons d'une telle meurtrissure. Les experts et politologues, pour expliquer ces actes d'une rare violence, ont pointé du doigt vers les fêlures dans les liaisons et échanges d'informations entre les services de sécurité. Seulement. En

réalité, ils semblent être loin du compte. La source du terrorisme international c'est, avant tout, l'appréciation de la conduite de la politique étrangère de certaines nations qui prennent leurs distances vis à vis d'une entité politique globale à laquelle ils appartiennent. Dans ce cas, lacommunauté européenne.

De cet ensemble, constitué de 28 nations, seules deux nations, la Grande Bretagne - Le 7 juillet 2005, quand quatre explosions prirent pour cible les transports publics de Londres, faisant 56 morts et 700 blessés - et la France, avec ses 129 morts et 352 blessés, dont certains luttant entre la vie et la mort, en ce triste vendredi 13 Novembre ont été, à ce jour, les cibles « privilégiées » de la terreur, en termes d'objectifs et de résultats lourds. Si l'on exclu l'attentat du musée juif de Bruxelles, du 24 Mai 2014. Le Premier Ministre britannique, M. Cameron, indiquait encore, durant le sommet du G-20, que ses services de renseignements avaient déjoués plusieurs attaques.

Deux capitales donc, Londres et Paris qui se distinguent de l'ensemble européen en s'impliquant dans la complexe situation prévalant au Proche Orient où elles ont pris part en y envoyant des troupes, en intervenant sur des objectifs ou concentrations armées. Là où leurs intérêts effectifs ne sont pas évidents en termes géostratégiques, tenant compte de leurs poids respectifs dans la gestion du monde.

Le juge anti terroriste, M. Marc Trévidic explique : « La France est devenue l'allié numéro un des Etats-Unis dans la guerre contre Daech et les filières djihadistes. Nous combattons par les armes aux côtés des Etats-Unis. Nous avons mené des raids aériens contre l'EI en Irak. Maintenant, nous intervenons en Syrie. De plus, la France a un lourd « passif » aux yeux des islamistes. Pour eux, c'est toujours une nation coloniale, revendiquant parfois ses racines chrétiennes, soutenant ouvertement Israël, vendant des armes aux pays dits « mécréants et corrompus » du Golfe ou du Moyen-Orient ».

Frappes aveugles, injustifiables, tout de même. Mais tenter de comprendre.

« Nous sommes en guerre », déclara le chef de l'état français devant les représentants de l'Assemblée Nationale et du Sénat réunis en Congrès à Versailles lundi 16 Novembre. « Nous sommes en guerre » reprenait le premier ministre français, M. Manuel Valls. Qui l'a provoquée ? De si loin ? Contre des pays où la France gaulliste ne comptait que des amis ?

L'Irak doit tomber, disait-on, il y a quelques mois. « Que Saddam parte, de gré ou de force ! Les Irakiens, Kurdes, chiites mais aussi bien sunnites respireront plus librement et les peuples de la région en seront soulagés » clamaient, dans les pages du Monde, en Avril 2003, dans un texte intitulé « la faute », les « philosophes » Glucksmann et Pascal Bruckner ainsi que le réalisateur Romain Goupil. Pour obtenir le chaos que nous connaissons. Puis, ce fut au tour de la Libye. Un philosophe, persuada, en mars 2011, le président Nicolas Sarkozy d'intervenir pour raser le pays et faire assassiner Maamar Kadhafi. Pour aboutir, là encore, au même résultat. Plus tard, ce fut le tour de la Syrie. « Assez de dérobades, il faut intervenir en Syrie ! », écrivaient un trio composé de André Glucksmann, l'ancien ministre des Affaires étrangè-



res et cofondateur de Médecins sans frontières Bernard Kouchner, et le philosophe et directeur de la revue, La Règle du jeu, Bernard-Henri Lévy. Tous trois cosignataires, lundi 22 octobre, d'un appel dans les colonnes du journal Le Monde. En apothéose, le ministre des affaires étrangères, M. Laurent Fabius, affirmait que « Bachar Al-Assad ne mériterait pas d'être sur la terre » tandis que M. Hollande évoquait sa « neutralisation ». Propos forts de ces deux derniers, responsables d'un état de droit. Prenant le relais de meneurs d'opinions aux visées bien comprises, ces discours, ces appels ont entraîné un pays, un peuple dans une guerre à laquelle il n'était sans doute pas préparé. Dont il ne voulait certainement pas.

Joignant la parole aux actes, aux velléités d'actions, le Président François Hollande n'était pas loin d'engager des opérations si les Etats-Unis n'avaient pas renoncé, prudents, à des actions militaires en Syrie. Aujourd'hui, il y revient. Cette fois avec l'appui et le feu vert américain. En déployant, dès jeudi prochain 19 Novembre, le porte avion nucléaire Charles de Gaulle, du nom du général, qui n'aurait pas engagé si loin les troupes françaises soucieux de l'indépendance de la France et de sa « politique arabe ».

Guerre en Terra incognita.

La Syrie n'est pas la Libye. Elle fait partie du dispositif russe en méditerranée. Penser qu'elle pouvait tomber procède d'une indigence intellectuelle. Mais l'aventure est là. Pour se renseigner sur le terrain, les Etats-Unis, pas plus informés du reste, sont sollicités. Quant à la France, de quels moyens d'information dispose-t-elle pour intervenir en Syrie, contrer et, prévenir les attaques ? Le juge anti terroriste Marc Trévidic répond : « ils sont clairement devenus très insuffisants ». « Les politiques prennent des postures martiales, mais ils n'ont pas de vision à long terme. Nous, les juges, les policiers de la DGSI, les hommes de terrain, nous sommes complètement débordés. Nous risquons d'aller dans le mur ».

Le juge sait de quoi il parle.

Dans cet entretien accordé au Télégramme, le 25 Septembre, il affirmait, « j'ai acquis la conviction (en quinze ans de traitement du phénomène djihadiste) que les hommes de Daech ont l'ambition et les moyens de nous atteindre beaucoup plus durement en organisant des actions d'ampleur incomparables à celles menées jusqu'ici. Je le dis en tant que technicien : les jours les plus sombres sont devant nous. La vraie guerre que l'EI entend porter sur notre sol n'a pas encore commencé ». Il ajoutait : « Et puis, il reste « le prix -Goncourt du terrorisme » à atteindre, et je fais là référence aux attentats du 11 septembre 2001 contre les tours du World Trade Center. Je n'imagine pas un instant qu'un homme tel qu'Abou Bakr -al-Baghdadi et son armée vont se satisfaire longtemps d'opérations extérieures de peu d'envergure. Ils sont en train de penser à quelque chose de bien plus large, visant en tout premier lieu l'Hexagone ».

L'analyse n'a pas été prise en compte.

En réponse, un dispositif législatif est mis en place à la faveur des événements du 7 janvier dernier, les tueries de « Charlie Hebdo » et de la supérette casher ». « Le pouvoir a décidé d'une loi donnant tout pouvoir au renseignement hors contrôle judiciaire. Il oublie une chose élémentaire : En France, ce sont les

juges qui décident où non d'arrêter les gens, de les mettre en garde à vue, de les placer en détention. Tout ce qui se décide sur la base de renseignements purs, hors contrôle d'un juge, n'a aucune valeur légale. Et le danger lorsque le renseignement tourne en roue libre, c'est qu'on intervienne trop tardivement... Notre système a été très efficace pendant des années parce qu'on intervenait très en amont, et en parfaite adéquation avec les agents de la DST. On récoltait des preuves et dès que quelqu'un menaçait de passer à l'action, le lendemain à 6 heures du matin, on lui tombait dessus. Jamais, jamais une personne surveillée judiciairement n'a pu passer à l'action, jamais ! On ne peut pas en dire autant de ces djihadistes affiliés à EI dont on s'aperçoit que tous ou presque ont fait l'objet d'une surveillance, donc d'une fiche « S », ce qui ne les a pas empêchés d'agir ».

Un réquisitoire.

« Et maintenant, on fait quoi ? » lisait-on sur une pancarte que brandissait une enfant présente, avec ses parents, sur l'un des sites visé par les terroristes.

Les « influents » sont mis au rencart.

En France, réalisme oblige, le Président Hollande annonçait au Congrès réuni à Versailles, une série de mesures sécuritaires, la possibilité d'étendre l'état d'urgence à trois mois - qui ne fait pas l'unanimité - celle de déchoir de la nationalité les titulaires d'une double nationalité. Et et bien d'autres mesures ce qui fait dire, à des députés, qu'il s'agit là d'un « Patriot Act » français. Dont les résultats de sont pas probants. Il prend également langue avec le secrétaire d'état américain arrivé en France, M. John Kerry, mardi 17 Novembre, pour quantifier ce changement de politique française. Ensuite, avec Vladimir Poutine, le Président Russe, avec lequel il évoque « la coordination des efforts ». Avant une nouvelle rencontre prévue entre MM. Obama et Hollande prévue mardi 24. Pour évoquer l'entretien que le chef de l'exécutif US a eut avec le Président Russe, en marge du G 20, en Turquie, le week-end précédent, qui aboutit, sinon à un accord, du moins à une compréhension mutuelle. Qu'il faut mettre en œuvre. L'idée première, en somme, que le Président Russe préconisait pour abattre Daesh dans son discours aux Nations Unies.

La France ne pose plus comme condition le départ du Président Assad.

Tout ça, ces morts, ces blessés, pour en arriver là ?

Absent des débats entre « Grands » l'entité sioniste s'invite au débat. « La terreur en France est la même la terreur qu'en Israël, à Jérusalem, à Tel-Aviv - chaque endroit dans le monde », déclare M. Habib, ami de M. Netanyahu, double national, élu député français, en 2013, pour représenter les citoyens français vivants à l'étranger dans les pays méditerranéens telles la Turquie, l'Italie, la Grèce et Israël. M. Benjamin Netanyahu complète sa pensée, le 15 Novembre. « Le temps est venu pour que le monde condamne les attaques terroristes contre les Juifs en Israël comme il l'a fait pour les attaques qui ont eu lieu vendredi soir à Paris » lui fait dire le « Times ».

L'agresseur et l'occupant qui demande la condamnation de l'oppressé !

Le monde se réveille donc, aujourd'hui, avec une région entière, utile, atteinte d'un cancer généralisé. Qui a généré des métastases en Europe. La thérapie ne pourrait être uniquement sécuritaire. La médication multiple. Politique. Avec tout ce qu'elle implique de chantiers à ouvrir. Comme une critique interne à chaque état européen en vue d'une politique étrangère européenne commune. Une politique indépendante, ouverte à la coopération internationale. Pour porter une voix, emprunter une voie alternative. Possible ?

Pas si sûr.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
وزارة التجارة  
MINISTÈRE DU COMMERCE  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE L'ORANIE  
غرفة التجارة و الصناعة لناحية وهران  
CCI Oranie

## Foire spéciale fin d'année Du 01<sup>er</sup> au 15 Décembre 2015

La Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oranie vous informe de l'organisation d'une foire spéciale fin d'année

### « Consommons Algérien »

qui aura lieu du **01er au 15 Décembre 2015** au niveau  
**de Haï El Hamri** côté Manège.

Pour toute information concernant les modalités pratiques de participation, prière prendre contact au :

**Tél : 041 296 312**  
**Mobile : 0560 05 64 79**  
**E-mail : secr\_ccio@yahoo.fr**  
**Site web : www.cci-oran.dz**

### IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL PRESENT AU SALON TALENTS ET EMPLOI DU 19 AU 21 NOVEMBRE 2015 AU NIVEAU DU CENTRE DES CONVENTIONS (CCO) MERIDIEN ORAN RECRUTE EN COLLABORATION AVEC L'AGENCE LAPEM POUR SES FILIALES :

<b>FILIALE AGROALIMENTAIRE :</b>	<b>FILIALE GAZ INDUSTRIEL :</b>
Directeur Administration Secrétaire Cadre comptable Magasinier Agent de transit (Douane et port)	Directeur d'unité Assistante de direction Cadre comptable Magasinier Gestionnaires de stocks Responsable technique Responsable de production Responsable commercial Techniciens supérieurs Chef de parc Responsable hygiène et sécurité
<b>FILIALE PLASTIQUE :</b>	<b>DIRECTION GENERALE :</b>
Cadre comptable Cadre marketing Commercial Responsable de production Responsable technique Responsable qualité Responsable hygiène et sécurité Techniciens	Directeur des finances et comptabilité Commissaire aux comptes Assistante du PDG Auditeur Interne Juriste

Merci de vous présenter à notre stand "A" muni de votre CV et /ou envoyez votre candidature par email à l'adresse suivante :  
**industriel.recrutement@gmail.com**

### Importante Société sise à Oran recrute dans l'immédiat UN DIRECTEUR COMMERCIAL

**Profil :**

- Formation supérieure « commerciale » ;
- Expérience avérée dans le domaine de la distribution « grand public » (Electroménager, informatique, Hifi et électronique de préférence) ;
- Sens de l'écoute et de la communication ;
- Aptitudes managériales.

**Responsabilités :**

- Encadrement et animation de la structure commerciale et de ses composantes (Achats, Ventes, Stocks notamment).

**Missions :**

- Définition, mise en place et suivi des objectifs et de la stratégie commerciale ;
- Mise en place de l'organisation et des procédures de gestion correspondantes ;
- Encadrement, formation et perfectionnement de la force de vente ;
- Gestion du service après-vente ;
- Evaluation périodique des résultats ;
- Reporting et tableau de bord de gestion ;
- Disponibilité immédiate

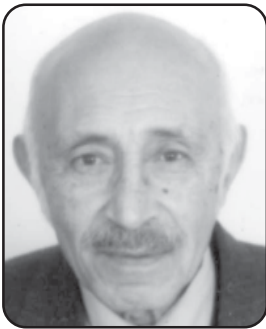
**Avantages :**

- Salaire négociable et évolutif selon compétences et résultats ;
- Statut Cadre supérieur ;
- Stabilité et possibilité d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre de motivation + CV) à l'adresse mail suivante : **recrut31.dz@gmail.com**

### DÉCÈS

Les familles YAZID - BEKHTAOUI ont la  
douleur de vous annoncer la perte de leur cher  
et regretté Professeur  
**YAZID (Hassen Yazid)**  
Ophtalmologie, ancien Maître Assistant des  
Hôpitaux d'Oran  
survenu le 17/11/2015.  
Adresse mortuaire : Haï Fellaoucène - El Barki N° 110 - 111 en face  
la petite Mosquée - Mossalla -  
إنا لله و إنا إليه راجعون



### DÉCÈS

La famille  
**TAÏEB BEN  
ABDERRAHMANE**  
a la douleur  
d'annoncer le  
décès de son  
cher et regretté père et grand-  
père  
**Hadj ABDELKADER,**  
survenu le 09-11-2015 à l'âge  
de 79 ans, laissant un vide que  
nul ne pourra combler.  
Que Dieu Le Tout-Puissant  
accueille le défunt en Son Vaste  
Paradis.  
إنا لله و إنا إليه راجعون



### DÉCÈS

Les familles  
**ARBI -  
CHAKOURI -  
BEKKAR -  
MISSOUM et  
NOUMRI** ont  
l'immense douleur de vous faire  
part du décès de  
**GUERMOUD HADJ**  
à l'âge de 69 ans, décédé à  
Paris. L'enterrement aura lieu  
Vendredi 20/11/2015 à 15 h 00.  
Domicile mortuaire : 5, Bd  
Lescure - Bt Liberté – ORAN.  
إنا لله و إنا إليه راجعون



### DÉCÈS

La famille  
**MAGHRAOUI a**  
l'immense  
douleur  
d'annoncer le  
décès de son  
cher et regretté  
**MAGHRAOUI EL BADR**  
survenu le 16 Novembre 2015 à  
l'âge de 68 ans.  
Ses enfants Mohamed, Hadjer  
et Fouzi et sa femme  
demandent à tous ceux qui l'ont  
connu d'avoir une pieuse  
pensée en sa mémoire.  
إنا لله و إنا إليه راجعون



### PENSÉE

Pour ma mère  
**Mme OUAHRANI  
Amouria née  
ELORIBI.**  
Maman chérie, je  
pense à toi tous  
les jours et je prie  
pour toi à chaque prière. Tu étais  
bonne et tu voulais le bien pour  
tous. Un an déjà et ma douleur est  
toujours aussi vive.  
Je demande à tous ceux qui l'ont  
connue de réciter « EL FATIHA » à  
sa mémoire.  
A Dieu nous appartenons et à Dieu  
nous retournons.  
Au revoir ya mâ el aziza - ALLAH  
Yarhamek.  
Ton orphelin Sidi Mohammed




### PENSÉE

Les familles  
**OUAHRANI -  
ELORIBI -  
OUANZAR -  
LAGUEB -  
ZAHAF - DJIDJ  
- MAZOUNI - BENBAREK -  
GUEZOUAR - DJAFRI - FSIAN  
- FREHA** - prient tous ceux qui  
ont connu  
**EL-HADJA AMOURIA  
OUAHRANI**  
qui nous a quittés il y a 1 an, de  
réciter EL FATIHA à sa mémoire  
Repose en paix chère maman.  
Ton fils et ses filles Lamiss -  
Imen - Sihem



### PENSÉE

**BENYEBDRI  
Yamina née  
BENAÏSSA**  
Maman : Le 19  
Novembre 2013  
la maison s'est  
vidée, Le Créateur en a décidé  
ainsi.  
Ta fille, ton gendre et nos  
enfants demandent à tous ceux  
qui t'ont connue et aimée une  
pieuse pensée.  
Que Dieu accorde à ma maman  
chérie un jardinnet parmi les  
jardins du Paradis.  
Repose en paix maman.  
Ta fille Yasmina



### REMERCIEMENTS


Les familles MOULESSEHOUL  
ECHAFI - MORALENT - BENNACER -  
DJOUHRI - BELHADJ - MIMOUN -  
parents et alliés : Remercient très  
vivement et expriment leur profonde  
gratitude à toutes celles et à tous ceux  
qui, par leurs messages, leur présence,  
leur ont apporté soutien et réconfort lors  
de la perte de leur très chère épouse -  
mère - belle-mère et tante  
**MORALENT Sultana épouse  
MOULESSEHOUL ECHAFI**  
décédée à SIDI BEL-ABBES le 14  
Novembre 2015.  
Que Dieu Le Tout-Puissant l'accueille  
en Son Paradis Eternel.  
" Ô toi âme apaisée, retourne vers ton  
Seigneur satisfaite et agréée, Entre  
dans mes serviteurs et Entre  
dans mon Paradis ".  
إنا لله و إنا إليه راجعون

### CONDOLÉANCES

Abderrahim KORSO présente à  
la famille AKACEM de Béchar,  
Adrar et Timimoun, ses sincères  
condoléances suite à la  
disparition brutale de son ami  
**Hadj Kacem.**  
إنا لله و إنا إليه راجعون

### 40ÈME JOUR

A notre chère  
**CHIALI Hadja  
Zoubida.**  
Voilà 40 jours  
que tu nous as  
quittés à jamais,  
laissant derrière toi un vide  
immense. Tu étais notre soutien  
indéfectible, ton amour nous  
manque, tu resteras toujours  
parmi nous.  
Que Dieu l'accueille dans Son  
Vaste Paradis.  
Tes enfants et tes petits-fils





«Deux dangers  
ne cessent  
de menacer le monde  
; l'ordre et le  
désordre.» Paul  
Valéry

Par A. Benelhadj

## TOUS LES CHEMINS MÈNENT À CANOSSA.

L'attentat revendiqué par l'Etat Islamique vendredi dernier qui a fait des dizaines de victimes à Paris, par-delà les images épouvantables que les médias diffusent, est en train de servir de point d'appui à un changement majeur dans le paysage conflictuel que subissent le Proche Orient et l'Europe de l'est.

Ces changements sont perceptibles depuis quelques mois. La position française, marquée par une intransigeance incompréhensible à l'égard de l'Iran et de la Syrie, précisément parce que c'est objectivement contraire à ses intérêts, semble aujourd'hui largement entamée. La majorité socialiste et son opposition - toutes deux arc-boutées obstinément sur la même ligne - font volte-face sans bilan critique et sans explications et profitent des circonstances pour solder un cap intenable.

«C'est vrai que c'est un changement dans la ligne que nous suivons depuis 2011 pratiquement, mais le monde a changé» reconnaît sans état d'âme A. Juppé.

Les présidents français (l'ancien, le nouveau et le prochain) n'en sont pas encore à demander audience à B. El Assad, mais d'ors et déjà on peut penser que la politique étrangère de la France (à supposer qu'un tel vocable ait quelques pertinences) vient de connaître plus qu'un tournant. Des observateurs avertis disent le ministre des Affaires Etrangères sur le départ depuis quelques jours: si tel devait effectivement être le cas, ce serait moins à cause d'une divergence avec la nouvelle ligne, que le signe que sa politique a épuisé une limite que son président connaîtra à son tour en 2017. Cette politique pose de vraies questions au cœur d'une tragédie mortifère que n'avait jamais vécue la capitale française dans son histoire récente. Mais avant d'en venir aux questions de fond, le retour s'impose aux événements.

## GOUVERNER PAR LA PEUR

«Il y a de quoi avoir peur...» Déclaration surprenante du président français lors de sa toute première allocution en soirée du vendredi 13 novembre. Au lieu de rassurer, de sécuriser et d'inspirer le sang froid, gage de maîtrise attendu de lui, du haut de sa charge le chef d'Etat confesse sa frayeur. Cela dénote à la fois une réelle panique de l'exécutif français et une mauvaise habitude de politiciard: tenter de tirer parti de l'attaque «terroriste» pour contenir une impopularité record. Les politiques aux affaires savent combien les tragédies confortent leur position. Mais seuls les incompetents ignorent combien que ces répités sont très éphémères. Ainsi en fut-il des suites de l'attaque contre la rédaction de «Charlie-hebdo» en janvier dernier. Aussitôt retrouvée, aussitôt perdue.

Le pragmatisme et le réalisme mènent à des accommodements et à des compromissions insoupçonnables en ce qu'ils n'aident pas leurs partisans à distinguer entre la lucidité, le courage et la docilité.

Le gouvernement par la peur est une vieille tentation opportuniste que chérissent les pêcheurs en eaux troubles. R. Girard qui vient de nous quitter a ausculté ce travers sous tous ses archétypes.

## LA PEUR DOIT AVOIR UN VISAGE: «l'ennemi intérieur».

Le lendemain, le même président bouleversé dans un discours toujours débordant d'émotion que celui de la veille désigne enfin son ennemi et cède à reculons, mot après mot aux extrêmes populistes qui déferlent sur les urnes un peu partout en une Europe hérissée de piques, clôturée de doutes et de doutes. La légende de la «cinquième colonne» a beaucoup servi dans l'histoire. C'est généralement ainsi que les défaites s'expliquent leur défaite. De Guillaume II à Pétain. De Charles IX à Hitler. Et de Millerand à Francisco Franco.

# «The Weakest Link»

A trop ne se toiser que de profil, c'est toujours vers les bords émissaires que les pleutres pointent leurs doigts.

L'histoire bégaye. Depuis 2004, la France remonte le temps et régresse de la République du Général de Gaulle à celle de Guy Mollet. Déjà dans les rues de Paris se murmurent de plus en plus haut les mots entendus naguère dans les rues de l'Algérie française.

Certains se tiennent prêt à entreprendre de nouvelles ratonnades ou à édifier de nouveaux camps de concentration...

De la violence préventive d'Etat qui bouscule la liberté au nom de la sécurité. Les Spin-Doctor qui prolifèrent à la saison des tragédies, prédisent les Français, travaillés au corps à corps, prêt à y consentir...

## «DE LA GUERRE»

«La France est en guerre» proclament en transe le président et son Premier ministre. Brutale, les autorités françaises sont mises en face des conséquences de leurs actes. Que les Français meurtris par ce déchainement abominable de violence soient surpris, cela peut se comprendre. Mais que ceux qui décident pour eux et les médias «embarqués» soient étonnés, c'est cela qui est étonnant.

Comment pouvaient-ils un seul instant croire qu'ils pouvaient guerroyer impunément, à l'insu des Français qui n'ont pas été consultés, un peu partout en Afrique, en Méditerranée méridionale et orientale sans que le désordre que sèment leurs nefs, leurs canonnières, mais aussi leurs industries et leur commerce inégal, déborde les théâtres d'opération que l'on croit à tort avoir circonscrit et concédé aux professionnels de la guerre?

Quand on fait la guerre à quelqu'un, il faut bien s'attendre à ce que celui-ci réplique un jour ou l'autre.

C'est ce qui arrive quand on crache en l'air. La guerre est une bêtise qui se fait à deux. Plus si affinités.

## LE «MAILLON FAIBLE»

Une nation ne peut se dire souveraine, si elle est incapable de distinguer ses amis et ses ennemis. Et pour justifier les sacrifices que l'on fait à ses ennemis et que l'on subit, il s'impose aux gouvernants de le dire et de l'expliquer.

Le problème de la France est qu'elle fait la guerre sans choisir et hiérarchiser ses adversaires. Au point qu'on ne sait plus au juste contre qui et pour quels buts au juste elle se bat.

D'un côté, Paris déclare de facto la guerre à Damas appelant à «neutraliser» son prési-

dent et, de l'autre, elle fait mine de bombarder ses ennemis islamistes.

D'un côté elle participe à un «containment» de Moscou, de Damas, de Moscou et de Téhéran et, de l'autre, ses parlementaires défilent tour à tour dans ces différentes capitales et dénoncent de facto ce qui tient lieu de politique étrangère à Paris. D'un côté, l'Elysée et le Quai d'Orsay accusent Moscou de menacer l'Ukraine et de vouloir soumettre à nouveau les ex-pays de l'Europe de l'Est et renoncent par conséquence à lui vendre des Mistral (qui ne confèrent aucun avantage stratégique, alors que le déficit extérieur français devient de plus en plus structurel) et de l'autre, c'est l'ancien président N. Sarkozy qui parade joyeusement au Kremlin le 29 octobre dernier, en compagnie d'un V. Poutine réjoui des incohérences hexagonales.

## QUEL SPECTACLE!

La France rejoint l'OTAN au moment où celui-ci perd sa raison d'être. Ayant placé ses forces armées sous commandement étranger, il est donc parfaitement logique que c'est désormais le Congrès des Etats-Unis qui décide de ses engagements et qui l'oblige à piloter à vue et à courir derrière l'Oncle Sam.

Il s'ensuit une malheureuse succession de camouflages infligés par ses «alliés» à l'exécutif français: mars 2013 Paris découvre que les Etats-Unis négociaient en secret avec l'Iran. Eté 2013, à la dernière minute, Obama contraint Paris à renoncer à sa campagne militaire en Syrie au cours de l'été 2013. Washington décide d'entreprendre en décembre 2014 de rétablir des relations normales avec Cuba... Le 11 mai 2015 F. Hollande débarque à la Havane tandis que les très nombreux anticastistes parisiens achèvent d'avaler leurs chapeaux.

Moscou, Damas et Téhéran condamnent et présentent leurs condoléances sur l'air «on vous l'avait bien dit»...

L'attentat de Paris du vendredi 13 novembre est suivi mardi 17 de la reconnaissance par Moscou de ce que le A321 qui s'est écrasé dans le Sinaï le mois dernier a bien été victime d'une bombe, attenta revendiqué par le même EI.

Cette reconnaissance, crainte en ce qu'elle pouvait altérer le soutien de l'opinion publique russe à ses dirigeants et à sa politique étrangère, place au contraire aujourd'hui la Russie aux côtés des pays qui a beau jeu de se reconnaître victimes des mêmes désordres. La tragédie parisienne - au grand dam des Français jusque-là violemment et radicalement hostiles à Poutine - offre ainsi à Moscou un argument inespéré. Peut-on sérieusement lui en vouloir de soutenir Assad contre ceux-là même qui tuent des civils innocents à Paris? La conduite de Paris trouble aussi ses parte-

naires européens, en particulier Berlin qui, avec un doigté remarquable, pointe les déficits politiques, économiques, financiers et commerciaux de son voisin. Tout en continuant pour des raisons évidentes (la France n'est pas du même format que la Grèce) à le couvrir sur les marchés.

Elle fait la guerre sans s'en donner les moyens. Avec un porte-avions qui claudique et une politique étrangère illisible. Les bombardements français comptent pour moins de 5% de toutes les opérations aériennes contre l'EI, tous fronts confondus.

Ce mardi 17 novembre, à la faveur de la visite du très francophile Secrétaire d'Etat américain la France avale une couleuvre de plus: du bout des lèvres le président français (et quelques uns de ses opposants) consent à tenir Moscou pour partenaire légitime dans sa lutte contre le «terrorisme islamiste».

Comment ne pas voir dans la tragédie qui vient de se dérouler à Paris la conséquence, peu ou prou, de ces incohérences et de ces confusions.

Rédigé dans un français très opérationnel, le texte de revendication des commanditaires de «l'Etat islamique», si on laisse de côté la phraséologie sacrificielle teintée de religiosité que charrient les mouvements de cette nature, a un mot terrible à l'endroit du président français: «l'imbécile de France». Les attaques ad hominem, avec une personnalisation des conflits internationaux se multiplient, en particulier depuis la mise à prix de la tête de Ben Laden. Mais pointer F. Hollande paraît incongru dans ce contexte.

A quelles jongleries l'Elysée se serait-il prêté pour mériter un tel qualificatif?

A la lumière des faits, il y a des conclusions simples à considérer:

Les Européens et leurs alliés nord-américains mondialisent unilatéralement leurs intérêts. Ils ont le choix entre une mondialisation heureuse, paisible, respectueuse des équilibres économiques, sociaux et environnementaux et un repli identitaire, politique derrière d'inutiles murailles qui n'offrent aucune sécurité à des mentalités de barricades.

Aucun tri artificiel entre victimes des guerres, de la misère ou des déséquilibres de l'environnement ne suffirait à tarir les flux des hommes qui croient trouver prospérité et paix là où les ghettos du chômage et de l'inégale répartition des richesses sont gros d'un potentiel redoutable de violence qu'espèrent s'épargner des architectes en multipliant les caméras urbaines, en recrutant des milliers de gens d'armes et en instituant de très «démocratiques» Patriot Act que W. Bush Jr a inaugurés après septembre 2001.





# ■ Attentats de Paris : le Bataclan, aujourd'hui, tout comme Bentalha hier

**La bête immonde a encore frappé et là où l'on s'attendait le moins. Et pourtant, il n'y a point eu en France d'exigence démocratique encore moins de déni de scrutin.**



Par Farouk Zahi

**A** l'époque sanglante que vivait le peuple algérien, dramatiquement eseuilé, c'était à coup de scoops et de plateaux médiatiques qu'on faisait, inconsciemment, l'apologie des crimes absurdes et d'une violence inouïe. On rapportait ces bains de sang, à l'autoritarisme du régime en place, soutenue par une junte militaire dans l'Algérie des années 90'. Le président Zeroual, avertissait du danger mortel de l'hydre terroriste qui ne s'arrêterait en si bon chemin, car ses prêcheurs en feraient un phénomène transfrontalier et il l'est déjà et depuis fort longtemps. Tenter d'expliquer le terrorisme par des envolées académiques, loin des terreaux de sa genèse relève plus de l'absurde que du raisonnement apaisé. Au lendemain de ce sinistre vendredi 13, les titres accrocheurs de la presse tels que : « La France en guerre », « L'horreur au cœur de Paris » etc. n'étaient pas faits pour apaiser les esprits mais au contraire, ils ne faisaient qu'exacerber les ressentiments d'une population désemparée à la limite de la panique. Le peuple français, dans sa grande majorité, épris de liberté, d'égalité et de fraternité selon sa devise républicaine, doit désormais se poser la question sur les desseins non avoués de ses dirigeants politiques. Il se pose déjà la question sur sa sécurité lors des prochaines fêtes de Noël et du Nouvel an.

**E**t tant mieux ! Car lors des bombardements de Ghazal où chrétiens et musulmans se faisaient massacrer à grande échelle, Paris l'étincelante fêtait avec insouciance ces deux événements. Le peuple français, touché présentement dans sa chair devra, désormais, se poser la question de savoir pourquoi des jeunes kamikazes venus du Nord sont venus tuer et se faire exploser en France et pas à Olek dont ils seraient issus ? Tout simplement parce que la politique étrangère de

leur pays la Belgique, n'est pas aussi insolemment invasive que celle de leur propre pays. Les dernières informations sur les djihadistes européens, donnent le chiffre de 1800 éléments de nationalité française sur les 3500 d'origine européenne. Il devra, en outre, se poser la question de savoir pour quelle raison ces jeunes élevés, pourtant, dans les valeurs occidentales, deviennent soudain des « Abel » pour leur propre communauté ? Et à ce propos, qu'elles seraient ces valeurs occidentales dont les jeunes issus de l'émigration ne s'en accommodent plus ? Le discours à contre courant des dirigeants politiques français est à l'origine de cette perte intellectuelle et dont l'électeur français en est la première victime. Il ne doit certainement pas comprendre pourquoi le Hamas palestinien est taxé de parti terroriste alors que sa légitimation s'est faite à travers les urnes. Soufflant le chaud le froid, Laurent Fabius, disait, il y a à peine quelques mois, que ses protégés du Front Al Nosra, l'opposition armée en Syrie, faisaient du bon boulot. Certainement en tuant des innocents et en éviscérant des partisans de Bachar Al Assad en direct sur les chaînes TV. C'est d'ailleurs, suite à cette tonitruante déclaration que des ONG et des personnalités droithomistes en appelèrent à la CPI afin de juger le sieur Fabius pour de tels propos aussi irresponsables que fascinants. Ne se démontant nullement, il se défaisait en affirmant qu'il parlait au nom de l'Etat français.

**P**ar cet acte qualifié de barbare et revendiqué par les radicaux islamistes, les islamophobes de tout bord, Sarkosystes, Lépénistes et autres mentors d'extrême droite s'engouffreront et auront pour longtemps du grain à moudre. L'état d'urgence décrété par la loi de 1955, en pleine guerre d'Algérie est remis sur le tapis. Au sortir de l'Elysée, Marine Le Pen est tout à fait d'accord avec l'instauration des mesures d'exception à condition qu'on commence par nettoyer les banlieues et là tout est dit... une « dératation » à peine voilée. Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, anticipe déjà en avançant la procédure de déchéance de nationalité et

d'expulsion hors du territoire français avant même la tenue du Congrès de Versailles auquel a appelé M. Hollande. Déjà que le contrôle d'identité du faciès est éhontément pratiqué, que des membres de gouvernements étrangers fouillés au corps, il ne restait que la perquisition des domiciles et des espaces privés pour boucler la boucle. Ce remake d'octobre 1961, n'est pas pour rassurer la communauté issue de l'émigration maghrébine déjà stigmatisée par les Zemmour et consort et à laquelle on rattache tous les maux que vit l'Hexagone. Si le colonialisme français était un mauvais élève, selon le bon mot du Général Giap, ses tenants actuels seraient des cancre en puissance.

**D**es personnalités politiques, cependant, feront montre de pondération et de lucidité à l'instar de Dominique de Villepin et dont la constance a, jusqu'ici, prévalu vis-à-vis des « va-t-en guerre » de l'Elysée. Qu'ils soient de droite ou de gauche, ils ont eu chacun sa guerre, respectivement en Libye et en Syrie. Et ce n'est pas le suivisme pratiqué depuis plus de 15 ans par la France qui éradiquera le terrorisme, dira-t-il et nous l'avons bien vu depuis l'Afghanistan jusqu'en Syrie aujourd'hui. Le problème n'est donc pas militaire, mais politique et social avant toute chose, il conclura par : « Faire la guerre à qui ? ».

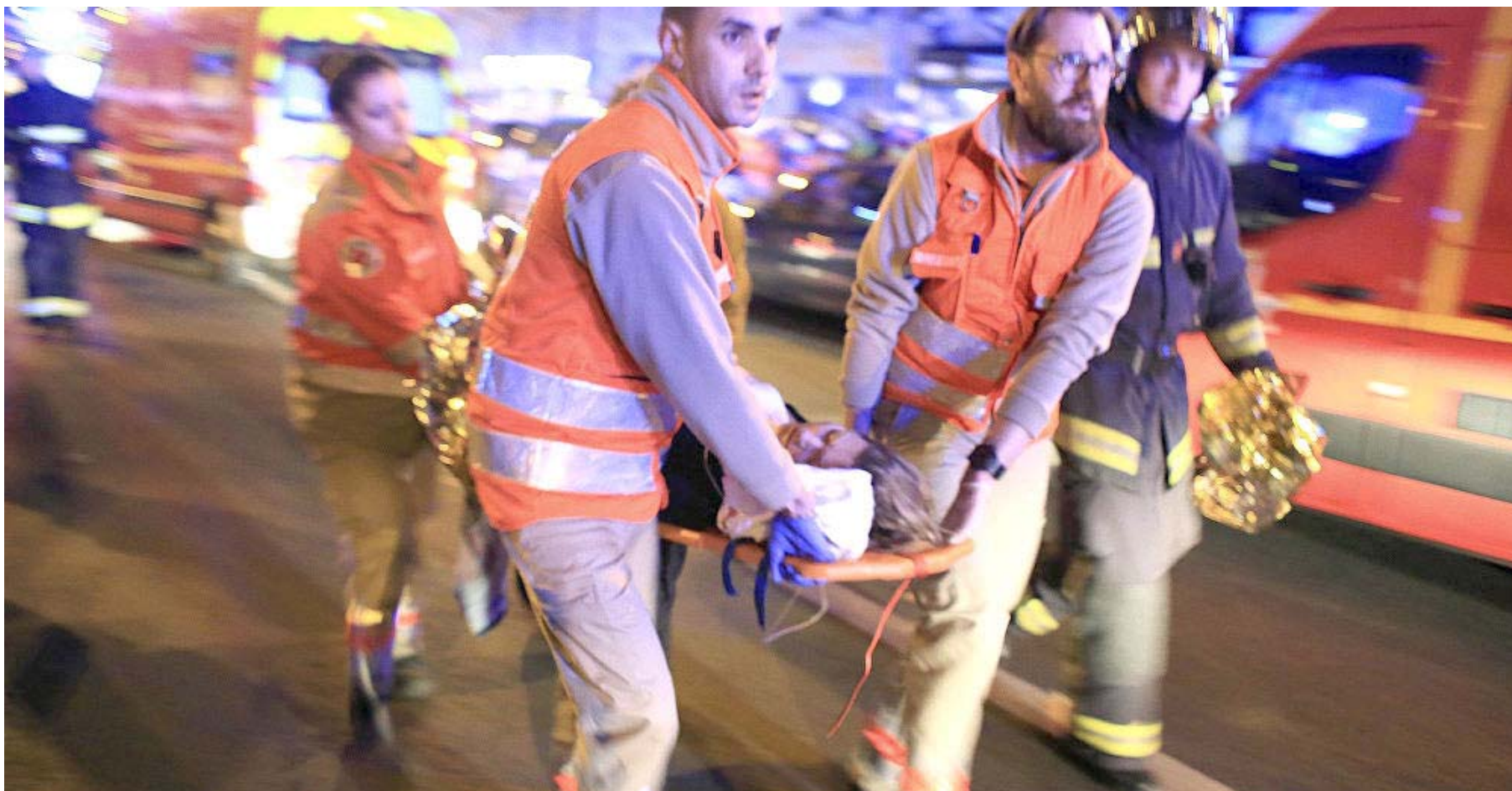
Le politologue, Jean François Bayart, Professeur à l'IHEID de Genève, ne va pas par quatre chemins pour mettre en cause, la politique étrangère de la France républicaine suite à cette Saint Barthélemy des temps modernes :

« Les origines de ce 13 novembre sont aussi à chercher du côté de la politique étrangère de l'Europe et de la France ces quarante dernières années. La démission de l'Europe sur la question palestinienne, l'occasion manquée avec la Turquie que l'on aurait pu si facilement arrimer à l'UE, l'alliance de la France avec les pétromonarchies... sont autant d'erreurs qui n'ont fait qu'aggraver le désastre et nourrir rancœur et radicalisation au Proche-Orient ».(sic)

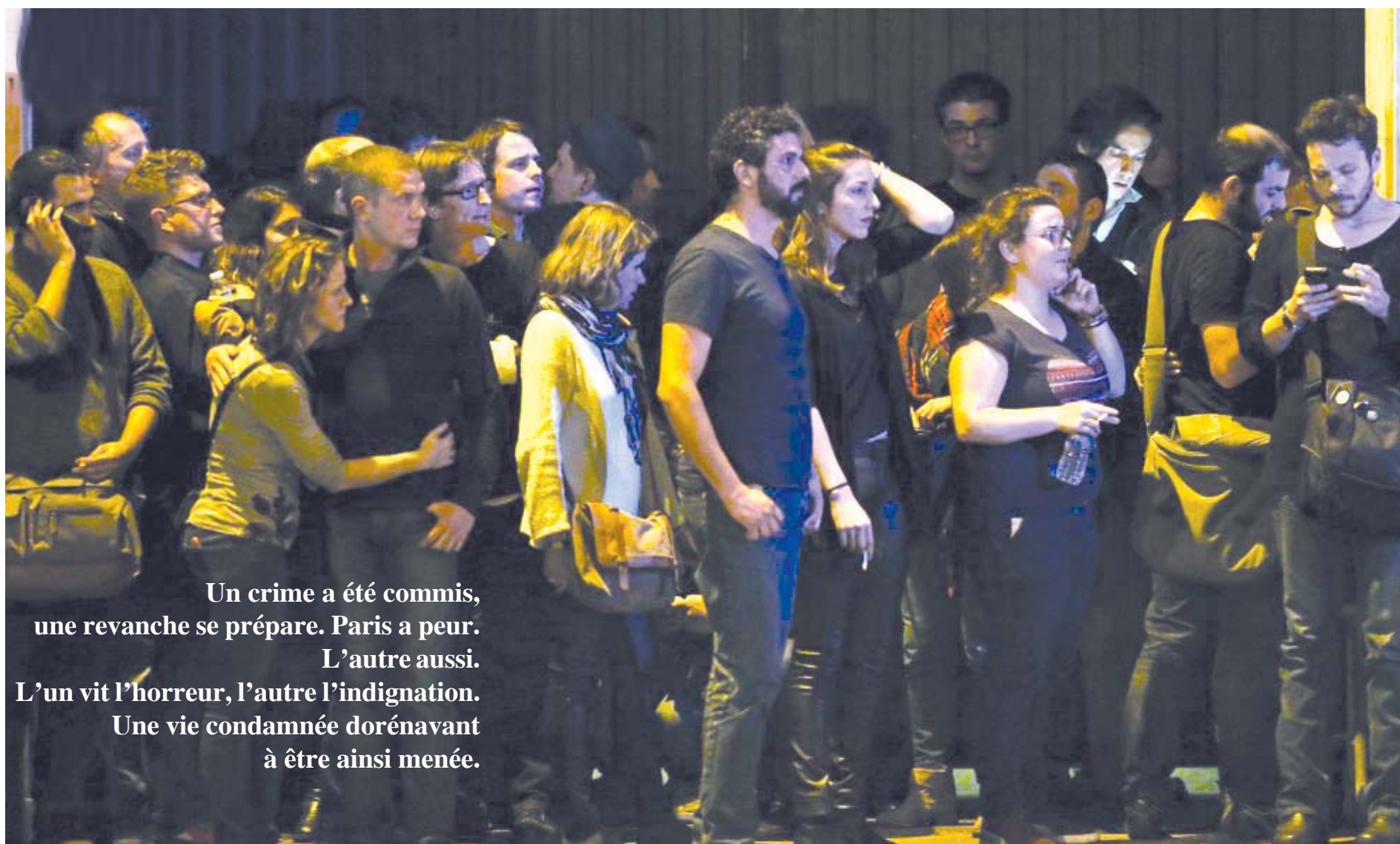
**M**aintenant qu'en est-il de cet islamisme radical, représenté précédemment par Al Qaida et présentement par l'Etat islamique, cet épouvantail qu'on agite particulièrement au Moyen Orient en Afrique subsaharienne et en Lybie ? Ça sent, à chaque fois, du pétrole ou des res-

sources minières ; la nébuleuse s'autofinanciant à partir de vente de pétrole, phosphate ou autre à des puissances connues par l'entremise d'intermédiaires. Au rabais, les prix défient toute concurrence. Le général Wesley K. Clark, ancien commandeur des forces alliées de l'Otan et homme politique américain a, lors d'une interview accordée à CNN le 24 février 2015, affirmé ceci : « L'Émirat islamique (dit « Daech ») avait été « créé par nos amis et nos alliés pour vaincre le Hezbollah ». Il mettait ainsi clairement en cause l'Etat d'Israël. Depuis 2001, le général Clark est le porte-parole d'un groupe d'officiers supérieurs opposés à l'influence israélienne sur la politique extérieure des États-Unis, à ses développements impérialistes agressifs et au remodelage du « Moyen-Orient élargi ». Il s'était opposé au déploiement de troupes en Irak, et aux guerres contre la Libye et contre la Syrie. ([www.egaliteetreconciliation.fr](http://www.egaliteetreconciliation.fr)).

**A**u vu des événements qui se précipitent et ces Etats nationaux qui disparaissent un à un, l'Islam originel doit reprendre ses droits, il y a va de sa survie. L'Etat hébreux est entrain de mettre en pratique un vieil adage de sa tradition qui est celui-ci. « Ne vous donnez pas la peine de détruire les musulmans en général et les Arabes en particulier, comme des pots de terre cuite, ils s'entrechoqueront pour se briser à la fin ! ». Ces jeunes issus de la communauté musulmane en Europe, victimes expiatoires d'une société mondialisée en perte de repères identitaires, se sont probablement retrouvés sur le quai où les trains ne passent plus. Révoltés, ils s'inscrivent sans discernement dans tout ce qui peut faire entendre leur voix même par la violence. Le choix de l'islamisme radical, ne serait en fait que l'expression d'un malaise social induit par la conjoncture géopolitique internationale. Nous présumons que s'il y avait eu une opposition armée de « verts », ils l'auraient ralliée tout comme les jeunes communistes des défunctes brigades rouges italiennes. Ceci ne justifie en rien les crimes commis contre des innocents et quelque soit leurs convictions religieuses ou idéologiques. Il est cependant curieux que l'élan de solidarité internationale suscité par ces attentats, a exempté les mêmes actes barbares commis sur la population d'un quartier populaire de Beyrouth à seulement quelques jours d'intervalle. Les voies des valeurs occidentales sont impénétrables.







Un crime a été commis,  
une revanche se prépare. Paris a peur.  
L'autre aussi.  
L'un vit l'horreur, l'autre l'indignation.  
Une vie condamnée dorénavant  
à être ainsi menée.

## Horreur et indignation



Par El Yazid Dib

L'overdose a tué la simple information. L'actualité internationale est française. L'effroi parisien s'est transformé en une affaire d'antennes, de plateaux et de satellites. Charlie est encore sur tous les visages qui ont voulu dire clairement ce qui était jusqu'ici sournoisement enfoui. La faute à l'autre. Celui, dans qui pense-t-on s'incarne l'embryon de la terreur et de l'atrocité. La grande aubaine à permis encore une fois à une certaine frange droitière et extrémiste d'avalier à la régallade l'animosité envers l'autre. Cet être là, qui voile sa couleur, qui fait taire sa foi, qui se lève tôt, qui emprunte le métro et qui va maintenant rapetisser sa présence, après l'avoir abrégée publiquement. A voir ce qui se trame dans la cavité des esprits revanchards il semblerait qu'un affrontement est assurément annoncé en riposte à des actes odieux et ignobles unanimement condamnée. La réplique sécuritaire et liberticide qui va s'en suivre aurait déjà quant à elle commencé son impétueuse marche. La descente aux abîmes pour les uns, la conquête des espaces pour les autres ! Le terrorisme n'a pas de propre patrie. Il est sans nationalité, sans identité et sans morphologie. Il ignore tout simplement la géographie. Il ne s'exerce pas exclusivement contre un nord atlantique ou ne s'abat que sur des bords dorés. Ses victimes ne sont pas seulement celles à qui l'on donne le statut de démocrates, de liberté et de la libre conscience. Ce sont les musulmans qui ont été et sont la première cible. Le plus important nombre est inscrit au Maghreb et en orient. A Ghaza, en Syrie, en Irak, en Algérie.

Que l'on n'aille pas de si tôt lancer les amalgames et diluer la faiblesse du réseau de défense et de protection du territoire à une religion plus qu'à une doctrine.

Obscurantiste et criminelle. L'Islam dans ce concert d'accusation a de tout temps constitué les mailles de fond de polémiques, de chaires et d'officines. C'est entre convergence et conflit. Occident et Orient, que l'on parle plus de choc que de civilisation. Mais là le Rubicon semble être franchi. C'est cette croyance que l'on veut ébranler. La solidarité interreligieuse ou entre ethnies est plus que fondamentale. Une nécessité biologique.

Paradoxe des temps ! Comment un attentat

ressuscite-t-il à chaque avènement un débat que l'on pensait semi-clos pour exhumer davantage des ossements en finalité impérissables ? On impute l'insanité non pas à un auteur mais à une conception paraissant l'animer. C'est comme l'on accuse le savoir technologique ayant permis la bombe d'Hiroshima et non son utilisateur. Pour ainsi dire que la religion n'est redevable, ni coupable en rien du résultat par celui qui croit s'en servir.

Le monde pond des règles au profit de ceux qui le font et au prorata de leurs muscles. Il s'agrandit ou s'amoindrit à la mesure de ceux qui le voudraient ainsi ou autrement. En somme, il est comme une religion quelconque ; sans attention à ses débuts ; embarrassante à son expansion. Doctrine ou inspiration dite céleste ; elle s'écarte comme une carte bipolaire de la tolérance vertueuse à la terreur tumultueuse. Le cœur en parle. La société française, heureusement pas toute, s'enrène dans « l'aveugleté » et l'intolérance. Mais avec ces énièmes attentats, il est difficile de pouvoir croire encore en cette obligation de faire la distinction entre l'un et l'autre. L'extrémisme est devenu un fléau interplanétaire. Il dépasse les seules frontières d'un unique et seul Etat.

Sans cette retenue minimale, tout sens et toute dimension rattachée à une quelconque progression sociale, ne sauraient être éligibles à arborer haut et fort un qualificatif ou un nom de civilisation. Partant, la civilisation se puise d'une connaissance, croît dans une culture. Les civilisations parviennent au monde comme est survenue la pénicilline aux souffrances de cet univers. Sans religion, sans faciès, sans ethnographie ; elles comblent par des bienfaits des uns les tares et les lacunes des autres. Elles se complètent, s'imbriquent, et cohabitent. En somme, ni le meurtre ni la haine ne sont des termes dans l'encyclopédie des grandes civilisations qui ont pu, depuis la création, façonner l'humanité. Le terrorisme, comme le meurtre ou le mépris, est irrégulier.

Nul besoin n'y est pour clamer des évidences communes aux communs des mortels. Les attentats de Paris, de Beyrouth ou de Palestine sont tous et au même degré condamnables. Visant la vie humaine, ils ne se justifient pas par la domination ou l'hégémonie. Une vie équivalait une autre.

Qu'elle est cette personne qui va avaliser ce qui s'est passé à Paris, cette semaine ? Attenter à une vie ne reste pas punissable juste au titre d'une loi ou d'un contrat social. Le

meurtre ou l'adultère n'ont pas attendu une religion élitiste ou la parution du premier code pénal, pour qu'ils soient maudits et récusés par la conscience sociale et interdits par la volonté législative de l'homme. La religion certes n'est pas un tout mais elle est dans ce tout. La loi n'est non plus le tout. Tout se complète et se complémente. Il existe bien un code répressif condamnant l'inceste et la malversation dans des pays se proclamaient d'un athéisme affiché. La morale n'a pas pour rester vive et inextinguible, besoin d'un règlement ou d'une ligue. Elle est là, invisible et épanté, comme un vigile silencieux qui ne s'autocensure que par le repentir et le soupir. Les règles sur lesquelles se fonde la morale, remords et regrets, vont fondre par conséquent les actes répréhensibles et récusables plus que ne le fait l'homme dans ses tentatives de contractualiser les préceptes moraux. Ce que le monde actuel a de plus en plus besoin c'est cette conjugaison d'efforts afin de vaincre la peur et anéantir collégialement et à jamais ces agissements monstrueux.

Ce qui caractérise un débat par rapport à un conflit c'est la force de la preuve et non la force à l'épreuve ou l'épreuve de force. Si l'Occident avec la science et la technique qui ne lui sont par ailleurs, en aucun cas exclusifs car, propriété de l'humanité entière, veut bien entretenir ou continuer le débat du jour déjà entamé en sourdine, depuis l'Hégire chez le roi d'Ethiopie, qu'il le fasse en ayant les coudées franches tout en expurgeant tout sentiment de réprobation, de haine et d'ostracisme. Sommes-nous, nous et le reste du monde suite à l'horreur parisienne survenue récemment des individus à différencier uniquement à l'aide des critères de lignages et de croyances ? Les commentaires vont bon train. Les interprétations se veulent tenaces. La théorie du complot a de tout temps scintillé sur tout ce qui n'arrive pas à s'expliquer.

Le combat à mener contre ce phénomène est de longue haleine et requiert une approche universelle unique et solidaire à même de mobiliser toutes les volontés et d'élever le degré de collaboration gouvernementale. Une franchise et loyale coopération politique et sécuritaire. Seul, l'on ne peut agir.

Avoir une pensée infléchie pour dire que je me sauve la tête, restera une insuffisance de démarches. La France n'est pas le seul pays à souffrir de ces ignominies. C'est l'humanité entière qui en pâtit. Que les puissances mondiales abandonnent cette politique d'inégalité dans le traitement des conflits et s'investissent

d'avantage dans le rétablissement de la paix et de la sécurité partout ailleurs. Vaincre la peur et brandir haut les valeurs républicaines de démocratie et de liberté n'est pas une exclusivité des grandes nations. C'est un besoin que ressent tout le monde. Pour que les peuples et l'humanité entière puissent vivre dans l'harmonie naturelle, il est de ces devoirs moraux de s'unir et d'unir ses stratégies afin que plus personne, n'ait à subir les affres douloureuses de telles actions. Le terrorisme n'est pas une contre-violence. Il provoque bien au contraire de la « brutalité » qui demeure toutefois justifiée si elle est pratiquée uniformément contre toute espèce de violence. L'attaque de la Libye, de la Syrie, de l'Iran, du Soudan et de l'Afghanistan n'avait pas pour autant diminué ni restreint les actions répréhensibles pour lesquelles ces pays furent condamnés.

Le terrorisme continue à sévir et lourdement dans ces contrées que l'on a voulues les voir baignées dans les vertus d'une démocratie qui se fait languir.

Décidément à chaque chose malheur est bon. La douleur française masque d'une éclipse totale toute autre douleur. La notre et celle des autres. Ce n'est qu'une éclipse, l'algie et le mal que ressentent l'Algérie et les autres nations ne pourront par l'effet de la tonalité explosive survenue dans les avenues de Paris ; disparaître pour autant. Cette expression explosive, injuste s'estompera un jour. Tout vient à petit pas. Comme la mort ; elle naît grande et s'amenuise progressivement pour mourir en étant un rien et un néant. Il ne faudrait pas que la définition du terrorisme ait une autre signification, selon le sol, l'identité ou l'objectif. Quoique rien n'acquiesce un tel objectif lâche et meurtrier. La lutte est devenue planétaire et intercontinentale. Des exigences lui sont impossibles. Agir également.

L'on imagine mal un enfant adossé à ce qui reste comme vestige d'une frappe israélienne et accoudé à une grosse douille fraîchement usée made in USA entrain de goûter aux délices d'une sucette glacée.

Cet enfant ghazoui, innocence en prime omet pour l'instant de pleurer un père ou une mère pulvérisés par les raids et ensevelis heureusement pas les décombres d'autres décombres. Le malheur ne peut être perçu comme malheur s'il ne se greffe pas à d'autres malheurs. C'est ainsi qu'un attentat signant et revendiquant l'horreur va causer plus de griefs aux survivants de l'autre côté. L'indignation, le mauvais regard, l'accusation.



# Du G19-03 à l'heure de la 4G !

Une fois n'est pas coutume : cette semaine l'actualité vous est livrée, expliquée et finement décortiquée dans son volet assez singulier mais très chiffré ! A vous donc de bien la déchiffrer. De plutôt mieux la décoder !

Par Slemnia Bendaoud

Toute histoire –de par le monde– est faite ainsi : de chiffres immuables, de faits implacables. Parfois considérables, sinon souvent vraiment effrayants ! Et la nôtre ne déroge bien évidemment, elle aussi, pas à cette règle pratique, drastique et très mathématique.

Lorsque l'on évoque la révolution algérienne, le premier chiffre qui la symbolise et qui nous vient au galop à l'esprit est celui de son très lourd tribut, très chèrement, évalué à plus d'un Million et demi de Martyrs.

Son succès est surtout l'œuvre héroïque de tout un brave peuple, ayant longtemps cru en son destin, avenir et nation, mais aussi sans relâche milité pour son indépendance.

Par contre, la stratégie de sa mise en œuvre est plutôt le fruit d'un travail minutieux de vingt-deux brillants acteurs et tout aussi jeunes militants, tous acquis à la cause algérienne, mais surtout complètement engagés et très dévoués au profit de sa révolution, réunis discrètement à la ville du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, en vue de la propulser en avant.

De ce groupe des vingt-deux rebelles, six d'entre eux sont donc passés directement aux commandes des actions opérationnelles, les armes à la main. Depuis, la révolution est encore à ce jour en marche ...

Ainsi, côté très chiffré de notre révolution, nous retenons sans risque de nous tromper et sans bien évidemment un seul instant d'hésitation, à la volée et dans la foulée, dans l'ordre chronologique historique des événements, le nombre "Un", c'est-à-dire le premier jour du Onzième mois (Novembre) de l'année de référence, celle de 1954, en l'occurrence.

Première donnée chiffrée d'envergure et très symbolique à laquelle sont donc venus au fil des jours se greffer et s'imbriquer à tous les niveaux tous ces nombres interminables qui gravitent autour d'elle, en vue de donner plus de poids et de volume à la révolution algérienne.

Cette date de référence, puisant l'essentiel de sa légitimité et précieuse utilité dans d'autres dates et dans d'autres chiffres de référence, allait bien évidemment –des années durant– donner naissance à d'autres nouvelles dates-phares de notre grande Histoire, mais aussi enfanté tous ces nombres en série que constitue l'équation chiffrée de notre révolution.

Dans ce mélange synchronique et symphonique, savamment orchestré de chiffres qui nous font vibrer de joie pour avoir justement produit notre glorieuse histoire, souvent bien des plumes, parmi les plus fidèles comme celles les plus efficaces et très perspicaces, auront donc toujours su y trouver leur muse ou leur terrain de prédilection, mais surtout matière à remuer davantage leur encre dans les méandres des profonds tréfonds de notre valeureux combat, à l'effet d'en extirper parfois des portraits significatifs d'inlassables artisans et légendes de notre très grande révolution, menée tambour battant contre la toute dernière occupation coloniale de l'Algérie.

Dans le sillage de cette révolution, d'autres dates-clefs –et non des moindres– sont donc venues dès son coup d'envoi matérialiser des faits saillants et des événements forts importants, enrichissant d'année en année son palmarès pour se situer dans son prolongement jusqu'à la proclamation de l'indépendance de l'Algérie.

Néanmoins, ce qui intéresse aujourd'hui le peuple algérien, au tout premier plan,

n'est autre que ce chiffre se rapportant au groupe des dix-huit personnalités qui s'étaient alors spontanément soulevés au lendemain des douloureux événements du 8 Octobre 1988 –dont l'actuel président de la république– dans leur quête de proposition de solution à apporter au plus vite à une crise de gouvernance des plus aigües, initiative presque identique (à quelques variantes ou exceptions près) à celle menée, de nos jours, par cet autre groupe, celui des dix-neuf personnalités, réduites quelques heures seulement plus tard tout juste seize, après le retrait volontaire ou même provoqué de trois d'entre elles.

Ainsi, du groupe des dix-huit initial, nous sommes donc remontés ou passés dans la hiérarchie des chiffres à celui du dix-neuf pour redescendre ensuite en cascade à celui de seize seulement.

Et quelque en soient les objectifs assignés ou buts visés et très recherchés, savamment simulés ou légalement affichés et bien haut revendiqués par les uns ou par ces autres, il reste que l'attitude assez singulièrement manifestée par les deux groupes en question démontre, on ne peut mieux, ce grand malaise que couvent deux situations de gouvernance présentant beaucoup de similitudes ou de ressemblances, à tout le moins assez remarquables.

A quelque pourtant plus d'un quart de siècle d'intervalle dans le temps, le constat établi par l'un ou l'autre des deux groupes considérés est pratiquement le même, d'où d'ailleurs presque les mêmes griefs, remarques et observations retenus contre le système pour être justement relevés ici et là avec forts argumentaires.

Cependant, une question de poids et d'envergure s'impose d'elle-même et de droit dans ce débat de sourds et à distance entre les grands maîtres du système, d'un côté, et les tenants à l'instauration d'une véritable démocratie dans le pays, de l'autre côté : quel a bien été l'impact réel du développement des techniques de communications sur notre système de gouvernance durant la période considérée pour que nous nous retrouvions après toute cette trop longue période de temps à reformuler sans discontinuité et à l'envi les mêmes souhaits en vue de traiter des mêmes problèmes de notre gouvernance ?

Depuis 1988 à ce jour, ces mêmes techniques des TIC auront donc évolué de plusieurs crans, à différents échelons et autres étapes très stratifiées des générations, à un moment où notre gouvernance est malheureusement restée, elle, plutôt très statique, énigmatique, bien immobile, en dépit de tous ces changements opérés entre-temps à la tête de l'état et surtout des innombrables opportunités qui s'étaient présentées telles de véritables aubaines à saisir au vol devant nous durant cet intervalle de temps jugé comme très important, aussi bêtement perdues en conjecture !

Que dire donc de cette incroyable stagnation ou vraiment piètre gouvernance d'un état plutôt déliquescence et bien évanescence à l'heure où la science des télécommunications a déjà allègrement franchi plusieurs caps, gravi toute une série de paliers et connu de nombreuses générations généalogiques scientifiques ?

Vraiment très inconscients du grand danger du risque imminent que nous courons à tout moment, nous restons tous solidement scotchés à l'heure de la 4G à cette très ancienne G1 de notre gouvernance qui refuse manifestement de céder le flambeau aux nouvelles générations de l'indépendance !

Aussi, ni le G18, ni le G19, ni même le G19-3 ne sont donc en mesure de bousculer cette G1 de notre auguste gouvernance qui arrive même à défier la pourtant très solide et bien puissante 4G !

LA CHRONIQUE  
DU BLENDAR  
Paris : Akram Belkaïd



## Battre Daech ?

A première vue, la mise en place d'une grande et unique coalition internationale contre le groupe Etat islamique (EI ou Daech) est une décision qui s'impose. Semant la mort un peu partout y compris au Maghreb et en France, minant l'intégralité territoriale de l'Irak et de la Syrie, multipliant les actes de sauvagerie et d'abomination, cette organisation criminelle et terroriste doit effectivement être mise hors d'état de nuire. Une fois énoncée cette urgence, il convient de s'attarder sur la faisabilité de cet objectif stratégique pour la paix au Proche-Orient.

D'abord, ce constat. Ni l'armée syrienne, ni l'armée irakienne ne sont capables de vaincre Daech. On sait que la première, du moins ce qu'il en reste, évite soigneusement de se confronter avec le groupe Etat islamique, préférant montrer son savoir-faire dans le bombardement des populations civiles. De son côté, la seconde restera dans les annales de l'histoire militaire après sa honteuse débâcle de l'été 2014 où, non seulement elle a fuit face aux troupes de Daech – en abandonnant la population de Mossoul à son sort – mais où elle a aussi laissé des tonnes d'armements lourds et légers. Cela veut dire qu'envoyer une énième cohorte de conseillers et de formateurs pour aider ces armées ne servira à rien. A ce jour, seuls les Kurdes et quelques groupes armés de l'opposition syrienne se battent au sol contre l'EI. Cela peut suffire à contenir ses troupes mais cela ne peut mener à sa défaite.

Il faudra donc, tôt ou tard, l'intervention d'une tierce armée sur le champ de bataille. Question, quelle sera cette armée ? Quel est le pays qui est prêt à engager ses troupes dans une bataille qui sera tout sauf une promenade de santé ? Ni le Liban ni la Jordanie ne sont capables de le faire car leurs

armées sont trop faibles. De son côté, l'Egypte a fort à faire chez elle sachant que ses dirigeants ont encore en mémoire le souvenir très mitigé de l'intervention militaire égyptienne au Yémen pendant les années 1960. L'Iran, dont les gardiens de la révolution participent déjà aux combats en soutien à l'armée de Bachar al-Assad, a les moyens de vaincre militairement Daech. Mais rien ne dit que les autres puissances régionales acceptent son implication. La Turquie et l'Arabie Saoudite (et Israël) ne peuvent voir celui qu'il considère comme leur ennemi direct prendre autant d'importance.

La Turquie, elle, a aussi la capacité militaire de détruire Daech. Encore faudrait-il que ses dirigeants le veuillent. Ce n'est un secret pour personne, Ankara a joué avec le feu en laissant passer sur son sol les djihadistes et les recrues de l'EI. Elle n'est jamais intervenue militairement, y compris après les récents attentats commis sur son sol, contre une organisation qui entend pourtant instaurer le Califat et qui ne cesse de qualifier le président Tayyip Recep Erdogan d'ennemi à la solde de l'Otan et des Américains. Cette neutralité alimente soupçons et critiques. Certes, elle peut s'expliquer par le fait que les autorités turques craignent l'apparition d'un phénomène djihadiste sur leur sol. Mais il est impossible de nier qu'il existait, jusqu'à il y a plusieurs mois, un pacte de non-agression plus ou moins implicite.

Reste enfin l'Arabie saoudite dont la préoccupation majeure semble être aujourd'hui de continuer à bombarder le Yémen, l'un des pays les plus pauvres de la planète et dont le triste sort ne semble émouvoir personne. Et quand on voit l'incapacité saoudienne à réduire la rébellion houthiste on est en droit de se demander si son intervention éventuelle contre l'EI servirait à quelque chose. A cela s'ajou-

te le fait que Riyad, qui reste obnubilé par le danger iranien, s'est toujours gardé de critiquer ouvertement cette organisation qui a d'ailleurs bénéficié de financements en provenance des pays du Golfe. On sait que les deux parties partagent la même vision d'un islam rigoriste et qu'il n'y a guère de différences entre elles dans la conception de la justice, du sort des femmes.

Il faudra donc beaucoup d'efforts et de tractations pour que les trois puissances régionales que sont l'Arabie saoudite, l'Iran et la Turquie, se joignent à une coalition contre l'EI. Et il en faudra encore plus pour les persuader de mener cette action militaire seuls, sans l'apport de troupes occidentales. On le sait, à Paris comme à Washington, le discours est le même : pas question d'envoyer des troupes au sol car c'est aux pays de la région d'intervenir.

En réalité, personne n'est dupe. N'importe quel observateur de ce qui se déroule en Syrie sait qu'il faudra tôt ou tard une intervention occidentale terrestre voire russo-occidentale pour défaire le « Califat de Raqqa ». Et là aussi les obstacles sont nombreux pour mettre en place une telle coalition. Quid du régime de Bachar al-Assad ? Les Occidentaux, adeptes du fameux « ni-ni » (ni-Assad, ni-Daech) veulent son départ, les Russes le refusent. Les négociations en cours à Vienne tentent de lever ce blocage mais on devine que toute intervention militaire contre l'EI est vouée à l'échec si d'aventure rien n'est préparé pour la suite sur le plan politique.

Enfin, il est évident que la chute, encore très hypothétique du groupe Etat islamique – lequel dispose d'importantes ressources financières, on doit aussi le rappeler – ne résoudra aucun des problèmes liés au djihadisme et à la radicalisation de la jeunesse musulmane où qu'elle soit. Mais ceci est déjà un autre problème.





# Et si c'était lui ?



**Soutenir sans illusions, militer sans joie, relayer sans convictions, voilà à quoi s'astreignent, aujourd'hui, une partie des formations politiques, sans que cette situation paradoxale n'émeuve outre mesure leurs dirigeants.**

Par Cherif Ali

**A** cet égard, le FLN, le RND, le MPA, le TAJ ou encore l'ANR se sont bien trouvés, puisqu'ils nous offrent comme seule vie démocratique, les interventions calibrées de leur « leader maximo » sur les plateaux de télévision. Désormais, ce que l'on nommait autrefois « politique » est balayé, phagocyté par l'agenda présidentiel et par des enjeux qui n'ont plus rien à voir avec les soucis quotidiens des algériens.

Les chefs de partis, par exemple, ont beau se démenier, faire semblant d'animer la scène politique et se déplacer dans les wilayas, en vain ! En appeler au débat d'idées, rien à faire. Tous les Partis, d'ailleurs, le craignent : Soufiane Djilali, Benflis, Mokri, Djaâballah et même Soltani ne s'intéressent qu'à une seule chose, la présidentielle de 2019 !

Dans le camp présidentiel, il en va de même et ce que l'on peut observer aujourd'hui ressemble à une répétition fonctionnelle des rôles entre Ouyahia, Saâdani et Sellal, pour les années à venir. Au premier, le rôle de batailleur voire de lessiveur, quitte à offusquer la sensibilité de la classe politique, y compris dans son propre camp.

Au second, autoproclamé porte-parole du président de la République, le rôle se voulant plus consensuel de rassembleur, grâce à son initiative de « front interne ».

Quant au troisième homme, le premier ministre en l'occurrence, il est fortement « encadré » par le duo chevronné du FLN et RND ; il sait qu'il n'est pas le plus fort des candidats pour 2019 et il doit se dire que quand on n'est pas le plus fort, on peut gagner à condition de savoir jouer sans ballon, par la science du placement et du remplacement. En évitant autant se faire que peut, de se mettre en position « d'hors-jeu ».

**E**n cela, Abdelmalek Sellal est bien l'homme du président auquel il réitère, en permanence son soutien inconditionnel. Il a toujours avancé, mais masqué. Son ambition présidentielle, ce sont les autres qui en parlent au moment où lui-même, balaie d'un revers de main cet avenir qui lui est prêté par ses soutiens qui ont eu à le côtoyer durant sa longue carrière et surtout pendant les deux campagnes électorales qu'il a menées avec succès.

Aujourd'hui, il a cependant d'autres soucis. Il est le chef d'un gouvernement qui fait face à l'une des plus graves crises de pétrole qui impacte gravement le pays et les citoyens. Il le sait, les orientations économiques et sociales qu'il a

définies ne prendront leurs effets qu'à la faveur d'un retournement de la conjoncture, d'un saut du baril. En 2017 ou en 2018. Il lui faut savoir attendre et surtout durer au gouvernement ou s'accrocher dans la périphérie du pouvoir.

En fait, le premier ministre a besoin de la confiance peut-être aussi de la défiance de la classe politique, tous Partis confondus. Le rejet de cette classe politique dans la population est tel que bénéficier de sa défiance peut devenir, paradoxalement, un atout !

Le gouvernement est d'obédience FLN et c'est Saâdani qui l'affirme. L'homme a dit qu'il a réformé le parti de l'intérieur en nommant aux postes sensibles et au bureau politique des têtes nouvelles. Pas si sûr. Aujourd'hui, ce parti ne peut éternellement tenir des populations captives au nom d'un passé lointain dont il ne reste que des supposées valeurs qui ne sont pas respectées, une fois les membres du parti au pouvoir. Quant au vote FLN, il n'est plus, depuis quelque temps déjà, l'expression naturelle de ceux qu'on nommait la classe prolétaire. Le mot lui-même ne s'emploie plus tant il renvoie au « socialisme » de feu Ahmed Benbella.

**A**ujourd'hui, le FLN privé de sa légitimité sociale s'est révélé incapable de concevoir les contours d'une nouvelle alliance politique porteuse de progrès. Le RND, son allié de toujours pourtant, n'en veut pas de son initiative de « front intérieur », l'obligeant à battre en rappel sa clientèle des partis « occasionnels » et des organisations de masse qui lui sont affiliées pour former son bloc d'alliance.

Le FLN et le RND, faut-il le dire, sont impuissants l'un que l'autre, à empêcher la contestation qui germe en leur sein. Englués l'un que l'autre dans leurs incohérences internes, ils devraient s'interroger : pourquoi ne pas faire exploser, une bonne fois pour toutes, leur prétendue unité ?

Oui, aujourd'hui, la classe politique est en état de coma cérébral. Les rares idées qu'elle défend viennent de ceux de l'ISCO et de son désir d'organisation d'élections présidentielles anticipées. Et aussi du FLN et de son initiative de « front interne » qu'il n'a pas su cependant expliciter pour la rendre praticable. On entend les mêmes éléments de langage prédigérés, les mêmes arguments si usés que l'on perçoit, nettement, l'hypocrisie à travers.

Les Algériens sont, globalement, hostiles à leur classe politique, car ils ne se sentaient pas représentés. Ils en ont assez de ces militants opportunistes et de « métier » qui squattent les postes et de cette endogamie politique. Ceux qui ont la propension à se constituer en « cercles fermés » destinés à faire la loi dans les assem-

blées. Des écuries, à usage presque exclusivement présidentiel. L'ambition désormais de tout chef de parti algérien est de pourvoir son patronyme d'une désinence en « iste » (Saâdaniste, Mokriste, Benflisiste etc), afin de faire reconnaître sa vocation à concourir à la prochaine présidentielle.

**A**ux discours de l'union, prônés par les uns et les autres, il faut faire face à une réalité : chaque groupe ou Parti politique tire la couverture à lui, tout en gardant l'index en l'air pour sentir le vent passer.

Mais les Algériens veulent du changement, de nouvelles têtes, des gens simples venant de la classe moyenne. Et surtout, qui seraient d'accord pour retourner à leurs fonctions originelles une fois leur mandat expiré ! Les citoyens ne savent pas comment en finir avec cette classe politique, finalement, peu démocratique qui les étouffe. Des Partis sont tenus par les mêmes leaders depuis leur création, c'est à dire depuis l'ouverture du champ politique en 1989 ! Ils sont les premiers coupables de cette morosité politique ambiante, car au lieu de prendre conscience de leurs dysfonctionnements, de l'absence de démocratie et de transparence en leur sein, ils n'ont pour souci que celui de protéger leurs intérêts. Et en cela, ils poussent les gens vers l'absentéisme et le désintérêt de la chose politique.

Nous ou le chaos, affirment à l'unisson le FLN et le RND ! Est-ce à dire pour les citoyens qu'il ne reste pour les joutes électorales à venir, qu'à voter par défaut, sans aucune perspective ?

Pourquoi les débats sont-ils insupportables ? Pourquoi ils ne vont pas plus loin que la simple émulsion médiatique ?

Plus besoin de décider, prétendent certains, il faut « s'adapter » ! Beaucoup de nos concitoyens ont l'impression, la crise aidant, de n'avoir plus prise sur leur avenir qui s'assombrit, de plus en plus, sans que des perspectives ne leur soient proposées clairement.

Que faut-il en déduire ? Que le peuple est en mal de dictateur ? Ou bien qu'il est en attente d'un dirigeant politique capable d'en finir avec toutes les formes de désordre ?

**E**n attendant les réponses, l'heure est à la course aux sénatoriales : se faire élire et réélire ! C'est la seule ambition qui tient les « militants politiques » qui n'excellent que dans les campagnes électorales et la prise d'un pouvoir dont ils ne savent que faire une fois élus !

Depuis, il y a eu les annonces du président de la République, qui a promis d'ouvrir davantage le champ politique même si lui-même ne regarde qu'une chose : les rapports des forces politiques. Et à ce petit jeu,

ses cartes maîtresses s'appellent Amar Saâdani et Abdelmalek Sellal. Ainsi, la montée au créneau de Saâdani qui a apporté toutes les réponses politiques aux questions de l'heure, y compris l'initiative des 19.

D'un mot sur cette initiative des « 19-3-1 » pour dire ceci : « quand on pose des questions dignes d'un vestiaire de foot, il ne faut pas s'étonner d'obtenir des réponses adaptées à un terrain boueux. De là, à en tirer des conclusions générales sur les aspirations (cachées ou réelles) des initiateurs de la démarche, il y a un pas qui serait hasardeux de franchir ».

Ceci étant dit, Amara Saâdani apparaît comme celui qui a été « désigné » pour barrer la route de la présidentielle à Ahmed Ouyahia. Pour le président de la République, « la nature a horreur du vide » prend tout son sens et la mise en avant du secrétaire général du FLN, lui permet de se concentrer sur son projet de constitution, puisque Saâdani consacre toute son énergie à répondre aux contre-attaques des uns et des autres, et surtout à encaisser les coups. Et aussi à tirer sur Ahmed Ouyahia qui est plus présidentieliste que quiconque ! Et c'est visiblement dans cette direction que le chef du RND compte s'engager désormais. C'est aussi le seul moyen de contrer toute la classe politique qui a flairé en lui l'ennemi. Elle ne lui fera pas de cadeau.

**L**e premier ministre quant à lui, n'est pas en état, de « challenger » le président de la République à qui il a maintes fois réitéré sa fidélité. Dans le camp de l'opposition, on affiche une unité de façade ; beaucoup sont à la limite de la fracture tellement les « égos » sont énormes, les bases électorales ne manqueront pas de s'émietter à l'approche de la date fatidique des élections.

Est-ce à dire qu'il n'y a pas de concurrents pour 2019 ? Pas si sûr et le moins que l'on puisse dire pour l'instant, c'est que la vie politique risque de connaître sous peu quelques surprises.

Le pays semble aujourd'hui prisonnier d'un système qui conduit à une élection présidentielle où le léger comme l'incompétent pensent qu'il suffira de se présenter, ou de se retrouver au second tour face au candidat du pouvoir pour gagner, à la faveur de la mise en place de la « démocratie apaisée » promise par Abdelaziz Bouteflika dans sa lettre du 1<sup>er</sup> novembre 2015 et des « mécanismes indépendants de contrôle et de gestion des élections » qui empêcheront toute fraude !

Pour autant, la tâche ne sera pas aisée pour tous les candidats à la candidature présidentielle qui sont en train de « fourbir leurs armes » à partir de Mazafran !

Il en est de même de la présidentiabilité de l'actuel premier ministre Abdelmalek Sellal et son prédécesseur Ahmed Ouyahia que le politologue algérien Rachid Grim balaie d'un revers de main, dans un entretien qu'il a accordé récemment au quotidien électronique « TSA », pour surprendre et dire : ce sera Lakhdar Brahimi !

Il n'est pas parti pour faire 10 ans, mais juste un mandat, a affirmé Rachid Grim qui, en livrant ce « scoop » prétend relayer une « prévision émanant d'outre atlantique ».

L'homme, c'est vrai, est un ami intime du président dont il affirme qu'il ne lui sert pas d'alibi, en faisant allusion aux cinq audiences qu'il lui a accordées ; il est reconnu pour ses compétences à l'international.

Le poste de vice-président sera donc créé à la faveur de la prochaine constitution et Lakhdar Brahimi pourrait être nommé pour l'occuper ! Et partant, président « la Conférence Internationale sur le terrorisme » que l'Algérie organisera en 2016 !

**O**n n'en est pas là pour le moment et il serait hasardeux de spéculer sur les gains hypothétiques d'un président dont le nom est soufflé extra-muros. Et rien ne permet de dire que les Algériens sont en mal d'un président « importé », ce qui devrait inciter à modérer les divagations sur la prétendue cooptation de Lakhdar Brahimi qui, certainement, n'aimerait pas être le Hamid Karzaï algérien !

En revanche, il est vrai que les citoyens sont en quête d'une boussole efficace et d'un cap politique clair. Pour l'heure, ils ont le sentiment que les dirigeants politiques ne dirigent plus rien et que les puissances financières tirent les ficelles. Du coup, ils observent certains ministres, pas tous, qui agissent de façon bien peu pédagogique, brouillonne et désordonnée !

Le gouvernement n'est pas solidaire, vient de déclarer Amara Benyounes ! On a peine à voir le grand dessin, à moins que le président de la République n'intervienne personnellement pour remettre de l'ordre et « remercier » tous ceux qui donnent l'impression de flancher devant l'obstacle. Et ceux aussi qui, de l'avis d'un grand nombre d'observateurs ont fait l'objet d'un casting quelque peu précipité !



# Khalida Toumi et Louisa Hanoun: Des citoyennes au-dessus de tout soupçon

**Un groupe hétéroclite fait l'évènement en Algérie. C'est le signe que face au vide politique, tout peut marcher.**



Par Abed Charef

Elles avaient tout contre elles, mais elles ont réussi une belle opération médiatique. Louisa Hanoun et Khalida Toumi, considérées comme les principales initiatrices de la lettre des 19, ont largement atteint leur objectif. Engagées dans une démarche aux contours imprécis, au sein d'un groupe hétéroclite, elles ont tiré profit du vide politique qui étrangle le pays pour occuper la scène pendant une semaine. Rien à dire, leur initiative a fait mouche.

Est-ce leur proximité antérieure avec le président Bouteflika qui a été déterminante? Ont-elles bénéficié d'un concours de circonstances particulier, avec cette anxiété qui domine au sein de la société, sans qu'aucune alternative crédible ne réussisse à s'imposer? Ont-elles donné corps à une attente très for-

te au sein de la société? Toujours est-il que leur initiative a eu des résultats étonnants, alors qu'initialement, elles semblaient engagées dans une démarche approximative, sans véritable assise. Leur demande d'audience auprès du président Abdelaziz Bouteflika les plaçait même dans une posture très difficile. L'opinion les narguait, les qualifiant tantôt de courtisanes éconduites, tantôt de zéloteurs déçus, ne reculant devant aucun moyen pour regagner les faveurs du palais. Agir en tant que citoyennes après avoir été proches d'un pouvoir qui nie la qualité de citoyen n'est guère convaincant. Louisa Hanoun a été l'un des rares dirigeants de parti à rencontrer le chef d'état-major de l'armée, le général Gaïd Salah, qui n'est pas spécialement connu pour son militantisme citoyen.

## L'ombre du 4<sup>ème</sup> mandat

Personne non plus n'oublie la volte-face des deux dames. Alors que les difficultés du président Bouteflika à aller au terme de son troisième mandat étaient visibles depuis des années, pour s'accroître à partir d'avril 2013, elles avaient maintenu une attitude équivoque, pour ne pas dire plus, en soutenant le droit de M. Bouteflika à rester au pouvoir, puis pour briguer un problème quatrièmement mandat. Cet acharnement à maintenir au pouvoir un homme qui venait de passer quinze longues années à la prési-

ce ne trouvait pas de justification particulière: aucun succès politique ou économique majeur ne pouvait être mis au crédit du chef de l'Etat, aucun projet d'envergure n'était en cours. Bien au contraire, le pays sortait d'une période émaillée de scandales, et la gouvernance avait atteint une dégradation jamais connue auparavant, avec des institutions inopérantes et un personnel politique largement discrédité.

D'autre part, l'argumentaire présenté pour justifier leur demande de rencontrer le chef de l'Etat était très léger. Ce qu'elles n'ont pas fait comme responsables politiques, ministre, chef de parti, ou député, elles prétendent le réaliser comme citoyennes: cela révèle un mépris certain pour l'action publique. Elles réclament un droit qu'elles ont totalement méprisé lorsque des gens appartenant à d'autres bords politiques l'avaient demandé. Leur action s'apparente plutôt à une initiative de notables soucieux de préserver leur rang auprès d'un pouvoir dont elles ont été évincées. Elles sont outrées de ne plus avoir accès à un président qu'elles ont si longtemps servi. Le pire qui puisse arriver à un courtisan, c'est de ne plus avoir accès à la cour.

## Porte-paroles

Les éléments de langage utilisés pour répondre au premier ministre Abdelmalek Sellal, au chef du FLN Amar Saadani et au patron du RND Ahmed Ouyahia, est éloquent. Ce n'est pas à eux qu'on s'adresse, mais au pré-

sident, a dit Khalida Toumi. Louisa Hanoun a répété les mêmes mots. Cet argument est irrecevable. Le président Bouteflika ne s'adresse plus de manière directe aux algériens depuis avril 2013. Pour des raisons liées à sa maladie. Il est, dans l'histoire, le premier candidat à une élection présidentielle à avoir fait campagne sans prononcer un seul discours, sans assister à un seul meeting. MM. Sellal, Saadani et Ouyahia s'exprimaient en son nom. Ils ont fait campagne à sa place. Ils sont ses porte-parole. Jusqu'au jour où il décidera de les expulser de sa cour, ils demeureront sa voix officielle.

Tout ceci devrait, à priori, suffire pour crédibiliser l'initiative des 19. Pourtant, il n'en est rien. Leur démarche a fait le buzz, en gagant sur d'autres terrains. Elle a eu un effet certain: le cercle de ceux qui estiment que le président Bouteflika est inapte à exercer ses prérogatives, et qu'il est donc nécessaire d'organiser rapidement la succession, s'est considérablement élargi. Mais dans le même temps, la crédibilité de l'Etat a subi un coup très rude.

Tout le reste, dans ce qui se dit ou s'écrit sur les 19, est secondaire. Insister aujourd'hui sur la fragilité du groupe, sur son manque d'homogénéité, ou sur le retrait de certains membres des 19 n'a aucune portée.

Que le président Bouteflika reçoive les 19 ou non n'a désormais plus aucune importance. Ce qui restera, c'est qu'une partie de l'opinion est convaincu que le président Bouteflika est out, mais que le pays est incapable d'en tirer les conséquences.

# Mais le changement, c'est pour quand ?

Par Kamal Guerroua

La semaine dernière, les algériens ont été surpris par un communiqué rendu public par 19 personnalités nationales ayant demandé une audience solennelle au président Bouteflika.

Une actualité chaude qui n'augure rien d'apaisant pour les esprits de nos citoyens dont la peur du chaos conjuguée à l'inflation galopante, un pouvoir d'achat en dégringolade, la précarité sociale et la faillite morale de leur élite ont ruiné toute patience. Au fait, l'objectif de la démarche est, à ce qu'il paraît de s'assurer que le premier magistrat du pays est bel et bien le maître de ses décisions. D'autant plus qu'un doute s'est partout installé ces derniers temps sur ce qui se trame dans les coulisses du palais d'Al-Mouradia. La réaction des autorités ne s'est pas fait longtemps attendre. L'indignation est exprimée par Ahmed Ouyahia, directeur du cabinet du président de la république.

Ayant apporté son plein soutien à Bouteflika depuis avril 1999, ce dernier y voit en filigrane une manipulation de plus visant à déstabiliser l'Algérie. Ainsi affirme-t-il en tant que chef du R.N.D que le président a reconstruit le pays, conforté son crédit à l'international, redressé ses institutions, et revalorisé les intérêts économiques nationaux. Insinuant de la sorte que sa légitimité ne peut en aucun cas être remise en cause par quiconque, il déclare qu'il (Bouteflika) est seulement «comptable devant le peuple souverain qui l'a investi et devant le peuple uniquement». Ce que l'on peut d'ailleurs interpréter par le «refus» catégorique du pouvoir d'accéder à la revendication principale des 19 initiateurs de cette démarche. Entre temps, aucune nouvelle du concerné alors que s'enflamment des rumeurs sur son hospitalisation.

Comme on a coutume de le voir en d'autres circonstances, les autorités jouent sur la fibre du sensationnel et de la démagogie pour détourner l'attention de l'opinion publique nationale sur ce qu'il est admis d'appeler ici les «impairs autoritaires» du régime.

Autrement dit, la volonté de ce dernier d'imposer le black-out total sur le fonctionnement étatique en serrant les vis à la liberté d'expression pour tant par le laxisme, le flou communicationnel et le laisser-aller collectif. Or se disant confiantes du «patriotisme» du président mais inquiètes de la dégradation générale des conditions de vie de leurs compatriotes et surtout de l'opacité qui entoure la prise de décision au sein



du sérail, ces personnalités-là ont émis des doutes sur la capacité de Bouteflika à gérer le pays.

A vrai dire, quelles que soient les motivations réelles de cette sortie, elle reste un véritable tournant dans la vie politique algérienne et un pied de nez aux dirigeants aussi bien auprès des masses qu'aux yeux de l'étranger! De Louisa Hanoun à Khalida Toumi et de Zohra Drif Bitat à Rachid Boudjedra, ces voix pourtant divergentes sur nombre de dossiers se sont, semble-t-il, unies cette fois-ci dans leur défiance à l'égard de la première institution étatique: la magistrature suprême. Qui gouverne réellement en Algérie? Qui décide? Qui prend soin de la maison en désordre? Et puis, le président qui est gravement malade sait-il vraiment à qui et à quoi il fait face dans une région géostratégiquement en butte à des pressions occidentales d'une rare virulence? Tas de questions en suspens sont en attente de réponses. Mais les réponses de qui et comment? Voilà le dilemme auquel sont confrontés les signataires dudit communiqué. Si la confiance dans le personnage du président a disparu, c'est qu'il y a un problème de fond qui remonte à très longtemps. En diagnostiquant bien les choses, l'on verra qu'avant même le

début de ce quatrième mandat, la santé de Bouteflika n'était pas celle de celui qui, entre 1999 et 2007 aurait harangué sans cesse les foules, sillonné de long en large le pays, dominé les médias par ses interminables interventions et parcouru presque toutes les capitales occidentales afin de redorer le blason d'un pays meurtri, voire dévasté et d'une nomenclature vacillante au lendemain d'une guerre civile atroce. De plus, les conseils de ministres se font depuis au moins 4 ans de moins en moins rares. Souffrant d'une part d'un grave A.V.C, le président est quasi absent des écrans de la télévision et la vacance de son poste s'observe chaque jour davantage sur le terrain. D'autre part, les persistantes rumeurs sur l'intrusion d'éléments appartenant aux cercles informels dans la gestion de «la maison Algérie» est un secret de Polichinelle.

Du petit paysan d'un village enclavé à l'étudiant dans une université de la capitale en passant par les jeunes, les travailleurs et les couches sociales moyennes, le constat est sans appel: Bouteflika se porte mal.

Il est à remarquer que ce mode communicationnel par le silence est une énième débâcle à

notre gérontocratie et, pareillement, les réactions «sélectives» de nos élites sont un cuisant échec des formes d'engagement des véritables avant-gardes. Pourquoi? D'abord une initiative pareille aurait davantage de mérite si elle était venue de députés du parlement (la chambre législative) qui, dans une démocratie réelle, jouerait le contrepoids populaire face à l'exécutif.

Ensuite, si ces personnalités-là agissent dans l'intérêt commun et la nation, pourquoi n'ont-elles pas bougé le petit doigt ni adressé une correspondance particulière au conseil constitutionnel au sujet du rapport médical du président-candidat au moment où celui-ci a déposé son dossier de candidature? Enfin, la crédibilité de cette démarche serait d'autant plus renforcée si plus aucun signataire n'était auparavant un soutien actif à ce président. En revanche, ce communiqué nous ramène à l'interrogation suivante: serait-il logique que dans le cercle restreint du clan présidentiel de pareilles fissures aient vu le jour? Si un soutien de première heure commence à mettre de la suspicion sur le rôle du président, c'est qu'il y a une anguille sous roche. Et puis pourquoi choisit-on exactement ce mois de novembre pour le signifier? A méditer.



**Daech a frappé encore de la manière la plus abjecte qui soit, à Paris comme à Beyrouth et ailleurs. Mais qui est-il Daech, en fait ? Qu'est-ce que c'est que le terrorisme transnational ? Des questions qu'on ne pose pas fréquemment !**

# ■ Entre obscurantistes barbares et idéologues paranoïaques !



Le-bourreau-made-in-France-de-Daech

Par Abdellatif Bousenane

L'approche la plus adéquate pour répondre à nos questionnements c'est d'appréhender ce fléau, le terrorisme, comme étant un phénomène social plus global qui forme tout un système, impliquant plusieurs réseaux, beaucoup d'intérêts et énormément d'enjeux. Comme le grand banditisme, les trafics d'armes, la drogue, l'argent illicite, etc. Ces fléaux se croisent souvent et ils s'allient quand ils ont un même objectif.

On a souvent tendance à mélanger deux aspects distincts de ce phénomène: le premier c'est l'essence même du problème qui est un réseau terroriste mafieux très organisé lié à des intérêts de certaines puissances voir des Etats. Vladimir Poutine déclare dans le sommet du G20 en Turquie cette semaine : « il y a plus de 40 Etats qui financent Daech dont des membres du G20 » ! Dès lors, on observe un lien certain avec

la géostratégie et donc les guerres qui secouent la région du Moyen Orient.

Le deuxième aspect, c'est l'outil avec lequel on exécute, on applique ces stratégies. Autrement dit, « la main d'œuvre » qui se trouve chez les fondamentalistes religieux très frustrés. Ceux-ci vivent souvent à la marge des sociétés dans des ghettos, ils ont, souvent, un casier judiciaire plein de délits de droit commun; drogue, vols, agressions et toutes autres violences ; ceux qui sont conditionnés par une vie sociale très difficile. L'exemple de ces derniers attentats en France est frappant, de Mohammed Merah aux frères Kouachi jusqu'au groupe des suicidaires du Bataclan et du stade de France, les profils sont toujours les mêmes. Des jeunes entre 20 et 30 ans, avec casiers judiciaires, un passé de délinquant et enfin une fiche S pour une grande partie parmi eux. Ils habitaient souvent les cités de la banlieue. Cette semaine toutes les caméras du monde ont découvert le ghetto de Molenbeek à Bruxelles en Belgique où vivaient plus que la moitié des terroris-

tes impliqués directement dans ce crime de vendredi 13!

## Multiculturalisme versus universalisme

Ceci étant, je ne suis pas en train d'expliquer qu'il n'y a pas d'extrémistes religieux qui sont prêts à passer à l'acte et qu'ils sont dans une perspective de détestation du monde et même de la vie. Des adeptes de la haine et de la fitna qui ont une conception du monde très sombre et une démarche obscurantiste. Ces terroristes nihilistes sans stratégie, ni objet à construire sauf semer la terreur et les fractures entre communautés.

Pour ne pas s'égarer, toutefois, dans la compréhension du phénomène, il ne faut pas se focaliser, non plus, sur un seul aspect de la problématique qui est multidimensionnelle et rester tout le temps sur « l'outil » qui représente l'amont de cette « stratégie » comme c'est le cas actuellement en France, dont les discussions et les débats tournent autour d'un même sujet : la question des banlieues ! Soit en l'analysant comme étant un problème d'intégration qui se concrétise dans la difficulté d'accès au travail, au logement et la condition sociale d'une manière générale. Soit, en choisissant la thèse de l'assimilation; une problématique plus profonde encore ; qui concerne un thème cher aux sympathisants de la droite dure et l'extrême droite, l'identité, c'est à dire une assimilation des membres des autres communautés d'origines étrangères aux « valeurs » ou à la « culture » dominante qui serait d'origines : blanche et judéo-chrétienne ! Selon les doctrinaires de ce paradigme. Donc tous les regards sont braqués sur les exécuteurs de ces crimes abjects et barbares. Et à chaque fois, on entend quasiment le même discours, les mêmes analyses à savoir le débat sur les cités, les immigrés, les imams et leur formation, la radicalisation, etc. L'illustration est faite par le président français, François Hollande, qui, devant le congrès, a annoncé des mesures qui s'inscrivent exclusivement dans ce registre : déchéance de la nationalité, l'éloignement des étrangers qui menacerait la sécurité du pays, etc. Par conséquent le débat reste toujours enfermé, notamment en France, entre deux visions, deux théories, entre deux modèles : multiculturalisme et universaliste. Le premier, inspiré par des courants de pensées qui considèrent la diversité culturelle comme un enrichissement de la société qui désigne la coexistence de plusieurs cultures dans un même pays du moment où tout le monde respecte la loi fondamentale du pays dictée, bien évidemment, par les plus dominants. Il est appliqué en Angleterre, Amérique du Nord et quelques pays scandinaves. Quant à l'universalisme, qui est une fabrication française, au moins dans son aspect politique, il stipule qu'il y a une nature humaine universelle et donc toutes les cultures doivent être fondues dans le moule de la société d'accueil. De ce fait, à chaque attentat terroriste les limites du multiculturalisme sont mises à l'épreuve des critiques les plus virulentes.

Néanmoins, notre question ne se limite pas à l'anthropologie liée, surtout, aux mœurs, aux habitudes, aux croyances et la vie de tous les jours des individus mais elle touche beaucoup plus de domaines : de la sociologie aux relations internationales dans les sciences politiques, jusqu'à l'Histoire.

## Qui est-il DAECH ?

Nous avons vu la rapidité avec laquelle on a pu remplacer el Qaida

par Daech. Dès l'annonce de la liquidation de Ben Laden, un autre monstre est né, El Baghdadi aussi inconnu et énigmatique que son organisation, ce « calif » a déclaré la guerre, quasiment, à tous les pays arabo-musulmans qui tentaient de lui barrer le chemin vers l'instauration « d'el khilafa », ou l'empire musulman comme dans les temps des Kalifs, les vrais. Nous sommes déjà dans le registre du surréalisme, de l'invraisemblable ! Il y a là un problème de taille, personne n'est dans la capacité, aujourd'hui, de définir précisément qu'est-ce que c'est que Daech ou l'Etat islamique en Irak et au Levant ? On connaît, par exemple, El Qaida et sa naissance lors de la guerre contre l'URSS en Afghanistan, on connaît le parcours de son leader Ben Laden, le milliardaire saoudien, donc on a tous les éléments qui nous permettent de comprendre le contexte, la logique, les raisons et les transformations de cette organisation terroriste depuis les années 1990.

On connaît également, à titre d'exemple et non pas de comparaison, le Hizb-Allah, le parti politique chiite libanais qui a un bras armé et qui est soutenu par la Syrie et l'Iran parce qu'ils défendent la même idéologie et tendance religieuse. En tout cas c'est bien défini. Mais là, pour Daech, on se trouve devant un groupe complètement insaisissable !

En Syrie, après plusieurs mois de bombardements par la « coalition » menée par les USA, le résultat est vraiment maigre et l'EI se voit de plus en plus menaçant ! La rentrée de la Russie en jeu et sa réussite visible sur le terrain en arrêtant net les avancées des terroristes en, juste, deux mois ne passe pas inaperçue, cela appuie fortement l'idée qui stipule que les capitales occidentale n'ont pas une vraie volonté d'éradiquer Daech. Est-ce raisonnable qu'un groupe terroriste qui vient de naître, il y a à peine 4 ans, se dote de milliers d'équipements flambants neufs, des armes de dernière génération et s'empare d'un territoire aussi grand que la France incluant deux grandes parties de deux Etats-nations souverains, Irak et Syrie ? Est-ce rationnel qu'un groupe terroriste encerclé par des puissantes armées, puisse avoir la possession de champs de pétrole ?

Oui des puits de pétrole et il arrive même à en exploiter le brut et le vendre aux firmes et aux Etats !

Comment est-ce possible le transporter et le commercialiser sans que les services ainsi que les satellites des puissances occidentales et aussi régionales ne se rendent compte ? Il y a là une complicité ou, au moins, une manipulation manifeste.

Dans une approche paradoxale qui frôle la schizophrénie des chancelleries occidentales et même arabo-musulmanes, le terrorisme est devenu, effectivement, une variable assez importante dans les calculs géopolitiques, il est perçu ainsi comme étant un ennemi redoutable et en même temps un allié primordial.

Ainsi donc, le terrorisme transnational est un monstre dont sa naissance est marquée par de forts doutes et mystères mais qui se nourrit inéluctablement de « la misère du monde », cette misère qui se trouve en France et dans les pays très développés dans leurs banlieues, leurs ghettos.

A ce titre, il n'est pas question ici d'une banale théorie du complot ou quelconque fantasme conspirationniste mais il s'agit bien d'un questionnement objectif qui vise à rendre intelligible un phénomène social transnational d'une nature très ténébreuse. Et Qui n'est pas prêt à disparaître tant qu'il est toujours lié aux enjeux géostratégiques et idéologiques guidés par une paranoïa qui s'appelle : clash de civilisations.



**En 1187, Salah Eddine (Saladin pour l'Europe) ouvre le chemin de la Palestine après sa victoire contre les Francs à Hattin, près du lac de Tibériade ; ce faisant, il reprend El Qods (Jérusalem). El Kamil, successeur de Salah Eddine, y fait revenir les juifs et les chrétiens orientaux qui ont été chassés par les Francs. C'était il y a presque un millénaire.**

# La question palestinienne en stand-by...

Par Ammar Koroghli

La Palestine a toujours été une terre suscitant les convoitises ? Doit-on attendre de nouveau Salah Eddine et El Kamil pour voir rayonner la paix sur cette partie du monde ? Les palestiniens doivent-ils continuer à être d'éternels boucs-émissaires ? Rappelons-nous. Tout commence le 2 novembre 1917. Un certain Arthur Balfour, ministre britannique des Affaires étrangères s'il en fut qui, dans une lettre ouverte, a pu écrire : «Le gouver-

sa terre. Et depuis plus d'un siècle, le sionisme applique la même stratégie : s'emparer des terres et institutionnaliser le fait accompli afin de marginaliser le peuple palestinien. Et pourtant en Palestine, et ailleurs dans les pays arabes du Machrek comme du Maghreb, la communauté juive vivait paisiblement avec les Arabes de façon générale et les Palestiniens de façon particulière. Peuple innocent, le peuple palestinien a été également trahi par les dirigeants des pays arabes. Ainsi, la guerre de 1948 a entraîné 800.000 expulsés -plus de la moitié de la population arabe de Palestine- et des villages entiers ont été effacés de la carte de la Palestine (plus de 500). Ceux qui ont pu échapper à l'expulsion forment aujourd'hui avec

vre suffisante lui permettant cette action de nature à effacer définitivement cette injustice flagrante à l'endroit des Palestiniens. Car ils continuent de souffrir le martyr du fait du sentiment de culpabilité des pays occidentaux sur lesquels un magistère moral est exercé en permanence par ces mêmes groupes de pression. Et, faut-il le rappeler, Israël reçoit une énorme aide de toutes natures des Etats-Unis (chaque année quelque cinq milliards de dollars) et autres livraisons d'armes ?

Et faut-il préciser ici que, de l'intérieur d'Israël même, des voix s'élèvent pour dire non à cette injustice et à l'impunité d'Israël. Ainsi, ce qu'il a été convenu d'appeler les nouveaux historiens israéliens soulignent par exemple la responsabilité de Ben Gourion, entre autres, dans l'expulsion de plus d'un demi-million de Palestiniens. L'un d'eux, Ilan Pappé, dont l'un des ouvrages est paru sous le titre : «Le Nettoyage ethnique de la Palestine» ne manque pas de le souligner : «Quand la propagande israélienne répète inlassablement que «les Arabes sont partis d'eux-mêmes» à l'appel de leurs dirigeants, il s'agit d'un mensonge fondateur destiné à masquer le crime qui s'est déroulé, il y a 60 ans»<sup>(1)</sup>.

Certains journalistes israéliens ne sont pas en reste dans la dénonciation d'Israël, l'un d'eux écrit : «Deir Yassin, c'est ce paisible village que les groupes juifs terroristes Etzel et Lehi avaient attaqué, le 9 avril 1948, en massacrant toute la population : hommes, femmes et enfants. Je ne rappellerai pas ici l'histoire sanglante des oreilles tranchées, des entrailles répandues, des femmes violées, des hommes brûlés vifs, des corps jetés dans une carrière, ni la parade triomphale des meurtriers»<sup>(2)</sup>. Et que dire alors de Sabra et Chatila ? De l'invasion du Liban et

tre ces pays en l'état, à un moment où, de surcroît, notre Terre gravement menacée par ailleurs comme ne cessent de nous en aviser les experts en écologie.

Dans cette perspective, le prix à payer, en milliards de dollars, passera par la sécurité alimentaire mondiale : sortir donc l'Afrique (dont M. Obama est issu) de l'état de famine plutôt qu'un regain de vente des armes au détriment de la plus grande population mondiale et au bonheur d'une minorité de marchands de canons.

Il est vrai qu'un auteur américain, William Blum, ayant gravité dans l'Administration américaine en qualité de haut fonctionnaire, expose lucidement les intérêts de cette administration, voire de certaines couches et individualités localisées et liées aux grandes sociétés pétrolières et au complexe militaro-industriel américain.

De fait, en l'absence de contrepoids sérieux, crédible et efficace dans son opposition à cette même administration, force est d'observer que celle-ci monopolise (pour combien de temps encore ?) la violence à l'échelle planétaire sous le couvert de «mondialisation» et agit de façon fort belliqueuse depuis 1945 afin de mettre toutes les économies considérées comme périphériques sinon à genoux, à tout le moins tournant autour de sa galaxie... Ainsi pour atteindre ses objectifs, l'auteur nous rappelle que l'Administration américaine a été l'auteur de bombardements du Japon (bombe A sur Hiroshima et Nagasaki) et du Vietnam (un million de morts et vingt ans de destruction de ce pays). Elle a utilisé de l'uranium appauvri (qui est radioactif) lors de la guerre du Golfe, ainsi que des bombes à fragmentation<sup>(3)</sup>. Il est vrai hélas que l'Amérique s'est bâtie dès l'origine sur la violence : massacre des Amérindiens dont les survivants ont été parqués dans des réserves et traite des Noirs devenus depuis Afro-Américains qui n'ont eu de cesse de se battre pour leurs droits civiques.

Monsieur Obama a pu dire Yes, we can ? Il a pu dire également : Four More Years. Pourtant, qu'a fait l'Administration américaine pour résoudre la question palestinienne ? Contribuer au règlement de cette question est un devoir de la plus haute importance pour les USA, d'autant que les Palestiniens -les Arabes, et les Musulmans également- n'ont pas de lobby qui oeuvrent pour leur cause. Ou si peu (combien, en effet, la Maison Blanche compte-t-elle de collaborateurs et autres conseillers Arabes et Musulmans ?). Il y va de la crédibilité de la politique de changement préconisée lors du premier mandat du président Obama, notamment en ce qui concerne l'édification d'un Etat palestinien. Or, on apprend qu'il aurait abandonné l'idée d'une résolution du conflit israélo-palestinien durant son mandat (4). C'est un échec. Et pour cause, «La paix basée sur l'égalité et la justice passe avant tout par la fin de l'impunité d'Israël. Il faut un boycott politique, économique, sportif, moral à l'image de celui qui a fait plier le régime de l'Apartheid» (Pierre Stamboul). A la fin de son second mandat, le président Obama ne pourra sans doute même pas présenter des excuses officielles -avec réparation de tous dommages causés- tant aux Noirs américains longtemps réduits en esclavage et longtemps sans droits civiques qu'aux Amérindiens en tant que véritables autochtones longtemps brimés dans leur propre pays. Et d'ores et déjà, je pose la question : le prochain président des Etats-Unis pourra-t-il aider à résoudre la question palestinienne ? En aura-t-il la volonté ? Le doute est permis. Les Palestiniens, éternels orphelins, devront-ils attendre que surgisse des rangs arabes un nouveau Salah Eddine ? Ils risqueront d'attendre longtemps.

## Notes

- 1/ Ilan Pappé : *Le Nettoyage ethnique de la Palestine* (Ed. Fayard, Paris).
- 2/ Israël Shamir : *Les chasseurs de vampires* Jaffa, le 14 mars 2001 (cité par L'Expression du 12 Mai 2008).
- 3/ William Blum : *L'Etat voyou*, éditions Parangon, cité dans ma contribution : «L'Irak: les leçons d'une agression» in *El Watan* du 6 avril 2008.
- 4/ *Le Point* du 11.11.2015.



nement de Sa Majesté voit favorablement l'établissement d'un foyer national juif en Palestine» (exit l'Argentine et l'Ouganda comme projet pour ce faire). Pour rappel, l'ONU adopta la résolution 181 partageant la Palestine en un Etat juif (56% des territoires pour seulement un tiers des habitants Juifs et le reste - 48% des terres- pour les deux tiers d'habitants arabes) ; ce, avec un statut international pour Jérusalem. Pour les Palestiniens, c'est la Nakaba, la catastrophe, la destruction de leur société et de leurs villages suivie de l'exil de la grande majorité de la population.

Dès l'origine à ce jour, les Palestiniens vivent la marginalisation, les discriminations, les assassinats «ciblés», la misère... La question palestinienne ? Il s'agit tout de même de l'expulsion de tout un peuple de

leurs descendants environ 15% de la population israélienne et vivent dans un Etat qui se définit comme juif, l'ignorant superbement.

Cette duplicité (y compris des frères arabes) qui ne dit pas son nom continue. Ainsi, l'Égypte a commencé le 1er mai 2008 ses livraisons de gaz à Israël. Elle s'est engagée à lui livrer 1,7 milliard de mètres cube de gaz par an durant 15 ans au moment même où Ghaza, sous embargo israélien, n'a pas d'électricité ! Et, en cela, on aura raison de dire qu'on ne saurait être plus arabe que les arabes eux-mêmes. Bien entendu, même en composant avec les groupes de pression agissant dans les sphères politique, économique et médiatique pour l'essentiel (dont certains -beaucoup ?- appartiennent aux Démocrates, l'Administration américaine devrait bénéficier d'une marge de manœu-

des massacres de Ghaza ? Alors comment faire la paix dans ces conditions ? Le président Bill Clinton qui a exercé durant deux mandats n'a pas réussi.

Pour cette question éminemment urgente, celle de la Palestine, force est d'observer également qu'avec deux mandats, l'action dans la perspective de la paix du président Obama n'a pas eu les résultats escomptés. Et sans aucun doute, sa réélection n'a à ce jour même pas permis de mesurer les efforts consentis pour à la fois redresser l'économie de son pays (ce faisant l'économie mondiale), mais également à contribuer à résorber les foyers de tensions en Palestine, en Irak et en Afghanistan.

Les Etats-Unis y sont pourtant pour quelque chose dans ce chaos. Comment remet-



# Les fruits de la haine

**Les fruits de la haine sont ces attentats lâches et ces bombes qu'on relâche sur des innocents. En effet, les fruits de la haine sont aussi ces conflits et ces guerres qui ont poussé des êtres à devenir des vagabonds indésirés devant lesquels on ferme les portes et les frontières.**



Par Boutaraa Farid

**L**es fruits de la haine sont également ces pollutions et ces destructions des réserves naturelles qui ont causé dans certains endroits des sécheresses et dans d'autres des inondations. Et oui, la terre n'est plus cette planète où règnent l'amour et le respect. Tout est à revoir. Il y a trop de haine. Les cœurs sont pleins de fiel et les esprits sont remplis d'idées obscures. On ne pardonne plus. Les mentalités sont saturées et les âmes torturées. Les sourires ont quittés les bouches, l'obscurité a détruit toutes les torches et la victoire est souvent en faveur de celui qui triche. Et oui, les fruits de la haine sont là en face de nous. Ils nous rappellent nos fautes et nos erreurs. Ils nous indiquent l'horreur. Et oui, la laideur a triomphé sur la beauté et la jalousie a pétrifié la bonté. La paix est menacée. Les discours de solidarité et de tolérance ont quitté les lieux pour laisser place aux langages des armes et des bombes. L'humanité est au plus bas étage. Elle est au banc des accusés. Les grandes personnalités politiques ont échoué et ceux de l'Organisation des Nations Unies devraient déposer les clefs de leurs bureaux.

**L**e monde de nos jours est divisé entre Lpauvres et riches et ce sont souvent ces différences qui font agir et pousser les démunis à tout détruire et à choisir la mort sur la vie. L'humanité vient de recevoir une gifle. Et oui, c'est le climat de la guerre qui rôde et qui pousse les âmes à prendre les armes. Les sages n'ont plus de voix et les instruits n'ont plus de doigts pour écrire afin de stopper les appels à la guerre que des fanatiques et des extrémistes tentent de lancer. Le monde est de nouveau au point de départ. Toutes ces années n'ont servi à rien. Les écoles, les universités, les mosquées et les églises ont échoué à faire passer le message de la tolérance et du respect des

autre. On sent une descente aux enfers du moyen âge. Les menaces ne sont plus voilées. Les Djihadiste sont prêts à aller jusqu'au bout et les forces militaires des pays occidentaux ont déclaré la guerre. Le temps tourne en rond.

**L**e monde est choqué. La mort est là. Elle est laide et affreuse. Elle ne choisit pas les visages et les âges. La mort sans rendez-vous cause des dégâts et nul remède n'aide les proches à oublier ceux qu'on ne peut plus les voir. Et oui, la haine et la colère font faire des atrocités aux habitants des cités les plus sécurisées. En effet, les attentats terroristes du 11 septembre 2001 sont la preuve tangible qu'aucune capitale au monde ne peut fuir les affres du terrorisme qui ne date pas d'hier. Et oui, les Etats Unis d'Amérique ont été ciblés par le groupe d'Osama Bin Laden. Ce dernier était l'un des chefs des djihadiste qui avaient combattu les Russes en Afghanistan. Un combat financé et dirigé par une coalition antirusse et qui voulaient avoir des bases militaires dans cette région pour mieux contrôler l'Iran, l'Irak et surtout les Russie. Les Américains avaient sous estimé les amis de Bin Laden. Pour eux, la guerre contre les Russes avait pris fin et tous les combattants afghans et étrangers étaient inoffensifs. Non, ces hommes avaient juré de mourir pour un idéal. Ils n'avaient pas peur de la mort. Hier, leur ennemi était un russe et maintenant c'est l'américain qui veut leur dicter le chemin à prendre.

**E**t nous connaissons tous la fin de l'aventure des américains en Asie. Les politiciens français sont tombés eux aussi dans la même erreur. Ils étaient pour le départ du régime du président Syrien Bachar al-Assad et ils avaient soutenu et armé une opposition composée de djihadiste venus de tous les pays du monde. La France paye de nos jours son implication dans un conflit qui ne la concerne pas directement. Les attaques terroristes ont visé Paris et non pas Londres ou New-York. Les djihadiste en Syrie ont compris que

la France a changé le jeu et qu'ils ne peuvent plus compter sur son aide. Le peuple Français a le droit de savoir que ses responsables ont une part de responsabilité sur ce qui se passe ailleurs.

**L**es citoyens Français ont le droit de connaître le pourquoi de ces attentats et nous ne lançons pas la polémique de «Qui tue qui?». Les citoyens Français savent que ces attentats de Paris sont une réponse claire à leur gouvernement qui avait déclenché une attaque contre le régime syrien et que par la suite il avait adhéré au plan russe qui voulait détruire Dach. Et oui, le reste du monde n'est pas dupe, tous ces conflits en terre arabe visent tous l'émiettement de cette nation qui constitue une réelle menace pour Israël. Il y a un nouveau plan occidental qui a pour tâche l'affaiblissement des Etats arabes. En effet, les Français savent maintenant la douleur que provoque une mort sans rendez-vous. Ils savent maintenant la souffrance des familles en Palestine, au Yémen, en Syrie et en Irak. Les citoyens du monde entier ont été secoués par l'onde de choc de ce séisme terroriste qui ne connaît pas de frontière. Les citoyens du monde entier ont senti la peur et la frousse.

**O**n aurait aimé voir cette solidarité quand des bombes sionistes faisaient des centaines de morts par jour. On aurait souhaité voir cette solidarité mondiale quand des chars passaient sur les corps des enfants désarmés. L'humanité récolte ce qu'elle a semé. Que font ces respectueux fonctionnaires des Nations Unies? Pourquoi le dossier du Sahara Occidentale traîne toujours? Pourquoi les Palestiniens n'ont pas eu leur indépendance? Pourquoi des Etats puissants font tout leur possible pour diviser les Etats Arabes et Musulmans? Pour finir, nous dirons que le monde a besoin d'un réel changement. Nous avons laissé trop de liberté à des extrémistes et à des fanatiques. Nous avons échoué dans l'éducation de nos enfants.

L'humanité entière doit revoir sa carte

de route. L'amour doit vaincre sur la haine. C'est l'unique slogan qui devrait faire le tour du monde. Les parents devraient jouer leur rôle d'éducateur. Ils ont la tâche de communiquer les bons gestes et les bonnes paroles. Le pardon est la seule issue qui mène à la réconciliation. De cette tribune du Quotidien d'Oran nous assurons le peuple Français de notre sympathie ainsi que de notre compassion et en cette même occasion nous invitons les politiciens du monde entier à laisser le langage de la violence, de la vengeance et de la guerre. Nous leur demandons aux Russes et aux Américains de cesser de jouer le rôle de gendarme. Cessez vos magouilles et rejoignez vos bases. Vous faites plus de mal que du bien. Vous n'avez réglé aucun conflit et vous êtes la cause de désordre mondial. Nous vous rappelons notre état pendant la décennie noire. Quand la mort était notre unique invitée. Les autres nations n'ont même pas allumé une bougie ou alimenté nos citoyens avec des aides. Nous avons mené une guerre de dix ans contre la mouvance djihadiste et nous avons gagné notre paix avec le dialogue et le pardon. Nous avons assez de ces guerres et de ces trafics d'armes. Fermez vos usines d'armes avant de demander aux Colombiens et aux Afghans de cesser la culture du cannabis. Vous faites plus de mal avec vos missiles et bombes que ces narcotrafiquants.

**L**e reste du monde veut revoir le climat des échanges et des aides. Il veut revoir le retour de la coopération dans tous les domaines et surtout la solidarité. Nous voulons revoir la sortie de tous les citoyens du monde pour dire non à la haine et à l'indifférence. Nous voulons assister à des marches pacifiques contre la politique des grandes puissances. Nous voulons plus de sécurité à l'ensemble des occupants du vaisseau terre. Nous désirons assister à la naissance de cette rose rose qui chassera la haine et la colère et qui invitera l'amour pour régner sur cette terre qui demeure l'unique mère de tous les terriens.





médiatic

Par Belkacem  
Ahcene-Djaballah  
**Livres**



## DE GUERRE EN GUERRE



**Algérie, Chroniques ciné-littéraires de deux guerres.** Recueil d'articles de Yassin Temlali (Préface de El Kadi Ihsane).

Editions Barzakh, Alger 2011, 233 pages, 600 dinars.



Une forte somme d'écrits parus durant cinq années dans différentes publications, en Algérie et à l'étranger. L'auteur y présente des œuvres (littéraires et cinématographiques contemporaines) ou leurs auteurs. Mais aussi, il y a d'autres textes qui, à travers une réflexion certaine, vont au-delà du strict domaine artistique ou, alors, rendent hommage à de grands esprits.

Dans la première partie, «Ecritures d'une guerre sans nom», on relève des Lectures critiques (dont l'une sur «la stature conventionnelle de Boualem Sansal), des Entretiens (dont l'un avec Amine Zaoui et le français comme instrument de conquête) et des Analyses de films (Te-guia, Djahnine, M. Chouikh, Zaimèche, Y. Bachir-Chouikh). El Kadi Ihsane, le préfacier, note, chez l'auteur, une conscience critique «d'abord sociale»... tout en précisant, dès le départ, qu'il «va sur ses vingt ans lorsqu'il déboule dans Octobre 1988.

Deuxième partie, «La guerre d'Indépendance : résurgences». Ici, c'est un retour sur soi, mais surtout sur les autres. Avec «La Révolution algérienne : une inépuisable ressource narrative» allant du plus complexe, au «roman familial», en passant par l'Histoire simplifiée et l'Histoire

comme un livre apocryphe. Avec «Le retour du refoulé colonial : Entretiens». Ils y passent presque tous. En tout cas, les plus connus du moment : Gallisot, Harbi, Djerbal, Stora...

Troisième partie : «Evocations». Kateb Y., A. Khatibi, A. Cossery, A. Césaire, Nasr H. Abou Zeid... Il était tout à fait normal que l'auteur, journaliste, ne rate aucune occasion pour voir clair dans la situation culturelle (compliquée) du pays et de ses concitoyens. Ce qui donne l'impression (fausse) d'éparpillement. En fait, même en tant que «chercheur de son authenticité» et des «nouveaux codages» (ne pas oublier qu'il est aussi linguiste), il reste franc et attaché à ses convictions. Dans un pays «en fusion lente», normal !

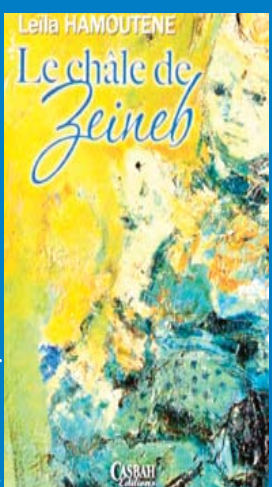
**L'Auteur :** Né en 1969, il est avant tout journaliste et, aussi, traducteur. A fait des études de lettres françaises et de linguistique. A côtoyé plusieurs rédactions de presse, nationales et étrangères et a participé à l'écriture de plusieurs ouvrages.

**Avis** Se (re-) lit avec plaisir. Du style et du sens : que demande le lecteur !

**Citations :** «Toute grande chronique est une multitude de chroniques éphémères» (p 9), «En Algérie, il y a très peu de personnages en épaisseur. Ils sont tous flottants, comme des fantômes qui errent à travers un espace-temps qui ne leur appartient pas (...). Schizophrènes à trois yeux, l'un qui scrute l'Occident, l'autre, l'Orient, et le troisième, son voisin, pour voir ce qu'il fait. Ce sont donc des extra-terrestres, avec tout le côté amusant, sombre et indéfini» (p 89, Chawki Amari, entretien), «Le conflit des civilisations ? Ce truc, c'est une escroquerie. Il n'y a pas de choc de civilisations qui tienne. Les conflits actuels sont des conflits d'intérêts et de puissance. Vous êtes faible, attendez-vous à être colonisé ou exploité. Vous êtes fort, vous exploitez ou colonisez les autres. Entre les deux, vous rusez. (...)». Cependant, les différentes philosophies puis les religions ont élaboré l'élément éthique ou moral qui ne permet plus de coloniser et d'exploiter en toute bonne conscience» (p 97, Salim Bachi, entretien), «Entre 1954 et 1962, en sept ans de guerre d'indépendance, le Fln a formé plus d'ingénieurs et de techniciens que la colonisation ne l'a fait en cent trente deux ans (p 183, Mohamed Harbi, entretien).



**Le châte de Zeineb.** Roman de Leila Hamoutène. Casbah Editions, Alger 2014, 142 pages, 700 dinars.



A partir de l'histoire de l'aïeule, Zeineb, c'est une partie importante de l'Histoire du pays qui est contée. Hiver 1840, l'invasion coloniale, barbare, qui massacre tout sur son passage, volant, violant et tuant tout sur son passage, bétail, femmes, enfants... Toute une tribu éliminée de la surface de la terre... sauf la petite Zeineb, 7 ans, (et un châte qui lui avait été remis par sa mère afin qu'il soit le tissu qui reliera les générations, et pour ne pas oublier) arrive à échapper à l'holocauste.

La suite n'est qu'exploitation. Aucune révolte ne réussit à bouter l'ennemi hors du territoire totalement accaparé. Mais le message de résistance, à travers la mémoire de femmes et de symboles (toujours le châte de Zeineb et un collier d'or et de lappis-lazuli transmis de mère à fille), est là.

Automne 1945 : Manifestations nationalistes à Sétif. Après avoir emmené les garçons se faire tuer pour la libération du joug nazi, la France tue à son tour leurs frères, leurs sœurs, leurs enfants. Encore des morts dont Khadidja, une autre descendante de Zeineb. Eté 1959... Warda, une descendante, subit l'emprisonnement et meurt sous la torture. Les années 90 et son radicalisme terroriste. Encore

un autre combat et d'autres morts. La femme, toujours la première victime ! Ecrasée, assassinée... 2012 : Amel, la survivante d'une longue lignée de combattantes et de résistantes. Une autre Algérie. Un électron libre. Un autre combat. De la défiance, mais pas de pessimisme. Elle veut se retourner sur le passé des siens, en faire une source de richesse, «sans subir pour autant le sort d'Orphée condamnée à se voir mourir d'amour en se retournant sur le sien»

**L'Auteur :** Etudes secondaires à Constantine, diplôme de psychologie appliquée et licence en langue française, professeur de langue, elle a déjà publié des recueils de nouvelles, un roman («Sang et jasmin» qui raconte la vie tourmentée d'adolescents dans Alger livrée au terrorisme), un recueil de poèmes... Elle anime des ateliers d'écriture destinés aux jeunes. Elle a, récemment, remporté le prix «Escale littéraire d'Alger» 2016 pour le roman ci-dessus présenté.

**A lire, mais attention de ne pas perdre le fil de l'histoire et de ne pas s'emmêler l'esprit dans les prénoms de femmes. Celles d'hier, d'avant-hier, d'aujourd'hui... D'autant que le roman**

(historique... une saga familiale) se mélange (délicatement et heureusement) à l'essai.

**Citations :** «L'histoire se rumine comme une bonne herbe» (p 57), «La victoire (...) fait souvent oublier les serments et les bons sentiments» (p 77), «C'est sacrément sexy une autruche, le cul en l'air et la tête enfouie dans la terre ! Le voile ne serait rien qu'une mode s'il n'y avait ce qui se profile derrière : un projet de société où le spectacle de la femme ensevelie sous le rideau de sa soumission ne serait qu'un élément inscrit dans une perspective résolument rétrograde» (p 131), «T'es Arabe ? Berbère ? Kabyle ? Arabisant ? Francophone ? Islamiste ? Laïc ? Démocrate ? Beldi ? Rural ? Rurbain ? Papiche ? Bouhi ? Comment se retrouver une identité dans tout cela ? Ce n'est plus une division, c'est une atomisation. Quand tu oses dire que tu es tout cela à la fois, on te regarde comme si tu venais d'ailleurs» (p 137), «Mon monde à moi se trouve entre ciel et terre, entre Nord et Sud, entre homme et femme, entre passé et avenir, c'est-à-dire ce qui les rapproche. Il est aussi dans la vie que je mène avec les miens, ceux qui me ressemblent, ceux qui acceptent ceux qui sont différents et ceux qui sont différents malgré tout ce qui nous sépare» (p 142).



**Les armes de la liberté.** Algérie : Guerre de libération. Mémoires et témoignages. Ouvrage historico-documentaire de Mohammed Boudaoud dit Si Mansour.



Editions Rafar, Alger, 2015, 198 pages, 750 dinars.

Des «mémoires vivantes», un recueil de souvenirs qui bien que très lointains, nous reviennent plus que chauds, nous replongeant dans une aventure humaine extraordinaire ayant contribué de manière concrète et plus que positive à la lutte de libération nationale. A travers la vie d'un jeune homme devenu rapidement adulte en raison des combats pour la liberté qui s'imposaient, on revit donc, certes pas mal de problèmes liés directement à la vie de l'individu mais surtout la mise sur pied d'une «industrie» algérienne de l'armement, dans des ateliers clandestins basés au Maroc, tout particulièrement. Il assure même que si Ben Bella ne l'avait pas «stoppée» après juillet 62, éparpillant les centaines de cadres et techniciens spécialisés (durement formés sur le tas ou à l'étranger), elle était la plateforme idéale pour une véritable industrie algérienne de l'armement. Durant la guerre, il fallait, en effet, rapidement sortir des réseaux classiques d'approvisionnement étrangers en raison des risques encourus, les services d'espionnage français «veillant au grain», surveillant, enquêtant, infiltrant, sabotant, assassinant, interceptant... rendant difficile l'arrivée des cargaisons durement acquises (achetées ou offertes). L'ouvrage est truffé de petites et grandes révélations, l'auteur ayant côtoyé nos plus grands : Ainsi, de toutes les «aides» en armement des pays amis, l'URSS a été (presque) la dernière à s'y mettre. Ainsi, Cuba a même envoyé aux combattants des lots de cigares (on comprend maintenant l'amour immodéré de Bou-

mediène pour le cigare cubain !) et de rhum (ce dernier, dit-il, échangé contre des armes avec des Marocains). Ainsi, le soutien des marocains a été continu et massif. Ainsi, il fut un des premiers à avoir su (de la bouche même de Krim Belkacem) l'assassinat de Abane Ramdane. Il met, aussi, en exergue, le rôle et l'engagement des militants de la 4<sup>e</sup> Internationale communiste. Elle mit, au service de l'Aln, des ingénieurs et des techniciens qui ont aidé à la fabrication, entre autres, de la première mitrailleuse. On a eu, aussi, des grenades (dont la fameuse grenade anglaise fabriquée en 1956), des mortiers, des obus... Ainsi, Rachid «Casa» n'était pas structuré et il travaillait en franc-tireur, dépendant d'abord de Bous-souf puis de Boumediène.

**L'Auteur :** Témoin privilégié de la grande aventure de l'Aln (à travers, entre autres le Malg) au Maroc... et ailleurs. «Plongé dans la marmite nationaliste indépendantiste au sortir de l'adolescence», comme l'écrit le préfacier Dahou Djerbal, ancien officier de l'Aln, longtemps responsable du Département armement et logistique ouest du Malg, et, aussi... frère de Omar Boudaoud, un des grands animateurs de la Fédération de France.

**Avis** Valeur littéraire moyenne mais valeur documentaire inestimable. Même les commentaires de l'auteur sont intéressants. Nombreux documents d'archives (écrites et photographiques).

**Citations :** «Abane assassiné par ses pairs, la révolution prenait un autre tournant. Un virage à 180°, où les luttes au pouvoir prenaient le pas sur les nobles causes tracées dès le déclenchement de l'insurrection armée. Ce n'était ni plus ni moins qu'un avertissement pour ceux qui s'aventureraient à contester les pouvoirs d'un groupe restreint d'hommes prêts à tout pour asseoir leur suprématie» (p 71)

**Ps :** - Karima Bennoune est une algéro-américaine, auteure d'un ouvrage édité aux Etats-unis qui a remporté le Prix de Dayton littéraire pour la paix en 2014 et qui a été classé comme meilleur livre de sciences sociales de l'année 2013 : «Votre fatwa ne s'applique pas ici». Et, début novembre, elle a été nommée rapporteur spécial des Nations unies pour les droits de la culture. Elle a de qui tenir ! Son papa (aujourd'hui décédé et inhumé aux Etats unis) n'est autre que le fameux sociologue le Pr Mahfoudh Bennoune, un sacré tempérament ! En espérant que l'ouvrage de Karima soit édité rapidement en Algérie. Le Conseil algéro-américain des affaires de Chikhounne pourrait servir d'intermédiaire. Cela nous fera oublier l'édition, en arabe, de Mein Kampf (ouvrage le plus raciste que l'on connaisse, et dont l'auteur aimait les crapauds et haïssait les juifs et les arabes) par une maison édition algérienne et sa diffusion au récent Sila... alors qu'il était, selon la presse, sur la liste des 106 livres «interdits» par la commission de contrôle.



# «Nous sommes dans une logique de l'impuissance guerrière»

**Pour Jean-Pierre Dubois, président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme, la réponse «guerrière» apportée par les politiques aux attentats de vendredi illustre leur impuissance et nous place dans une logique inefficace et sans fin.**

## Rue89

Quelques heures après les attentats qui ont frappé la France, la question de la réaction se pose déjà. Le mot de «guerre» est sur toutes les lèvres, notamment celles du Premier ministre, au JT de 20 heures de TF1.

La même question s'était posée après les attentats de janvier contre Charlie Hebdo, et Jean-Pierre Dubois, juriste et président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme, nous avait alertés. Nous l'avons recontacté.

**Rue89 : Après les attentats de Charlie Hebdo, vous nous mettiez en garde contre une possible «hystérie sécuritaire», est-ce que nous avons vécu dans les mois qui ont suivi ?**

**Jean-Pierre Dubois :** Après les attentats de janvier, on a entendu dans la bouche de certains gouvernants, notamment Manuel Valls et François Hollande, que nous étions en guerre.

**C'est exactement ce que l'on entend de nouveau.**

Si on est dans une logique de guerre, les mots n'ont pas beaucoup de sens, parce que personne ne sait comment

faire la guerre à des gens qui ne sont pas un Etat. Comment fait-on la guerre à des gens qui ouvrent le feu au hasard avec des armes rudimentaires que l'on peut trouver très facilement ?

Surtout, cela signifie que nous allons vers ce qui est le sort des démocraties en guerre : l'état d'exception.

L'état d'urgence a été proclamé. Dans un premier temps, on peut se dire que c'est une situation exceptionnelle et que l'on ne peut pas y répondre autrement que par des mesures exceptionnelles.

Sauf que quand on regarde bien, l'état d'urgence n'ajoute pas grand-chose à ce qui est devenu permanent. Les mesures antiterroristes, les lois sur le renseignement, on les a déjà, et cela ne fonctionne pas.

Nous sommes les témoins d'une espèce d'ivresse verbale et idéologique qui répète en boucle un discours martial qui ne sert pratiquement à rien, sauf à nous habituer à vivre dans un système extrêmement dangereux.

J'opposerais à ça ce qu'avait dit le premier ministre norvégien après la tuerie de 2011, c'est-à-dire : «Bien entendu, nous n'allons rien changer à ce que nous sommes.»

C'est une réponse que je trouve intelligente parce que elle est la réponse la plus efficace à ce que cherchent



les terroristes. Il me semble qu'ils ont perdu en Norvège, en Espagne, alors qu'ils ont gagné en 2001 aux Etats-Unis. Je crains qu'ils ne gagnent de nouveau aujourd'hui.

On est englués dans une réponse facile politiquement : «On va faire la guerre, on va y aller, on va se venger.» Sauf que ce sont des mots. Je crains que nous passions totalement à côté de ce qui produit ce genre d'horreurs.

Non seulement ce qu'on fait est dangereux pour nos libertés, mais cela n'est pas efficace.

Combien faudra-t-il d'années et de dizaines de lois pour se rendre compte qu'on rajoute des couches à une stratégie qui ne fonctionne pas ?

**Aujourd'hui, à la suite de ces nouveaux attentats, quelles menaces pèsent sur les libertés publiques ?**

Dans ce qui a été annoncé cette nuit, il n'y a pas de choses monstrueuses.

Il y a des choses qui sont de la gestulation. Rassembler le Congrès à Versailles pour affirmer une posture de chef de l'armée, ça ne sert à rien.

La question qui va se poser, c'est : combien de temps ? On va nous dire que le risque est permanent, et d'une certaine façon, c'est vrai. Au bout d'un certain nombre de jours, qu'est-ce que l'on fait ? Vigipirate monte toujours mais ne redescend jamais, parce qu'il peut toujours y avoir des fous.

Nous sommes dans une logique de l'impuissance guerrière. On bombe le torse, on relève le menton, mais ce n'est pas ça qui résout le problème.

Je vois dans toutes ces horreurs la défaite du politique. Comme la seule réponse, c'est de dire : «Nous sommes encore plus terribles qu'eux», eh bien nous sommes dans une logique sans fin.

**Les quelques voix qui s'étaient élevées pour la défense des libertés vont-elles encore être audibles face à ce discours ?**

Il y a un moment de sidération et de tristesse. Mais il va falloir poser la question de cet échec terrible de la prévention des attentats.

Ce qui est sûr, c'est que la surveillance généralisée fait passer à côté des vraies cibles. Cette fascination pour les technologies de surveillance globale électronique fait perdre de vue ce qu'est l'efficacité, qui est le renseignement humain et l'infiltration des réseaux.

Aujourd'hui, nous avons à la fois le recul des libertés et l'horreur au milieu de la ville de Paris.

Il faut que l'on pose ces questions, est-ce que l'on va longtemps continuer comme ça ?

**Les origines de ce 13 novembre sont aussi à chercher du côté de la politique étrangère de l'Europe et de la France ces quarante dernières années. La démission de l'Europe sur la question palestinienne, l'occasion manquée avec la Turquie que l'on aurait pu si facilement arrimer à l'UE, l'alliance de la France avec les pétromonarchies... sont autant d'erreurs qui n'ont fait qu'aggraver le désastre et nourrir rancœur et radicalisation au Proche-Orient.**



Au-delà de la polémique électoralement intéressée, et assez indigne, sur les mesures de sécurité prises, ou mal prises, par le gouvernement, la classe politique, les médias, l'opinion elle-même devraient s'interroger sur leurs responsabilités de longue durée dans le désastre que nous vivons. Celui-ci est le fruit vénéneux d'un enchaînement d'erreurs que nous avons commises depuis au moins les années 1970, et que nous avons démocratiquement validées dans les urnes à intervalles réguliers.

La démission de l'Europe sur la question palestinienne, dès lors que sa diplomatie commençait là où s'arrêtaient les intérêts israéliens, a installé le sentiment d'un «deux poids deux mesures», propice à l'instrumentalisation et à la radicalisation de la rancœur antioccidentale, voire antichrétienne et antisémite. L'alliance stratégique que la France a nouée avec les pétromonarchies conservatrices du Golfe, notamment pour des raisons mercantiles, a compromis la crédibilité de son attachement à la démocratie – et ce d'autant plus que dans le même temps elle classait comme organisation terroriste le Hamas palestinien, au lendemain de sa victoire électorale incontestée. Pis, par ce partenariat, la France a cautionné, depuis les années 1980, une propagande salafiste forte de ses pétrodollars, à un moment où le démantèlement de l'aide publique au développement, dans un contexte néolibéral d'ajustement structurel, paupérisait les populations, affaiblissait l'Etat séculariste et ouvrait une voie royale à l'islamo-Welfare dans les domaines de la santé et de l'éducation en Afrique et au Moyen-Orient.

Son alliance avec les pétromonarchies arabes a aussi conduit la France à appuyer diplomatiquement et militairement la guerre d'agression de l'Irak contre l'Iran (1980-1988) et à ostraciser ce dernier, alors qu'il représentait, avec la Turquie, le seul rôle de stabilité étatique de la région, qui détient l'une des clefs de la résolution de la plupart de ses conflits, comme nous



le découvrons aujourd'hui au Liban et en Syrie. La même désinvolture a présidé à la politique de la France à l'égard d'Ankara. Au lieu d'arrimer la Turquie à la construction européenne, Paris l'a snobée, au risque de perdre toute influence auprès d'elle, de favoriser sa «poutinisation» et de l'abandonner à ses liaisons dangereuses avec des mouvements djihadistes.

Non sans cynisme, la France a joué pendant des décennies la carte de l'autoritarisme en Algérie, en Tunisie, en Egypte, en Syrie, en Irak en y voyant un gage de stabilité, en s'accommodant de la polarisation ethnoconfessionnelle sur laquelle reposaient souvent ces régimes, en espérant que les peuples se résigneraient éternellement au despotisme que l'on estimait congénital en terre d'islam, et en laissant à celui-ci le monopole de la dissidence, rendant ainsi les successions autoritaires inévitablement chaotiques. Une cocotte-minute qui explose, ce n'est jamais beau à voir.

Après avoir conforté les dictatures, la France s'est lancée avec puérilité dans l'aventure démocratique sans voir à quel point les sociétés avaient été meurtries par des décennies d'assujettissement, et en sous-estimant la froide détermination des détenteurs du pouvoir. Puis, pour résoudre d'un bombardement magique les problèmes qu'elle avait contribué à envenimer au fil des ans, elle est à son tour entrée en guerre en suscitant de nouvelles inimitiés sans avoir les moyens de s'en préserver.

Les situations inextricables de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Syrie, de la Libye ne sont que la

résultante de ces erreurs de calcul, ou de ces calculs à courte vue. Sans doute annoncent-elles ce que nous réserve la restauration autoritaire en Algérie (dès 1991) et en Egypte (en 2014). A l'aveuglement et aux inconsciences, nous avons ajouté le déshonneur par le traitement que nous avons réservé aux réfugiés qui fuyaient les guerres que nous (ou nos alliés) avions déclenchées, en Libye et en Irak, et les autoritarismes que nous avons soutenus.

Sur le plan intérieur, le bilan est aussi accablant. Pendant que nos politiques économiques néolibérales produisaient un chômage de masse et la désindustrialisation, nous avons restreint le débat public à des questions identitaires oiseuses en courant après l'extrême droite qui en faisait son miel électoral. Pas un homme politique – hormis peut-être Dominique Strauss-Kahn en 2006, pendant sa campagne pour les primaires du PS – n'a tenu un langage de vérité sur l'immigration depuis des lustres. Au lieu de tirer avantage de ce formidable atout que représente le biculturalisme de nombre de jeunes Français, nous avons rejeté une partie importante, et bien délimitée, de ceux-ci – à savoir les musulmans – dans la marginalité, et nous avons douté de leur appartenance à la nation, ce dont certains d'entre eux ont fini par douter eux-mêmes. Des présidents de la République, des ministres, des hauts fonctionnaires ont proféré en toute impunité des paroles indignes et anticonstitutionnelles, tandis que les médias ouvraient grand leurs antennes, leurs écrans et leurs colonnes à des plumitifs racistes ou ignorants érigés en penseurs. L'asphyxie financière de l'éco-

le, de l'Université, de la recherche publique, et le poujadisme anti-intellectuel dont a fait preuve à leur rencontre la droite oublieuse que la République dont elle se gargarise avait été celle des professeurs et des instituteurs, à la fin du 19e siècle, nous a privés des moyens de comprendre ce qui est en train de nous arriver.

Maints analystes avaient pourtant annoncé, depuis longtemps, que nous courions droit dans le mur. Nous y sommes, bien que celui-ci, comme toujours dans l'Histoire, prenne un visage inattendu. Un examen de conscience s'impose à tous, car ces erreurs, qui nous reviennent en plein visage comme un boomerang, ont été commises à l'initiative de toutes les majorités qui se sont succédé au pouvoir depuis les années 1970. Si Sarkozy a sans conteste été le plus mauvais président de la République qu'ait connu la France, Giscard d'Estaing, Chirac, Mitterrand et Hollande se partagent la paternité de la politique suivie. Or, nous avons les dirigeants que nous élisons, et les médias que nous achetons. En bref, nous sommes responsables de ce qui nous arrive.

Seul un retournement radical pourrait nous en sortir : la remise en cause de la financiarisation du capitalisme qui détruit le lien social, crée la misère de masse et engendre des desperados ; une politique de sécurité qui privilégie le renseignement humain de qualité et de proximité plutôt que la surveillance systématique, mais vaine, de la population ; le rétablissement et l'amplification des libertés publiques qui constituent la meilleure riposte à l'attaque de notre société ; la révision de nos alliances douteuses avec des pays dont nous ne partageons que les contrats ; et surtout, peut-être, la lutte contre la bêtise identitaire, aussi bien celle d'une partie de notre propre classe politique et intellectuelle que celle des djihadistes. Car les Zemmour, Dieudonné, Le Pen, et Kouachi ou autres Coulibaly sont bien des «ennemis complémentaires», pour reprendre le terme de l'ethnologue Germaine Tillion.

L'alternative est claire, à trois semaines des élections, et elle est politique, au sens plein du mot. Soit nous continuons à laisser ces phares de la pensée et leurs experts sécuritaires nous guider vers le gouffre, et notre prochain président de la République sera un Viktor Orban, peu importe qu'il soit de droite ou de gauche pourvu qu'il nous rétracte identitairement. Soit nous conjuguons notre autodéfense avec la conquête de nouvelles libertés, comme avait su le faire, à une époque plus tragique encore, le Conseil national de la Résistance, pendant la Seconde Guerre mondiale. Telle serait la vraie réponse aux crétiens assassins et aux histrions.

*Jean-François Bayart  
Professeur à l'IHEID (Genève),  
directeur de la chaire d'Etudes africaines  
comparées (UM6P, Rabat)*

## Le retour du boomerang



# Le journal du XXI<sup>e</sup> siècle se lira sur écran, ou peut-être pas...

Un micro-ordinateur et un grand écran plat qui donnent toutes les infos, avec du texte, des images et du son – en temps réel. Cette hypothèse relève de moins en moins de la fiction. De là à penser que, bientôt, l'imprimé servira seulement à chasser les mouches, il y a encore un pas.



**L**ira-t-on encore des journaux imprimés sur du papier en 2020 ? Question inquiétante ou interrogation carrément déplacée ? Déplacée, estiment de nombreux responsables de presse. Pour Dietrich Ratzke, fondé de pouvoir de la Frankfurter Allgemeine Zeitung, «les nouveaux médias qui misent sur les autoroutes de l'information sont des projets qu'on surestime énormément et sur lesquels un certain nombre de groupes de presse risquent fort de se casser les dents.»

Derrière ces affirmations, sans que cela soit dit, c'est l'inquiétude qui règne. La peur – à coup sûr légitime – de «rater le coche», en d'autres termes d'être dépassé par l'évolution technologique. Beaucoup de choses sont, aujourd'hui, techniquement possibles, alors qu'il y a quelques années elles auraient été parfaitement à leur place dans les romans de science-fiction.

## FERMONS LES YEUX...

Fermons les yeux. Imaginons Marilyn, la gérante d'une boutique de mode. Le jour va se lever. La jeune femme se réveille au son de sa musique préférée. Aujourd'hui, c'est Beethoven qu'elle écoute, mais parfois, c'est Dvorak ou Stravinski. Sa radio sait toujours faire le bon choix pour elle. Alors qu'elle est encore au fond de son lit, son micro-ordinateur lui donne les principales informations, sans négliger les petites histoires et autres anecdotes concernant les grands de

ce monde. Ce n'est pas une fiction. Aujourd'hui, déjà, il existe des systèmes de radio qui cherchent sur toutes les fréquences des styles de musique précis – uniquement du classique, par exemple, ou exclusivement de la techno.

L'université du Massachusetts a conçu un logiciel adéquat qui dépiste et actualise automatiquement le profil de l'auditeur. Sur la table où Marilyn prend son petit déjeuner, un ordinateur portable avec un écran plat, grand format, pliable et portable. Pendant la nuit, il a mémorisé des informations envoyées par satellite – textes, images, sons –, parmi lesquelles le «fil» complet de plusieurs agences de presse, ainsi que des articles de fond exclusifs et des films vidéo.

Un geste du bout des doigts et le reportage vidéo sur le typhon qui vient de toucher la Floride apparaît à l'écran.

## DES «JOURNAUX» ÉLECTRONIQUES

Fiction ? Non. Le groupe de presse américain Knight Ridder (Colorado) développe, sous la direction de Roger Fidler, des ordinateurs portables à écran plat spécialement conçus pour la distribution des «journaux» électroniques, dont les prototypes devraient arriver sur le marché avant la fin de notre siècle, pour un prix inférieur à 200 dollars. Il existe déjà un logiciel qui peut retransmettre par satellite des quantités astronomiques d'informations écrites, sonores, graphiques et vidéo, et qui, ensuite, les décode sur un micro-ordinateur personnel. La société d'ingénierie de Dresde IFEK a créé un logiciel de ce



type, destiné à la presse quotidienne. Les écrans d'ordinateurs tactiles sont devenus familiers depuis longtemps dans toutes les gares des grandes villes, tout comme la voix féminine de synthèse qui annonce les correspondances dans les transports.

Tandis qu'elle écoute d'une oreille les reportages, Marilyn jette un œil sur les principales informations de la journée. La «page de couverture» de son ordinateur ressemble presque au journal d'autrefois, mais, à côté des gros titres, photos et informations locales habituels, elle trouve aussi des informations qui lui sont personnellement destinées : par exemple, l'adresse d'un restaurant, le résumé des séries télévisées qu'elle a ratées la veille au soir et les derniers cours de la Bourse. Le journal comme banque d'informations sur mesure, voilà une idée que développent jusqu'à présent essentiellement les Américains. Cela fait déjà longtemps que les résultats sportifs et les cours de la Bourse peuvent être obtenus par téléphone ou par fax. Mais la véritable «révolution» se joue dans le domaine en ligne, c'est-à-dire là où les informations peuvent être obtenues sur un écran d'ordinateur via un modem et une ligne téléphonique.

## UNE CHANCE ET UN DANGER POUR LES JOURNAUX

Access Atlanta, l'édition électronique d'un quotidien d'Atlanta, est un exemple de service interactif, accessible via le réseau informatique commercial Prodigy. Le service a été lancé à la mi-mars 1994 et compte désormais 18 000 abonnés. Les articles sont disponibles sur écran dès 22 heures et sont régulièrement actualisés dans la journée. En outre, l'édition informatique comporte un agenda des diverses manifestations prévues dans les mois à venir, des commentaires sur les bonnes tables ou des critiques de livres. Ce type de service a connu l'an dernier un formidable essor. La Fédération des éditeurs de presse américains, Newspaper Association of America, avait recensé tout juste 20 projets de ce genre dans le monde entier en 1993 [sans compter les services du Minitel français proposés par les journaux]. En avril 1995, elle en dénombrait environ 200, dont une quarantaine en dehors des États-Unis.

Retour à Marilyn, qui en est toujours au petit déjeuner. Il lui reste encore un peu de temps pour feuilleter les pages de publicité. Une croisière ? Les dernières collections de prêt-à-porter ? Elle choisit la mode. A l'écran, elle fait défiler les manne-

quins sur le podium. Cette robe rouge plairait sûrement à Jasmin. Elle appuie sur une touche et envoie la photo à son amie par courrier électronique.

Ce qui est décrit ici constitue à la fois une chance et un danger pour les journaux : les médias électroniques simplifient certaines formes de communication. Les consommateurs peuvent discuter les uns avec les autres, faire connaître leurs réactions, proposer des thèmes d'articles ou échanger une correspondance personnelle. Jusqu'à présent, les statistiques américaines sur les utilisateurs de ces services font toujours apparaître le même profil : des jeunes, majoritairement des hommes, des revenus élevés – en d'autres termes, exactement le groupe cible que les journaux souhaitent tant gagner comme lecteurs et qu'ils perdent pourtant proportionnellement de plus en plus. Face à cette concurrence, quelles chances reste-t-il au quotidien imprimé ?

«Il y aura des journaux aussi longtemps qu'on ne pourra pas tuer les mouches avec un téléviseur», affirmait Manfred Rommel, le bourgmestre de Stuttgart, lors d'un congrès de professionnels organisé par la branche il y a quelques années. Il n'est pas sûr qu'il fasse aujourd'hui preuve d'un tel aplomb.

# Cinq choses que vous ignorez (peut-être) sur la gentillesse



Pour la septième fois, les Français sont invités à célébrer la journée internationale de la gentillesse en ce vendredi 13 novembre. L'occasion de revenir sur les spécificités de cette qualité. Études scientifiques à l'appui.



## 1. LE DON DE SOI RÉDUIT LES RISQUES DE DÉPRESSION

La littérature scientifique le montre : le don de soi est bon pour le moral et la santé. Une étude publiée en 2001 dans le Journal of Health and Social Behavior et compilant de nombreux travaux rappelait ainsi que les personnes faisant du bénévolat étaient en meilleure santé que les autres. Moins dépressives et anxieuses que les non-bénévoles, les personnes actives auraient aussi une meilleure espérance de vie. Une étude a notamment été réalisée auprès de personnes âgées. Celles et ceux qui étaient engagés dans la vie associative ressentaient une plus grande satisfaction, avaient une plus grande volonté de vivre et une meilleure estime d'eux-mêmes.

## 2. LA GENTILLESSE, C'EST BON POUR LE CŒUR

La gentillesse influe aussi sur notre système cardio-vasculaire, selon une étude parue en 2001 dans la revue Psychological Science. Des tests ont été réalisés sur des volontaires ayant subi une agression. Dans un premier temps, les chercheurs leur ont demandé de réfléchir à leur vengeance puis, dans un second temps, d'imaginer qu'ils pardonnaient leur agresseur. Après analyses des électrocardiogrammes et des mesures physiologiques, le résultat était limpide : les premières pensées négatives avaient entraîné une élévation de leur rythme cardiaque et de leur pression artérielle, tandis que sur la deuxième phase du test, le stress avait disparu et les indicateurs étaient pratiquement revenus à la normale. En somme, être rancunier n'est pas bon pour la santé.

## 3. L'ALTRUISME ENTRAÎNE L'ALTRUISME

C'est ce que montre une étude également publiée dans la revue Psychological Science en 2010 et relayée par le site Madmoizelle : la gentillesse entraîne la gentillesse. Pour parve-

nir à cette conclusion, des chercheurs de l'université de Cambridge au Royaume-Uni ont montré à deux groupes d'individus des clips vidéos. Les premiers ont visionné un documentaire sur la nature, considéré comme «neutre». Les seconds ont regardé des images montrant des musiciens en train de remercier leur chef d'orchestre, censées éveiller l'empathie chez eux. À l'issue de ces visionnages, les membres du groupe 2 étaient plus enclins à aider les chercheurs. En effet, ils ont été plus nombreux à accepter de participer gratuitement à une seconde expérience que ceux du groupe 1. Même résultat lors d'une seconde expérience : ceux qui avaient regardé la vidéos des musiciens ont pris plus de

temps à remplir un formulaire fastidieux que ceux du premier groupe.

## 4. LA GENTILLESSE N'EST PAS FORCÉMENT PAYANTE AU TRAVAIL, SURTOUT CHEZ LES HOMMES

Même si la gentillesse au travail contribue généralement au bien-être des salariés, cette qualité n'est pas forcément payante, au premier sens du terme. D'après des travaux américains compilant quatre études et publiés en 2011, les employés les plus désagréables gagneraient plus d'argent que leurs gentils collègues. Après avoir étudié le lien entre fiches de paie et comportements des salariés, les auteurs de cette enquê-

te ont montré que les hommes les plus agressifs touchaient en moyenne un salaire plus élevé que les autres (+18%). Cet écart était moindre chez les femmes (5,47 %). Cette différence salariale reposerait sur des stéréotypes de sexe, selon les auteurs. «Leur comportement est conforme à ce que l'on peut attendre d'un homme. À l'inverse, les hommes plutôt gentils et agréables sont désavantagés par leur comportement qui entre en conflit avec les normes sociales sur la masculinité», expliquaient-ils.

## 5. LA GENTILLESSE EST AUSSI UNE EXCELLENTE TECHNIQUE D'INTERROGATOIRE

Plus surprenant, la gentillesse peut être une méthode très efficace dans les techniques d'interrogatoire. En étant plus respectueux et plus calme avec un suspect, les forces de l'ordre obtiendraient davantage d'informations qu'en usant de la violence. Et c'est une étude suédoise qui le prouve. Publiée en 2014 et repérée par Slate, elle repose notamment sur les travaux de Hanns Scharff, un officier nazi qui a dirigé de nombreux interrogatoires pour la Luftwaffe (l'aviation de la Wehrmacht) durant la Seconde Guerre mondiale. Sa technique : obtenir des informations sans avoir recours à la violence physique.

Pour parvenir à ses fins, il usait de plusieurs stratagèmes. Petites plaisanteries, repas convivial, promenades... Hanns Scharff se montrait particulièrement amical et bienveillant avec les prisonniers. Au lieu de les humilier et de les torturer, il ne les forçait jamais à parler, ce qui les mettait en confiance. L'officier allemand n'hésitait pas non plus à ruser : il leur faisait croire qu'il détenait des informations alors même qu'il cherchait à les obtenir. Ainsi expliquait-il à la personne interrogée qu'il savait déjà tout d'elle mais que sa hiérarchie exigeait qu'elle parle d'elle-même. Persuadés que les informations étaient déjà connues des services nazis, les prisonniers se livraient facilement. Reconnu pour ses méthodes innovantes, Hanns Scharff a été appelé, après la guerre, à donner des conférences aux États-Unis. Ses techniques ont été intégrées aux programmes des écoles d'interrogatoires et sont encore aujourd'hui enseignées outre-Atlantique. Son travail lui a valu le surnom de «maître de l'interrogatoire».



**Malgré la décision de fermer la décharge de Qattamiya à l'est du Caire, celle-ci continue d'alimenter la polémique. Les habitants des zones résidentielles situées autour de la décharge se plaignent de l'insalubrité. Les chiffonniers, eux, luttent pour garder leur gagne-pain. Reportage.**

Hebdo  
**Al-Ahram**

**S**ur l'autoroute qui relie la capitale à la zone résidentielle du Nouveau Caire, Qattamiya s'étire le long de la plus grande décharge du Caire. On recon-naît la décharge formée d'un amoncellement d'immon-dices et de déchets. Avant même d'arri-ver sur place, on peut sentir l'odeur des ordu-res brûlées. Là, des tonnes d'ordures mé-nagères s'entassent et s'étendent à perte de vue, quand d'autres, réduites en cen-dres la veille, forment d'énormes taches noires. C'est dans cette décharge, entre autres, que le tri et le recyclage d'une partie des ordures sont faits. Le reste est incinéré.

La décharge de Qattamiya qui s'étend sur une superficie de 70 feddans suscite les antago-nismes entre les chiffonniers et les habitants des zones résidentielles. En effet, depuis près d'un an, plusieurs décisions ont été prises pour trans-férer cette décharge hors de Qattamiya. La der-nière de ces décisions a été prise à la suite d'un important incendie sur les lieux. Certains ont accueilli cette déci-sion avec joie, tandis que pour d'autres, elle représentait une catastrophe. Encore une fois, la récente décision est tombée dans les oubliettes. Le travail continue encore dans cette décharge qui existe depuis 20 ans.

Les habitants tentent d'obtenir gain de cause pour fermer la décharge. En effet, ils sont incom-modés par l'emplacement de la décharge et l'odeur immonde qui s'y dé-gage. «J'ai quitté la capitale pour m'éloi-gner de la pollution et me voilà en face d'une décharge qui menace ma santé et celle de mes enfants», explique l'un des habitants de la nouvelle ville de Réhab.

#### ■ UNE DÉCHARGE QUI DÉRANGE

Réhab, Tagammoe, Qattamiya, Maadi, Mo-qattam et Madinet Nasr sont des quartiers situés aux alentours du Caire, et leurs habi-tants vivent un cauchemar à cause des dé-charges de Qattamiya et de Wafaa wa Al-Amal proches des habitations. Des familles, qui ont fui les embou-teillages et la pollu-tion de la capitale pour aller vivre dans des quartiers plus résidentiels et plus propres, se sont ainsi retrouvées prises au piège. «On ne cesse de parler du transfert de cet-te décharge, mais rien de concret n'a été fait», s'indigne Amina Hassan, qui possède un immeuble à Tagammoe où elle habite avec ses trois enfants et leurs familles. Elle ajoute qu'elle a dépensé une fortune pour s'instal-ler dans ce quartier, et qu'au-jourd'hui, elle ne peut se per-mettre de déménager. A sa création, cette décharge ne semblait déranger per-sonne. Mais, la situation a changé depuis que des projets urbains ont vu le jour. Des complex-es résiden-tiels et des quartiers huppés, où le prix du mètre carré dépasse actuel-lement les 6 000 livres, ont attiré la classe aisée.

«Depuis que nous avons démé-nagé, il y a cinq ans, ma fille, âgée de quatre ans, souf-fre d'asthme, et mon mari et moi, de maux de tête. De plus, j'ai fait trois fausses cou-ches», se plaint Racha, qui habite à Tagam-moe Al-Awal. En effet, la fumée causée par l'incinération des déchets est l'un des incon-vénients majeurs. Les habitants de cette zone ont conscience du danger qui les guette et des risques qu'ils encourent pour leur santé. L'incinération des ordures est quasi quotiden-ne, comme l'af-firme la majorité des habi-tants qui se retrou-vent obligés de respirer tous les jours une odeur nauséabonde. «L'ex-premier ministre avait pris la décision de fer-mer le site, suite au dernier incendie», dit Kamal Nessim, pharma-cien, qui habite un complexe résidentiel à Qattamiya. Il ajoute que «les pompiers ont été appelés, et il a fallu 15 camions-citernes rem-plis d'eau pour maîtriser cet incendie, après des heures d'ef-forts. Ce n'est pas la première fois que cela arrive, mais cet incendie aurait pu virer au désastre. En plus, il y a des rats, des chiens et des chats errants, tout le temps». Outre l'air qui est pollué tout le long de l'auto-route, ces ordures ménagères sont la cause d'une prolifération des moustiques et des mouches qui provoquent des maladies des yeux. «Mes voisins et moi avons dû dépenser des mil-liers de livres pour acheter des filtres et pu-rifier l'air. Hélas, sans succès. Dès que l'on sort de la maison, cette odeur nauséabonde nous monte au nez», affirme Abdel-Rahma-ne, habitant une banlieue tout près de Maa-

di. Par ailleurs, certains habitants qui vivent près de la décharge ont peur des chiffon-niers qui travaillent non loin de ces belles zones résidentielles. «Il est facile de nous cambrioler ou de nous tuer. On ne sait pas exactement qui sort ou rentre dans cette dé-charge», dit Dahlia Farouq, résidant à Qat-tamiya. D'après plusieurs habitants, le grand fossé qui existe entre le niveau de vie des familles aisées et celui des chiffonniers peut inciter ces derniers à commettre des crimes.

D'après un ingénieur de la compagnie qui loue la décharge, et qui tient à garder l'ano-nymat, cette décharge a été faite pour en-fouir les ordures ménagères et les transfor-mer en engrais organiques. «On reçoit cha-que jour près de 600 tonnes de déchets dont on se débarrasse en les enfouissant sous ter-re. Mais il arrive parfois que les ordures s'ac-cumulent. Elles sont composées de matières organiques, de papiers ou d'autres matières combustibles, causes des incendies, surtout en temps de canicule», explique-t-il.

Il accuse les chiffonniers chargés du tri qui, pour faciliter leur tâche, brûlent les ordures pour récupérer plus facilement les matières solides qu'ils recherchent. «Ces derniers sont interdits d'accès à la décharge, mais il est difficile de les contrôler à cause de la superficie immense de la décharge. De plus, ils sont pro-tégés par certains bédouins qui imposent leurs lois», poursuit l'ingénieur.

Quelques employés qui travaillent dans cette décharge, qui ont toujours eu peur de s'ex-primer, font savoir qu'il leur est interdit de parler de ce sujet. Ils ne nient pas les paroles de leur directeur, mais nous affirment discrè-tement que parfois c'est la compagnie elle-même qui a recours à l'incinération des ordu-res, surtout le soir, afin de diminuer les quan-tités et de faciliter l'enfouissement.

#### ■ LE GAGNE-PAIN DES CHIFFONNIERS

Plus on s'approche de la décharge et plus on s'enfonce dans des pistes marquées par le sillage des roues des camions, venus vider leurs chargements. Au milieu de ces tas d'im-mondices, des silhouettes que l'on ne peut distinguer sauf si l'on se rapproche, car leurs

peaux et leurs vêtements se confondent avec la couleur des ordures. Ce sont les chiffon-niers, pour lesquels cette décharge représen-te un gagne-pain. «On ne connaît ni d'autres métiers, ni d'autres endroits où aller. Si l'Etat veut régler le problème des habitants riches qui veulent respirer de l'air frais, il doit aussi régler le nôtre et nous trouver du travail. Car si cette décharge ferme, on est perdus», dit Samir Khalil, 16 ans.

Ce dernier et d'autres chiffonniers tra-vailent en équipe pour faire le tri des dé-chets. Ils cherchent surtout du verre et du plastique pour les revendre. A la fin de la journée, chacun peut rentrer chez lui avec une somme qui varie entre 30 et 60 livres. La gestion de ce business est contrôlée par de vieux chiffonniers qui ont de l'expérien-ce dans ce domaine.

Chaque moallem, ou le boss comme on dit, est assis sous une cabane dressée au milieu du terrain pour surveiller le travail. La cabane repose sur quatre piliers en bois et est recou-verte de carton, d'aluminium ou de planches en bois, et meublée de fauteuils de tous genres. «On ne sait pas comment on va gagner notre vie si cette décharge ferme», dit Achraf, en ajoutant que les habitants des alentours ne veulent pas les voir, et ont peur d'eux, alors qu'eux-mêmes ne sentent pas la présence de ces gens, car ils sont toujours concentrés sur leur travail qui est très éreïn-tant. Ils con-sidèrent ces quartiers résidentiels et ces villes nouvelles qui les entourent comme des mines d'or pouvant augmenter leurs reve-nus. Ils ont tous peur, bien qu'ils ne l'avouent pas. Car selon eux, la compagnie peut travailler à n'importe quel endroit, transférer la décharge et laisser aux habi-tants un bel espace vert. Quant à ces chiffon-niers, ils vont perdre leur travail, car ils ne sont pas employés au sein de la compagnie qui loue la décharge. Ils ne peuvent pas as-sumer les frais de transport jusqu'au nouvel emplacement de la décharge et qui, selon les rumeurs, sera sur la route de la mer Rouge.

#### ■ MOYENS DE PRESSION

Les chiffonniers suivent avec anxiété chaque déclaration officielle annonçant l'approche de

la fermeture de la décharge. Quant aux habi-tants, ils ne voient aucun progrès et se ré-veillent chaque jour en trouvant cette dé-charge toujours à la même place. Ils ont frappé à toutes les portes et ont utilisé tous les moyens pour se débarrasser d'elle : des pages surFacebook, des programmes à la télé, des articles dans les journaux, des lettres adressées aux responsables.

Ces moyens de pression les ont aidés à faire entendre leurs voix auprès de l'ex-pre-mier ministre, mais les habitants n'ont rien vu de concret. «Nous en avons marre des déclarations dans le vide», dit Ramez Mo-heb, un habitant. Lui et ses voisins sont dés-espérés, car ils ont entendu une déclara-tion pareille l'année dernière émanant du gouverneur du Caire et qui n'a pas été appli-quée jusqu'à aujourd'hui. Et il y a aussi la décharge de Wafaa wa Al-Amal, supposée être fermée officiellement depuis plus d'un an, et qui continue normalement à fonction-ner. «On attend un accident ou une catas-trophe pour en parler dans les médias et exi-ger une révision de ces décisions, qui vont encore être mises aux oubliettes», poursuit Moheb, en affirmant que pour les habitants, il s'agit d'une question de vie ou de mort, et qu'ils «ne comptent pas baisser les bras face à la bureaucratie et la corruption».

Depuis les années 1950, date à laquelle est née la communauté des zabbaline (les chiffonniers) qui a pris la responsabilité de col-lecter les déchets du Caire, les ordures mé-nagères sont une source de polémique récur-rente. Des années se sont écoulées et le pro-blème n'est toujours pas réglé. L'Etat réagit suivant les mêmes méthodes, mais jamais personne n'a pensé à une solution définitive.

A chaque fois que ce problème est posé au dé-bat public, des centaines de personnes et d'é-tu-des proposent des solutions, mais qui ne sont jamais prises en compte. Le gouvernement pense régler le problème des décharges du Nouveau Caire en les transférant vers le désert sur la route d'Al-Ain Al-Sokhna. Cette nouvelle solution temporaire n'a pas tardé à être remise en cause par les habitants de cette ville côtière qui ont manifesté leur refus d'avoir autour d'eux des décharges d'ordures.





## AIR ALGÉRIE

----- Jeudi -----	
Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	09h30
Oran - Alger	13h30
Oran - Alger	17h30
Oran - Alger	08h15
Oran - Ouargla	07h00
Oran - In Amenas	07h00
Oran - Adrar	08h45
Oran - Annaba	17h05
Oran - Ghardaïa	15h00
Oran - Tamenrasset	15h00
Alger - Oran	07h35
Alger - Oran	11h35
Alger - Oran	15h35
Alger - Oran	18h30
Alger - Oran	12h00
Ouargla - Oran	14h25
In Aménas - Oran	11h50
Adrar- Oran	11h55
Annaba - Oran	19h40

----- Vendredi -----	
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	09h30
Oran - Alger	13h30
Oran - Alger	17h30
Oran - Alger	14h00
Oran - Alger	19h45
Oran - H. Messaoud	09h00
Oran - Constantine	14h45
Alger - Oran	07h35
Alger - Oran	11h35
Alger - Oran	15h35
Alger - Oran	18h30
H. Messaoud - Oran	11h45
Constantine - Oran	17h05
Ghardaïa - Oran	11h35
Tamanrasset - Oran	08h15

## INTERNATIONAL

----- Jeudi -----	
Vol	Départ
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Barcelone	08h35
Oran - Lyon	09h15
Oran - Casablanca	14h15
Oran - Toulouse	15h00
Oran - Paris-(CDG)	15h05
Oran - Marseille	15h35
Oran - Alicante	16h35
Oran - Jeddah	17h50

Vol	Arrivée
Paris-Orly - Oran	13h50
Barcelone - Oran	12h05
Lyon - Oran	14h05
Casablanca - Oran	17h45
Toulouse - Oran	18h45
Paris-(CDG) - Oran	20h45
Marseille - Oran	20h00
Alicante - Oran	15h30
Jeddah - Oran	07h10

----- Vendredi -----	
Vol	Départ
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Casablanca	08h05
Oran - Marseille	09h00
Oran - Toulouse	10h05
Oran - Paris-CDG	15h05
Oran - Alicante	15h35
Oran - Medine	23h10

Vol	Arrivée
Paris-Orly - Oran	13h50
Casablanca - Oran	18h20
Marseille - Oran	08h05
Toulouse - Oran	13h50
Paris(CDG) - Oran	20h45
Alicante - Oran	17h55
Medine(+1)- Oran	11h50

AIGLE AZUR	
VOL	DEP/ARR
Mer / Jeu/ Ven /Dim	
Paris-Orly - Oran	15h00/ 16h25
Mer/ Ven	
Paris-CDG - Oran	15h15/ 16h45
Mer/Jeu/Ven/Dim	
Marseille - Oran	09h00 / 09h40
Jeu	
Mulhouse- Oran	15h15 /16h35
Mer / Jeu/ Ven /Dim	
Oran - Paris-Orly	17h40/ 21h00

الخطوط التونسية TUNISAIR	
Tunis/ Oran	Oran / Tunis
Arrivée	Départ
Lundi / Jeudi	
09h45	10h30



## TRAIN

Départ	Arrivée
ORAN - ALGER	
06h25	11h29
08h00	12h30
12h30	17h39
15h00	19h30

ALGER - ORAN	
06h25	11h29
08h00	12h30
12h30	17h39
15h00	19h30

ORAN - MAGHNIA	
07h30	11h05
12h50	16h22
16h00	19h42

MAGHNIA - ORAN	
04h45	08h09
08h50	12h22
14h05	17h26

ORAN - RELIZANE	
17h15	18h47

RELIZANE - ORAN	
05h25	07h17

ORAN - BECHAR	
20h30	05h46

BECHAR - ORAN	
20h00	05h00

ORAN - CHLEF (AUTORAIL)	
16h15	18h22

CHLEF - ORAN (AUTORAIL)	
06h50	09h11

ORAN - TÉMOUCHENT	
08h10	09h11
17h02	18h03

TÉMOUCHENT - ORAN	
06h15	07h14
15h05	16h05

ORAN - SBA	
17h00	18h22

SBA - ORAN	
05h40	06h58



ALGÉRIE FERRIES	
Novembre	
DÉPART	ARRIVÉE
ORAN / ALICANTE	
Dim 22 - 18h00	Lun 23 - 07h00
Jeu 26 - 18h00	Ven 27 - 07h00
ALICANTE / ORAN	
Mer 18 - 19h00	Jeu 19 - 07h00
Lun 23 - 19h00	Mar 24 - 07h00
ORAN / MARSEILLE	
Jeu 19 - 12h00	Ven 20 - 14h00
Dim 29 - 12h00	Lun 30 - 14h00
MARSEILLE / ORAN	
Ven 20 - 12h00	Sam 21 - 14h00
Lun 30 - 12h00	Mar 1/12 - 14h00

BEN TRAS ALGERIE	
AGENT GENERAL POUR L'ALGERIE DE : TRASMEDITERRANEA	
DÉPART	ARRIVÉE
ORAN / ALMERIA	
Lun 23 - 21h00	Mar 24 - 06h00
Lun 30 - 21h00	Mar 1/12 - 06h00
ALMERIA / ORAN	
Dim 22 - 23h59	Lun 23 - 08h00
Dim 29 - 23h59	Lun 30 - 08h00

## THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN

w Aujourd'hui à 16h au TRO « <b>Mejhoui El Howiya</b> » Auteur : Kaddour Ibrahim Mise en scène : Abdelfetah (Ass/Ocha El Mesrah)	
w Vendredi 20 novembre à 10h au T.R.O w Samedi 21 novembre à 15h au T.R.O « <b>WISSAM OUEL MALIKA</b> » Auteur : Azzedine Amari Mise en scène : Youcef Gouasmi (T.R.O)	
w Vendredi 20 novembre à 17h au T.R.O « <b>SELKOU EL HASSEL</b> » Auteur et Mise en scène : Kadid Walid (Ass/Culturelle El Feth)	
w Mercredi 25 novembre à 17h au TRO « <b>Tlata fi tlata</b> » Auteur : Mohamed Mihoubi Mise en scène : Mohamed Mihoubi (Ass/Amel)	
w Mardi 24 novembre à 15h au T.R.O w Vendredi 27 novembre à 10h au T.R.O w Samedi 28 novembre à 15h au T.R.O « <b>MA ASGHARA MENI</b> » Auteur : Cheggag Safia , Mise en scène : Cheggag Safia et Boualem Abdelhafid (T.R.O)	
w Jeudi 26 novembre à 18h au T.R.O Dans le cadre de la Tournée Artistique de l'Artiste « <b>Hamid Baroudi</b> »	

## CINÉMATHEQUE D'ORAN

	► Aujourd'hui -15h00 : « <b>Le Hobbit un voyage inattendu</b> » de Peter Jackson (USA 2012)
	► Samedi 21 novembre -14h30 : « <b>Les misérables</b> » De Tom Hooper (Royaume Uni 2012) -17h00 : «Film documentaire» Cheikh Hasnaoui de la maison blanche à l'océan bleu de Abderrazak Larbi Cherif / Alg 2015
	► Dimanche 22 novembre 15h00 : « <b>L'ordre des pirates</b> » de Hansjorg Thurn (Allemagne 2010)
	► Lundi 23 Novembre -14h30 : «Voyage au centre de la terre» De Eic Brevig (USA 2008) -17h00 : «La 5ème corde» de Salma Barghach (Maroc 2013)
	► Mardi 24 Novembre -14h30 : « <b>Les misérables</b> » De Tom Hooper (Royaume Uni 2012) -17h00 : « <b>Voyage au centre de la terre</b> » De Eic Brevig (USA 2008)
	► Mercredi 25 Novembre -14h30 : « <b>La guerre des mondes</b> » De Steven Spielberg (USA 2005) -17h00 : «Film documentaire» Cheikh

## INSTITUT FRANÇAIS

Conférence <b>TRANSPHILOSOPHIE</b>	
► Aujourd'hui à l'IF de Constantine ► Jusqu'au samedi 21 novembre à l'IF d'Alger Rencontres cordonnées par Seloua Luste Boulbina. Transphilosophie se veut une manifestation autour de la circulation des idées et des hommes, phénomène historique multiséculaire en Méditerranée.	

## JOURNÉES MANGA - 4 ÈME ÉDITION

	► Du mardi 24 novembre au samedi 28 novembre à IF d'Oran Les Journées Manga sont organisées par un club de jeunes, tous fans de la culture Manga, le club Idéale Communauté Otaku.

## Conférence Le temps de la coopération : trajectoires algériennes

	► Mercredi 25 novembre à 18h00 au Consulat Général de France à Oran, avec Jacques Fournier Au moment où les pays du Maghreb se libéraient l'un après l'autre de l'emprise coloniale, la mise en place simultanée d'une politique de coopération avec la France était paradoxale. Cette coopération fut intense dans l'enseignement supérieur, lieu par excellence où se négociaient des éléments de rupture et d'héritage avec le passé.

## MÉTÉO

AUJOURD'HUI	DEMAIN
ORAN	
Peu nuageux Max.21 -Min.7	Ensoleillé Max.23 -Min.12
MOSTAGANEM	
Ensoleillé Max.22-Min.9	Ensoleillé Max.23-Min.11
TLEMSEN	
Ensoleillé Max.22-Min.6	Ensoleillé Max.24-Min.10
MASCARA	
Peu nuageux Max.20-Min.6	Ensoleillé Max.22-Min.9
TIARET	
Ensoleillé Max.18 - Min.3	Ensoleillé Max.19-Min.6
CHLEF	
Ensoleillé Max.23 -Min.8	Ensoleillé Max.23 -Min.9
BÉCHAR	
Ensoleillé Max.23- Min.8	Ensoleillé Max.23- Min.9
ALGER	
Ensoleillé Max.20 -Min.8	Ensoleillé Max.22 -Min.11
CONSTANTINE	
Peu nuageux Max.18- Min.9	Ensoleillé Max.18- Min.7
ANNABA	
Peu nuageux Max.21-Min.14	Averses éparses Max.21-Min.12

**CRASC, Technopôle USTO - ORAN**

Colloque International  
Enseignement / apprentissage de la littérature et les études littéraires contemporaines

onomastique, base de données et comparatisme littéraires

Du mardi 17 au jeudi 19 novembre 2015  
à 09h00 - Au siège du CRASC

[www.crasc-dz.org](http://www.crasc-dz.org)

Unité de Recherche en Sciences Sociales et Santé (G.R.A.S.)  
& Centre de Documentation Economique et Sociale d'Oran (C.D.E.S.)

**ESPACE CONVIVIALITÉ ET PARTAGE**

Le Jeudi 19 novembre à 15h au CDES-SOPHIA

**"Les vies de Mohammed Arkoun"**  
de Sylvie Arkoun

Présentation d'ouvrage par Mr. Mohamed Mebtoul

Coordination : Tenndi Lila, doctorante GRAS, Université d'Oran2  
CDES-SOPHIA, 13 RUE LARBI BEN M'HIDI (A côté de la société générale). Oran  
Mail: llaten@yahoo.fr / Site: [www.cdesoran.org](http://www.cdesoran.org)

**Exposition-Vente d'artisanat «RICHESSES ET TALENTS D'ALGÉRIE»**

Une sélection des meilleurs artisans dans le domaine:

- Du tissage de tapis de Ghardaïa,
- Artisans de Touggourt, panchos, vestes...
- Céramiques de la famille des Boumehti,
- Sculptures et peintures sur bois,
- Patchwork, Châles brodés, Tableaux de peinture.

► Jusqu'au dimanche 22 novembre à l'Espacio España, 10 rue Ali Azil, Alger



## Syndicat national des travailleurs de l'éducation SNTE Les conseillers d'éducation menacent d'une démission collective



D.B.

La coordination de wilaya des conseillers d'éducation, affiliée au SNTE, monte au créneau et menace de recourir à une démission collective et de reprendre leurs postes initiaux comme enseignants et pouvoir ainsi bénéficier des nouveaux postes créés, à savoir enseignant principal et enseignant formateur. Selon un communiqué émanant de la coordination, une réunion s'est tenue mardi au siège du syndicat autonome. Ce conclave a permis aux membres présents d'élaborer une plate-forme de revendications composée de cinq points notamment la prise en considération du critère de l'ancienneté lors de chaque promotion, l'ouverture de postes budgétaires de conseillers d'éducation dans chaque établissement et le droit à la prime d'encadrement. Les intervenants ont aussi exigé de revoir la classification du poste de conseiller de l'éducation et soutien-

nent que leur classification ne reflète ni leur qualification ni les différentes tâches qu'ils assurent dans les établissements scolaires. « Au cas où nos revendications ne sont pas satisfaites, nous n'avons d'autre choix que de recourir à la démission collective et de reprendre nos postes d'enseignants... », lit-on dans cette correspondance. Pour rappel, une première réunion s'est tenue le mois dernier, et une première plate-forme avait été élaborée et transmise à qui de droit. Dans cette plate-forme, les conseillers revendiquent, entre autres, le droit à la promotion automatique, la révision du classement de ce corps et l'octroi de la prime d'encadrement. La coordination réclame aussi la création du grade de conseiller formateur, le rétablissement de la formation résidentielle, la création d'une prime spécifique pour les chargés de gestion administrative et pédagogique, l'affectation de logements de fonction au profit des conseillers et l'ouverture de postes bud-

gétaires pour les conseillers de l'éducation. Les conseillers d'éducation ont aussi exigé des aménagements à leur statut particulier, surtout en ce qui concerne leur classification. L'autre point qu'ils mettent en avant est leur plan de carrière. Selon le décret exécutif n°08-315 du 11 Chawal 1429 correspondant au 11 octobre 2008 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'Education nationale, les conseillers de l'éducation sont chargés d'accompagner les élèves sur le plan pédagogique, de veiller à leur assiduité et ponctualité, de superviser les mouvements et les études surveillées, ainsi que le service de la demi-pension et de l'internat, selon le régime de l'établissement. Ils assistent le directeur du collège et le censeur du lycée dans les tâches pédagogiques et administratives, veillent au bon fonctionnement des laboratoires dans les collèges et coordonnent les activités des adjoints et des adjoints principaux de l'éducation.

## Pour défaut d'hygiène et de conservation 15 commerces proposés à la fermeture

H. B

Quinze mises en demeure ont été adressées pour « défaut d'hygiène et défaut de conservation selon les normes » par le bureau d'hygiène communal d'Oran dans le cadre de son activité couvrant la première quinzaine du mois d'octobre dernier, indique l'APC d'Oran dans un communiqué diffusé hier.

« Sur 183 commerces de produits alimentaires contrôlés, 15 mises en demeure ont été établies, assorties de propositions de fermeture », lit-on dans le communiqué. Ces opérations, précise la même source, ont été menées dans les secteurs urbains de Sidi El-Houari, El Emir, Sidi El-Bachir (Plateaux), El Mokrani, Othmania, Ibn Sina et Bouâmama. L'opération a également ciblé des commer-

ces spécialisées dans la pâtisserie orientale, des crémeries, des sandwicheries et autres gargotes. La même source signale par ailleurs le traitement de trois décharges sauvages effectué par les agents de nettoyage de la commune. Il s'agit, selon le même communiqué, de décharges faisant partie des « sites insalubres non contrôlés, recensés dans les cités de sept secteurs urbains ».

## Rue Khemisti et Larbi Ben M'hidi Un avis d'appel d'offres pour la réhabilitation de huit immeubles

K. Assia

Un avis d'appel d'offres national a été lancé par l'office de promotion et de gestion immobilière, OPGI, de la wilaya d'Oran pour la réhabilitation de huit immeubles situés en plein cœur d'Oran, a-t-on appris hier auprès de Melle Bakhouch, assistante du DG de l'OPGI. Il s'agit de quatre immeubles situés rue Mohamed Khémisti alors que le reste est situé rue Larbi Ben M'hidi. Les travaux porteront donc sur le traitement des façades, l'étanchéité et l'entretien des parties communes des immeubles situés au 38, 40, 44 et 46 rue Mohamed Khémisti et au 56, 57, 59 et 60 rue Larbi Ben M'hidi. La procédure a été lancée conformément aux dispositions du décret présidentiel n°10/236 du 7/10/2010 modifié et complété portant réglementation des marchés publics. Ces travaux s'inscrivent dans le vaste programme de réhabilitation entamé depuis plus de trois ans par les pouvoirs publics. En effet, d'importants travaux de rénovation d'anciennes bâtisses sont lancés dans les quartiers du centre-ville d'Oran. Une première tranche de 200 immeubles répartis sur trois sites a été retenue par les instances locales. Celle-ci concerne 120 immeubles du centre-ville situés entre la rue Mohamed Khémisti et la rue

Larbi Ben M'hidi. La seconde concerne une quarantaine d'immeubles recensés au boulevard Maâta alors que la troisième cible une trentaine d'immeubles à Sidi El-Houari. Le bilan d'évaluation des travaux communiqué par l'office, en sa qualité de maître de l'ouvrage, précise que l'étude a été achevée dans sa globalité pour le premier quota des 200 immeubles. Les travaux ont été réalisés et achevés pour le cas des 86 immeubles alors que le projet est en cours de réalisation pour les 28 autres. L'opération concerne des immeubles situés rue Khémisti, au boulevard la Soummam, à la rue des Sœurs Benslimane et à la rue d'Arzew. Un diagnostic et un rapport détaillé sur toutes les informations techniques ont été donc nécessaires pour entamer les travaux selon la spécificité de chaque bâtisse. L'année dernière, une expertise technique sur les travaux de réhabilitation de six immeubles situés à la rue Khémisti a été exigée afin de pouvoir lancer les travaux. Les pouvoirs publics ont dégagé une enveloppe de 22 milliards de centimes pour la concrétisation de ce projet lequels ciblera 600 immeubles. Sur le montant alloué, plus de 8 milliards de centimes ont été consommés dans le cadre de cette opération visant la préservation du patrimoine immobilier.

## Affaire des 21.000 comprimés Ecstasy saisis Un autre membre du réseau sous les verrous

L'affaire relative à la saisie de 21.000 comprimés de marque Ecstasy vient de connaître d'autres rebondissements avec l'arrestation d'un autre membre du réseau. Celui-ci âgé de 31 ans était en fuite. Le mis en cause, connu sous le pseudonyme de « Charbo », a été arrêté à bord d'un véhicule de marque Peugeot 207 et faisait l'objet d'un mandat d'arrêt. Il a été présenté au tribunal et placé sous mandat de dépôt. Le mois dernier, un baron activement recherché dans plusieurs affaires de trafic de stupéfiants et faisant l'objet de cinq mandats d'arrêt est également tombé dans les filets de la brigade antistup de la sûreté de wilaya d'Oran. Les investigations diligentées dans le cadre de l'affaire relative à la saisie de 21.000 comprimés d'ecstasy traitée il y a plus d'un mois, ont permis de mettre la main sur un réseau de quatre individus et ont donné lieu à l'iden-

tification du cerveau du groupe. Les mis en cause au nombre de quatre et âgés entre 25 et 30 ans activaient à travers tout l'ouest du pays de sorte qu'ils acheminaient le produit prohibé de l'ouest du pays pour l'écouler dans plusieurs wilayas. Plusieurs jours de recherches et d'investigations ont fallu aux éléments de la brigade pour démanteler ce dangereux réseau et mettre un terme à ses agissements. Ils ont été arrêtés au moment où ils s'appropriaient à effectuer une transaction entre la wilaya de Aïn-Témouchent et la localité de Boutlélis. Les enquêteurs ont saisi 21.000 comprimés de marque Ecstasy emballés dans de petits sachets pour une valeur globale de 4 milliards de centimes en plus d'un véhicule de marque Renault Clio, deux motos de grande cylindrée et une somme de 1.000 euros et un montant de 13 millions de centimes.

K.A.

## Vols, association de malfaiteurs, port d'armes prohibées, trafic de stupéfiants.... 49 individus arrêtés en une semaine

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité et la délinquance, 190 opérations de police ont été menées de la période allant du 8 au 14 novembre dernier par les effectifs des 25 sûretés urbaines en collaboration avec les éléments de la police judiciaire et la voie publique de la sûreté de la wilaya d'Oran. Ces opérations coup-de-poing ont ciblé toutes les zones urbaines et suburbaines relevant de la compétence des services de police, ce qui a donné lieu à l'interpellation de 579 individus en vue d'un examen de situation. Sur la totalité des personnes interpellées, 49 individus ont été arrêtés pour différents chefs d'inculpation dont association de malfaiteurs, vols multiples, coups et blessures volontaires, conduite en état d'ivresse, usage et commercialisation de stupéfiants, port d'armes prohibées. Les 49 personnes arrêtées ont été présentées au tribunal. 24 d'entre elles ont été placées sous mandat de dépôt.

K. A.

**ILS NOUS ONT QUITTES HIER**  
Chaoual Aek, 89 ans, Saint Eugène  
Hassan Ali Hasan Yazid, 83 ans, Fellaoucene  
Bakar Rabah, 63 ans, El-Tarf  
Haddad Aek, 87 ans, Saint-Pierre

Horaires des prières pour Oran et ses environs

07 safar 1437  
El Fedjr 06h14 Dohr 12h49 Assar 15h35 Maghreb 17h58 Icha 19h19



## Tranche de Vie

Par El-Guellil

### A méditer



velle, une autre personne disait: « Je lui ai déjà demandé cela et il m'a répondu ».

Alors le jeune homme entêté à réussir son exploit, à savoir intimider le vieux sage, dit: « Je sais, je vais attraper un oiseau à l'aide d'une cage et lorsque je serai en face du vieux sage je lui demanderai: est-ce que

l'oiseau que je tiens dans mes mains est mort ou vivant ? S'il répond qu'il est mort, je le laisse s'envoler, et s'il répond qu'il est vivant, je le tue et lui montre l'évidence de sa tromperie. »

Alors tous les habitants d'en bas escaladèrent la montagne pendant trois jours et trois nuits pour voir la défaite du vieux sage. Ils arrivèrent en haut avec les vêtements tout déchirés un peu partout, et voilà que le jeune homme dit: « Bonjour vieux sage, comment allez-vous ? »

Le vieux sage regarda chacun un par un dans les yeux en les scrutant de haut en bas. Notre jeune homme dit alors: « Vieux sage, nous avons une question pour toi. L'oiseau que je tiens dans mes mains, est-il mort ou vivant ? »

Alors le vieux sage regarda chacun encore dans les yeux un par un en prenant son temps et en les scrutant de haut en bas. Ensuite le vieux sage regarda le jeune homme et dit: « Mon jeune ami,... la Vie de cet oiseau est entre vos mains. »

Voilà un conte, d'un auteur inconnu, que je vous propose de méditer. « Un très vieux sage vivait tout là-haut dans une montagne aux pentes très abruptes. Les gens d'en bas, dans la plaine, allaient régulièrement le consulter lorsque se présentait un problème insoluble pour eux. Pour ce faire, les gens d'en bas devaient escalader cette montagne aux pentes très abruptes pour le consulter. Un beau jour, les gens d'en bas se réunirent pour parler du vieux sage. Un jeune homme de forte tête leur dit qu'il en avait assez d'avoir à grimper la montagne à chaque fois qu'il avait une question d'ordre existentiel. Il en avait assez et voulait que cela cesse et ne plus avoir à grimper là-haut pour consulter le vieux sage et tenter de mettre celui-ci en déroute avec une question piège. En fait, il demanda aux gens qui étaient avec lui de l'aider. Il imagina toutes sortes de questions et chaque fois que quelqu'un en proposait une nou-



**CHLEF**

## La contrefaçon des accessoires électriques en question

**Abbad Miloud**

La sale de conférences de l'hôtel Hadeb à Chlef a hébergé ce mardi une journée technique ayant pour thème «l'énergie électrique entre l'information et l'exploitation» organisée par la chambre de commerce et d'industrie de la wilaya de Chlef en étroite collaboration avec SINUS Electric et en partenariat avec Schneider Electric à l'intention des opérateurs écono-

miques publics et privés. Les deux objectifs essentiels de cette manifestation étaient de sensibiliser les opérateurs sur les produits contrefaits et leur apporter tout l'éclairage nécessaire sur les contrefaçons et aussi leur faire connaître les avantages des différents produits commercialisés par Sinus Electric et qui répondent aux normes exigées.

Durant toute la journée, les responsables des deux sociétés ont animé pas moins de quatre

communications, suivies de longs et fructueux débats. Parmi ces communications nous pouvons citer «Présentation qualité, risques de la contrefaçon, satisfaction client», «Panorama de l'activité disjoncteur modulaire, coffret d'étage, protection différentielle», «Panorama de l'activité contrôle industriel et compensation de l'énergie réactive». Les opérateurs avec lesquels nous nous sommes entretenus ont vivement apprécié cette initiative.

**CHETTIA**

## Cinq dealers derrière les barreaux

**Bencherki Otsmane**

Un dealer âgé de 28 ans, natif de Chlef, a été appréhendé par les éléments de la BRI (Bureau de Recherches et d'Investigation) de la sûreté de Chettia en possession de cannabis. Le présumé trafiquant de stupéfiants qui était, selon la cellule de communication de la police, sous sur-

veillance policière depuis plusieurs mois, a été intercepté alors qu'il roulait à bord d'une R25 dont les papiers étaient falsifiés. Au cours de son interrogatoire, le mis en cause releva aux enquêteurs les noms de ces pourvoyeurs qui sont originaires d'Oran et de Tlemcen. Ces derniers, dont l'âge varie entre 28 et 41 ans, activaient au centre et l'ouest du pays en

écoulant leur «marchandise» auprès des jeunes. Ainsi, lors d'une perquisition effectuée chez l'un des membres de ce groupe, on a trouvé 1,6 kg de kif traité et 400 grammes d'héroïne en plus d'une somme d'argent de 100 millions de centimes. Actuellement l'ensemble des membres de ce groupe est mis en examen dans l'attente d'être jugé.

**NAÂMA**

## Plus d'un million de litres de lait produits

Une production laitière de plus d'un million de litres a été collectée de janvier à fin octobre dernier dans la wilaya de Naâma, en légère hausse par rapport à celle de la même période de la saison écoulée, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale des services agricoles (DSA).

Cette production, ayant contribué à l'approvisionnement des consommateurs en quantité suffisante de lait cru et dérivés, a été réalisée grâce aux mesures incitatives mises en place pour le développement de la filière, dont le soutien des producteurs à travers le fonds national de régulation et de développement agricole, la modernisation de l'élevage, notamment bovin, et à la faveur de la qualification et l'équipement des éleveurs de bovidés en

moyens de production laitière, ont précisé les responsables du secteur. La même source a fait état, dans le cadre du soutien des éleveurs bovins, du déblocage d'un montant de 69 millions de DA au profit de 101 éleveurs et producteurs de lait, destiné à l'aménagement des étables, l'acquisition d'équipements d'élevage, en plus de l'octroi, durant la même période, d'une enveloppe de 23,8 millions de DA de prime d'intégration au profit de 64 fournisseurs de laiterie et trois collecteurs de lait cru. La wilaya de Naâma, à vocation pastorale, a enregistré, cette année, dans le cadre de la réhabilitation de la filière laitière, la création de 706 nouvelles fermes d'élevage bovin, l'agrément de sept collecteurs de lait, en plus de l'adhésion de 44 producteurs et deux

collecteurs au programme de soutien du fonds national pour la régulation des produits agricoles, a-t-on fait savoir. Le secteur de l'agriculture a été renforcé par l'ouverture d'une laiterie à Méchria en plus de celle de la commune d'Ain-Safra. Elle a réalisé cette année une production de 1,5 million de litres de lait pasteurisé destiné à la consommation. Selon la DSA, la wilaya de Naâma compte une richesse animale estimée à 37.560 bovidés, en hausse de 10% par rapport à la saison précédente. Cela traduit l'engouement des éleveurs pour cette filière qui a bénéficié ces dernières années d'un programme d'amélioration des races, de diversification des sources fourragères et de renforcement des structures de collecte et de transformation du lait.

**SAÏDA**

## L'OPGI este en justice les mauvais payeurs

L'Office de promotion et de gestion immobilière de Saïda a transmis, dernièrement à la justice, une centaine de dossiers de locataires de logements sociaux locatifs, qui n'ont pas payé de loyer depuis plus d'une dizaine d'années, a-t-on appris mardi du directeur général de l'OPGI.

Les services de l'OPGI ont adopté un échecancier pour permettre à ces locataires de régler les redevan-

ces par facilité, mais en vain, d'où le recours à la justice pour recouvrer les créances dont le montant est évalué à 30 millions de DA, a indiqué Benallal Dorbane.

Le responsable a souligné que peu de locataires s'acquittent régulièrement du loyer. Par ailleurs, une commission de wilaya a été installée au début du mois de novembre pour étudier les dossiers des biens relevant de

l'OPGI afin d'accélérer le rythme de vente des logements aux anciens locataires. Ainsi, les concernés peuvent acquérir définitivement le logement et disposer d'un acte de propriété en présentant une demande de cession auprès des services de l'OPGI qui l'étudient et la transfèrent à la direction des domaines sans passer par la commission de daïra, a-t-on indiqué.

**TIARET**

## Cité des Pins : danger d'affaïssement

**El-Houari Dilmi**

Les habitants de la cité des Pins, l'un des plus anciens quartiers de la ville de Tiaret, sont en grand danger. En effet, au moins trois bâtiments présentent des fissurations sur la façade extérieure et les murs, avec des craquelures visibles sur la partie haute des blocs d'habitation, avec risque d'affaïssement, alertent les habitants.

« Les dernières précipitations et les infiltrations d'eaux jusque dans la cage d'escalier représentent un grand danger pour notre sécurité », écrivent les habitants dans plusieurs lettres adressées au directeur de l'office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Les services techniques de l'OPGI, après avoir fait un constat sur place, opposent l'argument que l'entretien des logements acquis en

copropriété, en vertu du décret 83-666 du 12 novembre 1983 fixant les règles relatives à la copropriété et à la gestion des immeubles collectifs, n'est pas à la charge de l'office.

Pétition à l'appui, les copropriétaires ont décidé de saisir le wali, «avant qu'il ne soit trop tard», prévient un habitant de cette cité, située au pied d'une magnifique pinède, au nord de la ville.

**AÏN-TEMOUCHENT**

## La santé en deuil

**Mohamed Bensafi**

Le secteur de la santé publique d'Aïn-Temouchent vient de perdre l'un des siens en la personne du docteur Nasredine Keddadra, victime lundi soir d'un accident mortel de la circulation près d'Aïn-Defla. Le défunt revenait d'une mission à l'étranger où il avait participé à une rencontre médicale internationale au Liban sur la toxicomanie. D'Alger où son avion s'est posé, il ralliait la ville d'Aïn-Temouchent à bord de son véhicule. Le Dr Keddadra Nasredine était chef de service au centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) d'Aïn-Temouchent, et également président de l'association locale «Salamate El Akl». Le CSAPA, opérationnel depuis 2013, a pour mission de prendre en charge les personnes en difficulté avec les drogues et leur entourage. Le centre pro-

pose un accompagnement vers l'arrêt, la consommation modérée de drogues ou vers un traitement de substitution. Le Dr Keddadra en a fait sa principale priorité aussitôt avoir pris fonction. La nouvelle a provoqué la consternation parmi la communauté médicale et la population temouchentoise car, de par ses qualités professionnelles et son mérite intrinsèque, le défunt était connu et très apprécié par la population et les collègues. Ce mercredi, partout dans les établissements de santé d'Aïn-Temouchent, l'atmosphère était à la tristesse, une tristesse mal contenue par les membres du personnel médical et paramédical. Le défunt, qui a passé une vingtaine d'années au service de la jeunesse et de la lutte contre la toxicomanie, était âgé de 55 ans et est natif de Sidi-Benadda où il a été inhumé hier en présence d'une foule très nombreuse.

**TAMAZOURA**

## Un comité de pilotage pour la nouvelle zone industrielle

Un comité de pilotage de la nouvelle zone industrielle de Tamazoura (54 km d'Aïn-Temouchent) sera installé cette semaine pour gérer les actions techniques relatives à son lancement, a-t-on appris mardi du wali. Composé des directeurs de l'exécutif concernés, notamment ceux de l'industrie, de la PME et de la promotion de l'investissement, de l'énergie et des mines, des travaux publics, des ressources hydriques et de l'urbanisme, ce comité supervisera la prise en charge des aspects techniques de cette zone appelée à accueillir de nombreuses entreprises, a indiqué Hamou Ahmed Touhami. L'arrêté portant institution du comité sera signé, mercredi, pour entamer ses fonctions dans les plus brefs délais, a-t-il annoncé, signalant que tous les réseaux de servitudes énergétiques, hydrauliques et autres sont disponibles sur place et ne demandent qu'à être raccordés pour le démarrage de la concrétisation des 71 projets affectés à cette zone. Cette nouvelle zone industrielle, qui s'étend sur une superficie de 205 hectares, créée au mois d'avril 2011 par décision du Conseil national d'investissement (CNI), a enregistré mardi l'implantation officielle, sur une superficie de 18 ha, de la première entreprise affectée en son sein, appelée «EOS Polymère» (Environnement organique solutions) spécialisée dans le recyclage de tous types de plastique. La cérémonie officielle s'est déroulée en présence des autorités locales, des services concernés et de la représentante de l'entreprise qui a indiqué que le premier projet à lancer dans les neuf mois qui suivent concerne la production de 1.700 à 1.900 tonnes/an de sachets biodégradables. Dotée d'un laboratoire de recherches, cet-

te entreprise générera 400 postes d'emploi, a affirmé Chentour Dalila. « L'utilisation d'une nouvelle technique de construction, soit un procédé italien en type lego, nous permettra d'achever les travaux du bâti en neuf mois », a-t-elle souligné, ajoutant que quatre autres unités seront réalisées sur place, soit au total 16 lignes de production. Futur pôle industriel, frontalier avec la wilaya d'Oran, la nouvelle zone industrielle de Tamazoura est appelée à renforcer l'emploi et à booster l'activité industrielle dans cette wilaya, a-t-on souligné. Constituée de terres non arables, cette zone sera délimitée pour être mise à la disposition des investisseurs. Selon le représentant de l'Agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière (ANIREF), cette zone renferme au total 450 lotissements industriels en système modulaire standard. Dès à présent, 71 projets ont été affectés par le Comité d'assistance et localisation des projets d'investissement et de régulation foncière (CALPIREF).

Ces derniers prévoient la création de quelque 8.273 postes d'emploi. Une superficie de 139 ha a été attribuée à ces projets à caractère industriel représentant un montant d'investissement global de l'ordre de 16,88 milliards de DA. Il s'agit, notamment, de 15 projets de matériaux de construction, deux projets d'énergie et 39 industriels. Entre autres facteurs ayant privilégié cette implantation, la proximité de la wilaya d'Oran avec ses infrastructures portuaires et aéroportuaires, ainsi que son marché potentiel, a-t-on fait remarquer signalant qu'une demande d'extension de 250 ha de la zone a été transmise au ministère de tutelle.

**EMIR-ABDELKADER**

## Un mort et un blessé dans un accident de la route

Un accident de la circulation de la route s'est produit ce mercredi vers 04 h du matin sur le CW n°10, près du douar Aïn-Bassal (dans la commune Émir-Abdelkader) à 10 km au sud de Béni-Saf, faisant un mort et un blessé grave. C'est en effet une collision frontale survenue entre un véhicule utilitaire de marque Peugeot Partner et un camion poids lourd de marque Hino Motors. Le choc fut tel-

lement violent que le conducteur (44 ans) du poids léger a trouvé la mort sur les lieux tandis qu'un passager (36 ans) du même véhicule a été touché sur plusieurs parties du corps et est actuellement hospitalisé à Béni-Saf. Les deux personnes sont originaires de la commune de Maghnia. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale d'Émir-Abdelkader.

**M. B.**



EL-TARF

La traque aux revendeurs

A. Ouelaa

Des renforts de la Gendarmerie nationale ont été mobilisés tôt le matin, mardi dernier, sur la double voie de la RN 44 où d'habitude, de nombreux marchands de fruits et légumes occupaient les espaces de part et d'autre de cette double voie, rendant par moment de la journée,

la circulation routière infernale et le risque d'accident très élevé. Les pouvoirs publics, et à leur tête le chef de daïra de Ben M'hidi dont dépend cette localité, ont invité ces marchands de fruits et légumes à intégrer le nouveau marché de proximité.

Ce dernier aura coûté 03 milliards de cts, selon le chef de daïra de Ben M'hidi, et est doté de toutes les

commodités comme l'électricité et le reste. Pour rappel, les nombreux marchés de proximité inaugurés un peu partout à travers plusieurs communes comme Dréan, Echatt, Boutheldja, Berrihane et El-Tarf, n'ont pas attiré grand monde et demeurent quasiment inoccupés d'où l'idée de les transformer en salles de sports qui commence à faire son chemin.

TÉBESSA

L'ANGEM ouvre ses portes

Ali Chabana

L'Agence nationale de gestion du microcrédit (Angem) organise ces jours-ci (du 17 au 22 novembre), la 3<sup>e</sup> édition du Salon, sur le thème des prêts octroyés, dans le cadre des formes de financement du microcrédit, financement triangulaire, montage financier du projet, prêt non rémunéré et apport personnel... Alors que le financement pour l'achat de matières premières varie entre 100.000 et 250.000 dinars pour les wilayas du Sud. A noter que la mission de l'Angem s'inscrit dans le dispositif de

l'emploi mis en place par les pouvoirs publics, dans la lutte contre le chômage et la précarité, en mettant en avant la préférence de l'auto-emploi, le travail à domicile, des activités artisanales, en ciblant notamment la catégorie des femmes au foyer. Soutenir, conseiller et surtout accompagner les bénéficiaires semble être le principal objectif de l'agence depuis son initiation et son entrée en service. L'Angem assiste également les bénéficiaires de prêts, auprès des organismes concernés pour la concrétisation de leurs projets. Concernant la wilaya de Tébesa, les responsables de la mani-

festation ont indiqué que pour l'année 2015, 389 projets promoteurs éligibles ont été validés, avec remboursement sans intérêt, d'une durée de 3 ans. Notons qu'en marge de la tenue de ces portes ouvertes de sensibilisation et d'information à l'endroit de la population de jeunes, une exposition de produits des métiers de l'artisanat sont exhibés devant les visiteurs, du tissage, couture et broderie de l'habit traditionnel, les arts culinaires, ainsi que des produits agricoles, oléiculture (huile d'olive) et dattes de la région méridionale de la wilaya de Tébesa, Negrine et Ferkane.

GUELMA

Badji Mokhtar revient

Mohammed Menani

Le 19 novembre de chaque année et comme à l'accoutumée, les autorités locales de la wilaya de Guelma et leurs homologues de la wilaya de Souk Ahras célèbrent, conjointement, la commémoration du 61<sup>e</sup> anniversaire de la mort du martyr Badji Mokhtar, survenue à l'aube du déclenchement de notre lutte de libération. La cérémonie de recueillement, emplie d'une grande charge émotionnelle, a lieu au carré des martyrs de la commune de Medjez Sfa, devant la stèle du souvenir, érigée sur le plateau qui avait servi de scène à l'ultime combat mené par le martyr et ses compagnons, avant de tomber les armes à la main. Badji Mokhtar naquit le 17 avril 1919 à Annaba au sein d'une famille modeste mais instruite. En 1936, sa scolarité fut interrompue en raison des insupportables comportements racistes et discriminants du corps enseignant, envers les élèves «indigènes», et rejoignait les rangs des Scouts musulmans algériens. Dans cet environnement plus favorable, vont se développer ses instincts d'organisateur méthodique et de meneur d'hommes dans l'esprit aigu de l'initiative. En 1940, il monta, sous l'égide du PPA, la première cellule des jeunes éclaireurs à Souk Ahras. Non convaincu de l'utilité de servir le régime colonial, lors de l'appel à la mobilisation générale pour affronter les nazis de la Seconde Guerre mondiale, il usa de divers subterfuges pour se faire dispenser de cette obligation militaire. En 1944, il rejoignait le mouvement des Amis du Manifeste de la Liberté (AML) avant d'adhérer au MTLD. Son sens de l'initiative et de l'organisation le propulsait au mérite d'accéder à la confiance de ses supérieurs dans le mouvement nationaliste et se retrouvait ainsi à la tête de l'Organisation secrète (OS) pour la région de Souk Ahras. Le premier avril 1950, la police coloniale découvrait ses «activités subversives» dans la foulée d'une

délation méprisable et le condamnait à la peine restrictive de 3 années d'emprisonnement. Son parcours carcéral entre Souk Ahras, Guelma, Chlef et Blida lui aurait permis de se fondre dans le fondamentalisme actif pour la cause nationale. A sa libération, il collabora en mars 1954 à la création du CRUA et assistera, quelques semaines plus tard, à la célèbre réunion des 21 à Alger où il s'était vu confier la mission de préparer le déclenchement de la lutte de libération dans le secteur de Souk Ahras. En plein dans ses éléments et animé d'une inébranlable détermination, il organisait et supervisait les séances quotidiennes d'entraînement de ses hommes qu'il aurait lui-même choisis, et mettait méthodiquement en place ses réseaux de soutien, de liaisons et de ravitaillement (armement, informations, argent et médicaments). Aux premières heures du premier novembre 1954, il mit à exécution son plan préétabli en entreprenant diverses actions militaires, ciblant les intérêts coloniaux, comme l'assaut contre la garnison stationnée dans la mine de Nadhor et contre le train sur le tronçon ferroviaire qui traversait les monts de Mechrouha. Sa parfaite connaissance du terrain lui permettait de multiplier sous diverses formes, les longs harcèlements contre l'ennemi, dans une stratégie mouvante de guérilla qui consistait à marquer la présence de ses unités combattantes à travers un essaimage des potentialités mobiles sur tous les points dominants de son champ d'action. Le 19 novembre 1954, dans un féroce accrochage avec la soldatesque coloniale, soutenue par les blindés, l'artillerie lourde et l'aviation, Badji Mokhtar et ses compagnons, dont une jeune femme, ont été encerclés dans un plateau nu, à proximité de l'agglomération de Medjez Sfa. Dans le feu du combat, les valeureux combattants avaient tenté une action de repli mais cette action de diversion pour la survie échoua devant le surnombre des troupes

aéroportées qui les avaient fauchés à la mitrailleuse. Badji Mokhtar tomba les armes à la main comme ses compagnons dont la jeune femme qui se prénommaït «Dzaïr», à l'aube de la jeune révolution, traçant ainsi la voie à d'autres hommes et d'autres femmes, qui ne vont pas hésiter à reprendre le flambeau pour aller sur l'autel du sacrifice suprême, sur cette terre qui allait rester en perpétuelle insurrection contre le régime colonial spoliateur, avilissant et déshumanisant. Cette commémoration nous interpelle, encore une fois, pour revisiter notre histoire et retenir les enseignements sur les hautes valeurs qui ont imprimé notre personnalité et notre glorieuse marche, dans la douleur et la souffrance d'un peuple qui n'a pas fait une «révolution de palais» ou une «protesta de barricades», mais un peuple qui avait puisé dans ses seules profondes énergies, pour accomplir l'une des plus prestigieuses épopées de libération dans l'histoire contemporaine. L'Histoire a retenu que le colonialisme reste une entreprise criminelle contre l'humanité et les 132 années d'oppression ont été balayées par 132 années de résistance de tout un peuple, mobilisé derrière son élite combattante. En ces moments de recueillement, avec autant de charges émotionnelles, dans la dignité, le souvenir ranime encore la flamme de novembre, sur les réminiscences de la mémoire qui ne cessent d'infliger depuis plus de 60 années, aux légions fourbes de la cinquième colonne, la sensation douloureuse d'être passées hier à côté d'une cause noble. Pour l'heure, il y a l'opportunité de renouveler le serment fait à nos martyrs, en y mettant de notre sueur dans la construction du pays et rejoindre allègrement les nations évoluées. Novembre reste le mois qui symbolise l'osmose de l'espoir et de la certitude et les vicissitudes de la vie ne doivent pas nous détourner de notre respect à ce serment, en nous regardant dans une glace et dire si, réellement, nous sommes les dignes héritiers de nos martyrs.

BOUMERDÈS

Plus de 12.000 poches de sang collectées

Une collecte d'au moins 15.000 poches de sang sera réalisée à Boumerdès à fin 2015 si le rythme de collecte actuel est maintenu, a-t-on appris auprès du président de l'association des donneurs de sang de la wilaya. Selon Djamaoune Nouredine, également secrétaire général de la Fédération algérienne des donneurs de sang, plus de 12.000 poches de sang ont été collectées, depuis le début de l'année, à travers la wilaya, soit en hausse comparativement à la collecte de l'année 2014, estimée à un peu plus de 10.000 poches de sang. L'objectif fixé pour cette année peut «aisément être dépassé au vu du potentiel humain de la wilaya, qui, en plus d'être une destination touristique de choix, dispose d'une université de plus de 30.000 étudiants», a indiqué à l'APS M. Djemaoune.

L'association compte plus de 2.000 bénévoles

Selon un recensement réalisé en 2014 par l'association des donneurs de sang de Boumerdès, en dépit de l'absence de statistiques officielles sur le sujet, la wilaya compte plus de 2.000 donneurs de sang (entre réguliers et occasionnels), adhérents à l'association. «Un grand nombre de personnes non adhérentes à l'association font acte de don du sang, de façon irrégulière, à travers la wilaya», a fait savoir M. Djemaoune, relevant que chaque donneur régulier de son association fait acte d'une moyenne de cinq (5) prélèvements/an pour les femmes et de quatre (4) dons/an pour les hommes, au niveau des hôpitaux de Bordj Ménaiel, Dellys et Thénia, et des centres de santé y relevant, voire même au niveau du clino-mobile de collecte de sang du chef-lieu de wilaya. «Le relèvement du nombre de donneurs réguliers au niveau de notre association, afin de consacrer une autosuffisance en la matière, vise à assurer une couverture optimale des besoins des hôpitaux locaux en sang», a-t-il expliqué, observant que cet acte est toutefois tributaire de plusieurs facteurs constituant

autant de contraintes pour son association. M. Djamaoune a, à cet effet, invoqué un «déficit» en équipements et moyens de travail nécessaires pour le bon accueil des donneurs. «Outre le fait que son travail est irrégulier, l'unique clino-mobile pour la collecte de sang dans la wilaya ne couvre pas tout le territoire de la région, en dépit du soutien assuré, à certaines périodes de l'année, par le clino-mobile de l'hôpital de Beni Messous (Alger)», a-t-il déploré. Aussi, a-t-il souligné, dans ce sillage, l'importance de la réactivation du rôle du Centre de référence de transfusion sanguine, réalisé ces dernières années à Corso mais resté inexploité à ce jour pour des raisons qu'il n'a pas nommées, émettant des réserves sur l'implantation de cet unique projet en la matière à l'échelle de la wilaya au niveau de cette localité (Corso), jugée éloignée pour une majorité de donneurs potentiels du territoire de la wilaya.

Promouvoir la culture de don du sang au milieu de la société

A terme, cette association, créée en 1988, vise à développer une culture du don du sang de façon à en faire une ligne de conduite spontanée et régulière au sein de toutes les catégories sociales, a indiqué son président. «Nous visons également la promotion de cet acte noble afin de changer, à la base, les mentalités ambiantes et sortir l'acte de don du sang du cercle fermé du don occasionnel et familial», a-t-il souhaité, avant de solliciter les responsables du secteur pour aider son association dans sa quête d'un siège approprié pour abriter ses différentes activités et consacrer ses objectifs. L'association a, aussi, un besoin pressant d'un véhicule médicalisé pour la collecte de sang dans les régions rurales reculées, selon la même source qui appelle, en outre, à la réalisation d'un centre de transfusion sanguine pour le chef-lieu de la wilaya, ainsi qu'à une amélioration de l'accueil réservé aux donneurs du sang à travers les structures de la santé publique de la région.

BATNA

Pillage des cèdres de l'Atlas

Les éléments de la brigade mobile des Douanes algériennes ont saisi 350 pièces semi-finies confectionnées à partir du cèdre de l'Atlas, une essence rare et protégée, a-t-on appris lundi auprès de ce corps constitué. Il s'agit en l'occurrence, a précisé l'inspecteur Tahar Karfa, de «gassaâ» (sorte de plat légèrement creux taillé dans du bois massif, servant à rouler le couscous, ndlr) provenant de bois de cèdre de l'Atlas, une essence rare et protégée. Ce responsable a précisé que la saisie a été effectuée dans la soirée de di-

manche à hauteur d'un barrage dressé par les Douanes au niveau du carrefour desservant, sur la RN 3, les villes de Batna, de Constantine et de Boumia. Le conducteur du camion transportant cette marchandise s'est enfui à la vue des douaniers, abandonnant le véhicule et sa cargaison, a indiqué M. Karfa. Les «gassaâ» saisies, d'un diamètre d'un mètre, ont été remises aux services des forêts qui engageront des poursuites judiciaires à l'encontre des individus à l'origine du pillage des cèdres de l'Atlas, a également fait savoir le même responsable.

Horaires des prières pour Alger et ses environs				
07 safar 1437				
El Fedjr 06h00	Dohr 12h34	Assar 15h17	Maghreb 17h40	Icha 19h02





## APPELEMENTS

■A louer Appartement F2 + cuisine + WC aux Amandiers – Tél : 0557.85.26.89

■Vends F4 à El Akid Lotfi, immeuble très bien situé et propre, donnant sur 2 façades – Tél : 0559.88.81.59

■A louer F3 - SDB, 7<sup>ème</sup> étage avec ascenseur, cité 152 Logts Bloc E Rond-point Pépinière - Bir El Djir – Tél : 0554.92.10.75 à partir de Midi

■Vds Appart F4, 85 m², 2 façades, 1<sup>er</sup> étage. Acté (proche du jardin citadin) cité des enseignants Akid Lotfi - ORAN – PD 14 U – Tél : 0541.93.56.87 - Pas de courtier

■MASCARA : Vends Appart F3, 2<sup>ème</sup> étage, Bâtiments des fonctionnaires dits « Bâtiments noirs », Acté - Livret foncier, près lycée, CEM, école, marché - convient habitation ou cabinet médical – Tél : 0549.55.62.09

■MOSTAGANEM - Vends F3, 2<sup>ème</sup> étage double façade, 51 m² à CIA Route d'Oran à 800 m de la plage Salamandre – Tél : 0771.95.25.56

■A louer un joli F3, spacieux, ensoleillé - cité des cadres - parking assuré, bon voisinage, cité Chouhada Haï Sabah - ORAN – Tél : 0558.10.65.82

■A vendre appartement à Seddikia F3. Acté. Contacter : 0775.54.81.23

■Loue Appart F3 - 125 m². 4<sup>ème</sup> étage. Convient pour : Bureau - Habitation - situé au Plateau, immeuble propre et sécurisé - Prix 45.000 DA – Tél : 0665.50.92.88

■Vends Appartement F4. Cuisine + petit hammam. 1<sup>er</sup> étage. Bien ensoleillé, cité clôturée gérée H24 + parking voirages situés à proximité du rond-point El Bahia. Intermédiaire s'abstenir – Tél : 0770.45.22.91

■A vendre joli Appart F3 à côté la Banque BDL. 3<sup>ème</sup> étage de façade. SENIA - Acté + Livret foncier – Tél : 0552.44.29.52 – 0770.21.66.87

■Location Appart F4 bien situé au rond-point HLM - Idéal pour une Activité professionnelle, Cabinet médical... Tél : 0675.52.69.85

■A louer F2 meublé + clim + Chauff. 4<sup>ème</sup> étage côté Millenium Bir El Djir + Vds Haouch à Victor Hugo 547 m². RDC : 3 garages + Gde cour - 1<sup>er</sup> étg. : 7 Pces - 2 SDB + 2 Halls - Bâti 240 m² - Tél : 0796.64.30.31 – 0771.27.07.00

■Vends / Echange Appart F3. Double Façade. 2 Balcons. 2<sup>ème</sup> étage. Situé au centre de Choupot - contre Similaire les environs de Maraval Yaghmoracen – Tél : 0555.34.21.24

■Vends Appart F6 C. SDB 207 m² étage de Villa à Maraval + Vends Villa 250 m² Millenium R+1 - Local 20 m² Rue Med Khemisti. ORAN - Cabinet BENSAID - 041.29.26.03 - 0552.58.43.72

■A vendre des Appartements F4. Superficie 80 m² et 95 m² à Cité Karama - Belgaïd - Bir El Djir - ORAN – Tél : 0550.13.85.80

■A vendre à HASSI BEN OKBA un Appartement F3 - 3<sup>ème</sup> étage. 2 façades - Face Brigade Gendarmerie - Acté - Aménagé - Prix demandé : 6.000.000,00 DA – Tél : 0541.33.96.03

■A vendre Appart F3 aménagé en F4 au RDC (2 Locaux + 2 Pièces + Cuisine + SDB + WC) – Acté - Situés à Yaghmoracen en face salle des fêtes Chahrazed. ORAN – Tél : 0552.85.32.97

■Vends F4 - 110 m². Bien aménagé. Bon voisinage - Situé face Hôpital 1<sup>er</sup> Novembre - Pyramides - USTO – Tél : 0552.31.20.66

■Vends F3 - 1<sup>er</sup> étage - Acté - à Akid Lotfi – Tél : 0557.65.08.98

■Vends ou Loue ou Echange F1 et F3 - Possibilité Promesse de Vente - Situés à Fernandville – Tél : 0560.59.41.94

■A vendre des Apparts libres de suite : F4. 180 m² 2<sup>ème</sup> étage + F3 avec garage et jardin 140 m² RDC à Canastel + F3 Haï Chouhada Sabah 2<sup>ème</sup> étage + F4 Seddikia 3<sup>ème</sup> étage - Tél : 0672.46.58.18

### REMERCIEMENTS

Les familles YAKHOU - BOUABSSA - FARHATNI - HARMEL - BOUMEDIENE - RIGHI - BENABDI de MOSTAGANEM - FERHAT - MOHAMDI de CHLEF - BENATBI - MEKKI - MEFTAH - remercient tous les amis, voisins et tous ceux ou celles qui ont partagé à notre douleur suite au décès de notre cher fils et frère **CHAOUI Aïi**

décédé le 03-11-2015 à l'âge de 50 ans.  
Inna Lillah Oua Inna Ilayhi Radjioun.

## ANNONCES CLASSÉES

## VILLAS

■AGIMES - IMMO – Tél : 0557.29.15.30 – 041.74.80.29 – Loue jolie villa R+2, garage, cour, gde cuisine, 2 SDB, hall, 4 chambres - 150 m² - cité calme et sécurisée - Seddikia - 10 U/mois Nég.

■Vends Villa R+2. Actée. 150 m² à Millénium (Fora) Bir El Djir. Toutes commodités. Libre de suite - Prix intéressant cause départ – Tél : 0770.18.66.78

■A louer Niveau de villa à Canastel. 3 pièces, cuisine + hall + WC + douche + petit jardin + garage (1 voiture) - Contacter : 0772.44.78.27

■Vends ou Loue : belle villa à A. TEMOUCHENT à Société - Avec Puits - Cité Aboubakr Essedik – Tél : 0551.55.20.06

■TLEMCCEN (REMCHI) : Vends villa 280 m², R+2, 2 façades + 2 garages ou échange – Tél : 0554.24.09.50 / 0663.52.92.76

■TLEMCCEN - Vends Maison. Sup. 328 m² en face catéféria Supporteur El Hartoun avec Acte - Tél : 0555.21.78.08

■A vendre à Oran ou échange contre plus petite en Oranie + Compl : Maison R+1. 324 m² et composée de 4 Apparts F3 et F4 pour location + garage + terrasse de 250 m² avec entourage sur 3 m de hauteur - Tél : 0771.23.91.49 - Etudie toute Propos.

■Vends belle Maison à Hay Ennadja (ex-Cheteibo) de 72 m² (06 m x 12 m) deux étages - 05 chambres + SDB - PO 650 M - PD 750 M – Tél : 0670.29.02.88

■A vendre Villa 300 m² sise à ORAN (Les Castors Cité Jourdain) - Tél : 0696.41.69.83

■Vends Carcasse 172 m² - R+2 - 2 façades à Canastel - Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0549.12.36.71

■Vends Habitation R+4 - Toutes commodités - Actée - Carcasse + Entourage - 2 Garages - sur grand Boulevard à Haï Khemisti, îlot 14 - Tél : 0771.32.74.77

■Particulier vend Maison R+1. Superf. 314 m². 120 m² Bâtie. 15 m de façade à Fernandville. Libre de suite. Prix après visite négociable - Pas d'intermédiaire SVP – Appeler : 0777.48.12.36 - 0658.36.77.60

■A vendre Villa 260 m² à Hassi - ORAN - 157 MA3TOBI HARB - Tél : 0671.61.49.32 - 0560.23.60.58

■Maison neuve R+1 - à HASSI GHALLA situé 35 Km d'Oran. Surface 250 m². Double façade. 7 Pièces. 2 SDB. 2 WC. Cuisine. Grand Hall d'entrée. Garage Voiture - 2 Jardins – Tél : 0770.31.02.58 - 0560.83.47.59

■URGENT : A vendre 2 Villas chacune seule mais dans la même Coopérative 24 Février à Haï El Barki de 115 m² - Tél : 0556.18.73.26

■Vends Villa 200 m². R+2 - 2 façades. Toutes commodités. Située à la Coop. Col. Lof en allant vers Ain El Beida - Prix après visite - Prendre rendez-vous Tél : 0771.59.95.49 - Intermédiaire s'abstenir. Merci

■Vends Villa Maraval en face Mairie Sidi Senouci. R+1 - Actée - Sup. 174 m² : 6 P. - 2 C. - Hall - 3 Douches. Toilettes - Cour - Buanderie et 2 Locaux commerciaux - Tél : 0774.97.84.59

■Je vends ou je loue une Villa - Surface bâtie 503 m² sur 3 niveaux pour Société étrangère ou nationale ou particulier - située à Bir El Djir - Tél : 0557.14.39.96

■Vends à BENI SAF : Villa Rez-de-chaussée + 2 - Vue sur mer - 3 Façades - 2 Entrées - 2 Garages - 2 Jardins - Chauffe central - Tél : 0553.27.41.04

■Vends belle villa à Hasnaoui, bâtie 100 m² sur terrain de 300 m². R+1 avec Sous-sol, Hammam plus 2 SDB. Toutes commodités (Chauff. Cent. - Climat. centrale - Vitres en double vitrage - Placards...). Actée et libre de suite - AG. EL MANZEH IMMO. - Tél : 041.62.43.43 / 0555.97.00.97

■A vendre à ORAN (Maraval) : Villa 500 m² du côté des Grossistes - Tél : 0557.05.05.93

■Vends Carcasse avec entourage en Briques. Terrain 200 m² (Bâti environ 160 m² par étage). S/Sol - R+3 - 4<sup>ème</sup> étage retiré - Lotissement El Fajr - Bir El Djir - Tél : 0661.51.73.36 - Courtier et curieux s'abstenir

■S. BEL ABBES : Vends belle Villa 200 m². R+2 - 02 Faç. 06 Pces + 02 Salons + 1 Suite + Cuisine + 2 Gds Halls + Garage + Haouch + 2 Terrasses + Hammam + Chauff. central + Climat. + Vends Fonds de commerce 75 m² au centre-ville S.B.A. - Tél : 0791.94.91.62

■A Vdre Immeuble commercial Nédroma (W. TLEMCCEN) de 4 étages avec 3 façades, avec 7 Magasins et plusieurs Appartements à finir. Eau. Gaz. Electricité. Acté-Plein centre-ville, boulevard principal - Avoir - Prix après visite raisonnable – Tél : 0791.788.173 / 0778.965.728

■Vds Villa. Actée. 250 m². Finie. RC + 1 étage. Rez-de-chaussée : Gd Garage + 2 Pièces + 1 Cuisine + Douche + Toilettes + Hall et Gde cour - 1<sup>er</sup> : 4 Pièces + Salon et Cuisine + Salle de bain. WC – Tél : 0795.91.42.06 - ARZEW

■Vends Villa à EL-AMRIA - Centre - 100 m² - R+3 - Toutes commodités - Libre de suite - Contacter Tél : 0557.68.21.50

■Vds R+2 sur 2 façades sur 2 Grands Blvds avec 5 Locaux. 300 m² - Endroit très commercial – Tél : 0772.11.36.96

■Vends / Ech. Haouch 150 m². 3 Façades (Acté) à Sidi Benyekba à 20 Km d'ORAN : 4 Pièces + Haouch 50 m². Toutes commodités - Contre F5 à ORAN - Tél : 0796.97.96.31 / 0771.91.86.35 - 0560.72.61.81

■Vds une partie d'une Maison à ZAHANA. Double façade. Nvile Const. à un prix sacrifié – N° 0552.09.85.48

■A Vdre à Nédroma (Khoriba quartier A'Assa) W. TLEMCCEN : Villa 4 façades de 3 étages avec 3 Appartements de 150 m² chacun, avec grand jardin. Eau. Gaz. Electricité. Téléphone. Internet. Livret Foncier - Prix 1,9 Milliard négociable - A voir - Tél : 0791.788.173 / 0778.965.728

■Loue Niveau de Villa F3. RDC. 100 m² + petit jardin + petite cour pour 6 mois à Bouisseville - Ain Turck - Tél : 0556.21.98.56 - 041.27.77.23

■Vds Villas de luxe 300, 400, 500 à 1.000 m² Quart. résidentiels ou Ech. C/Logt Promo + Cplt - Belle Villa Cité Jamel Coop. Zianides 450 m² ou Ech. C/Logt Promo à Alger + Cplt - 600 m² R+1, 2 F. Cité militaire Canastel - 1.000 m² style mauresque côté Sheraton - AG. 0550.97.51.93

■Location Maison 3 étages de 3 Faç. 190 m² sur Route Nationale pour : Activité commerciale - Groupe médical - Laboratoire - Radiologie... N° 139 Corniche Supérieure Coca - ORAN - Tél : 0771.17.22.75 – 0668.26.22.61

■Vends Villa Vieux Canastel. 700 m² - 130 m² de Bâti en R+1 + plus piscine – Tél : 0795.68.18.40

■A.V. Villa 350 m² - Actée - Toutes commodités - 6 Pces - C. 3 SDB - Jardin + Cour + Gd Garage 05 Vhles – Bouisseville - A. El-Turck. W. D'ORAN – Tél : 0555.61.53.11

■A vendre Maison de Maître vieux Bâti à SENIA - 126 m² et 9 m de Façade - Tél : 0559.59.62.57 – 0797.57.24.30

■A vendre Villa à EL ANÇOR proche les Andalouses. 2 façades - Tout confort – Sup. 200 m² avec petit Jardin + Puits - Proche de tout commerce - Visite Mr Lahouari : 0549.23.19.00

■Vends à ZAHANA Cité Nasr (La Cado) Maison de Maître 5 Pces. Cuisine. Salle de bain - Garage - Cave 2 pièces - 3.000 m² - Actée - Prix offert 1,7 U - Pas d'échange - Tél : 0772.40.67.62 - 0661.21.00.20

■Vends Villa 260 m² (R+1) - Actée + Livret foncier (quartier résidentiel La Lofa) - Prix après visite - Tél : 0555.42.13.97

■Vds Villa. Actée. Sup. 140 m². 02 façades. R+1 à la Poste Route Belgaïd - RDC : Local commercial + 1 Garage pour 2 V + Salon + 1 Chambre + WC - 1<sup>er</sup> étage : 04 Chambre + Hall + Cuisine + SDB + WC + petite Cour + Terrasse – Tél : 0554.57.88.51

## TERRAINS

■Vds / Loue Terrain à Ténés 6.385 m², clôturé, 4 plateformes, proximité forêt, bord de mer, 10 mn du C.V., 3 Km des ports, aménagé à 15% (hangar, bureau, logt, atelier) idéal P/Motel ou Promotion... etc. Elect. Gaz. Tél. Puits. Etude prop. sérieuse (partenariat / échange) certifiée Urb. Négatif. Acte. Prix Négó. – Tél : 0553.13.74.98

■AGIMES – IMMO – Tél : 0557.29.15.30 – 041.74.80.29 – Vd des lots terrain : Cité Falaises 300 m² 17 U/m² - Courbet 270 m² 15 U/m² - Courbet 300 m² 14 U/m² - Courbet 260 m² 11 U/m² - Trait d'Union 300 m² - 15 U/m²

■A vendre un Lot de Terrain de 3.000 m² urbanisable - Acté + Livret foncier + Certificat d'urbanisme - Situé entre El Barki et St Remy - ORAN – Tél : 0773.18.04.72 - 0555.32.09.69

■TLEMCCEN - Vends Lot de Terrain. Sup. 136 m². Situé à Chlaïda à 10 Km de TLEMCCEN - Acté & Viabilisé. Lot N° 64 –Tél : 0557.11.50.20

■Vends Terrain - Sup. 4.742 m². Zone d'Activités TERNY - W. TLEMCCEN - Acté et Viabilisé - Tél : 0552.15.96.10

■Vente des Lots de Terrain Actés : 222 m² + 330 m² au centre-ville de Bethioua, endroit très stratégique - Eau. Gaz. Elect. - 22.000 Dinars/ m² fixe - Tél : 0792.21.72.95 - 0551.27.91.77 - Curieux s'abstenir SVP

■Location à ORAN Terrain clôturé de 8.000 m² Zone Industrielle de El Mahdia (G'ball) à côté de l'Usine RENAULT Production - Tél : 0559.88.81.59

■A vendre Lots de Terrain de 109 m² à 220 m² - Actés et viabilisés totalement à GOTNI - BOUFATIS - Prix intéressant – Tél : 0552.13.04.97 - 0555.91.58.42 - de 09 H à 18 H

■A vendre une petite Ferme. Superficie 6.800 m² à TAFRAOUI - ORAN – Tél : 0771.51.78.15

■A vendre, à 15 km à l'est d'Oran dans la ville de Gdyl, terrain avec acte, urbanisable, superficie 36000 m², totalement clôturé. Tél. 0550.64.68.94

■Vente d'un Terrain de 5.000 m² situé à Es-Senia - Acté avec Livret foncier - pour construction des Immeubles R+8 - Tél : 0770.50.57.48

■Société SARL Gestion El Morchid vend des Lots de Terrain situés à Belgaïd nommé Jardin de Canastel. Superficie 160 m² et plus - Tél : 0661.20.81.29 - 0561.67.38.06

■Vends Terrain urbanisable. Sup. 400 m² 2 façades sur Gd Bd principal commercial de Belgaïd (Est d'ORAN) proximité Promotion et Pôle universitaire – Tél : 0555.67.83.61

■Vends Terrain 5.100 m² - 2 façades sur le grand boulevard Belgaïd - Prix (Bon Prix) – Tél : 0551.66.54.67 – 0550.29.31.16

## LOCAUX

■A louer Boulangerie en activité à St-Eugène avec Matériel complet – Tél : 0771.98.50.50 – 0797.87.38.17 - « AMINE A.E.K. ».

■Donne en location Local commercial très bien situé à Bethioua pour ouverture laboratoire d'analyses médicales ou cabinet médical - intermédiaire s'abstenir - Contacter Tél : 0554.64.89.28

■AÏN TEMOUCHENT : Loue 03 locaux avec WC. Superficie 240 m² : sécurité + stationnement - Libre et vaste. Cité Aboubakr Essedik (face 48) – Tél : 0551.55.20.06

■SIDI BEL ABBES Z.I. / Location d'un entrepôt de 1500 m² couvert qui peut être extensible selon les besoins du client sur une surface totale de 6000 m² bloc Admin. 250 m², eau, électricité, aire de stationnement, éclairage... etc. - Tél : 0541.83.11.77

■Loue Local commercial de 79,79 m² et 6 m de hauteur. Très bien situé sur rue commerçante au Plateau Saint Michel (ORAN) - Possibilité de location pour longue durée – Tél : 0779.74.25.67

■A vendre Cave – Actée - 151 m² à AÏN TOLBA Centre + Livre foncier - W. AÏN TEMOUCHENT Tél : 0552.76.56.89 - 0550.88.77.07

■Achat ou Location d'une Station de Services dans la région de : ORAN - MOSTAGANEM - TEMOUCHENT - BEL-ABBES - Tél : 0659.07.53.13 - SVP pas de dérangement

■A louer 2 Locaux situés à l'USTO, prêts pour activité : Agence immobilière - Alimentation Gle - Tél : 0556.18.73.26

■A vendre ou A louer des Locaux commerciaux très bien situés à Akid Lotfi - Haï Sabah - Tél : 0559.08.44.88

■Cherche Achat d'un Local ou Terrain. Superficie 3.000 à 5.000 m² (Zone Industrielle) – N° Tél : 0661.24.95.01

■MOSTAGANEM : A louer Local commercial 35 m² sur Route d'Oran Arcades Cité 68 Logts - Avec Eau - Electricité - Sanitaires – Tél : 0557.82.27.65

■TLEMCCEN - Cherche à acheter Local 20 à30 m² bien situé ou F2 / F3 RDC à usage de Bureau + Vends Local 55 m² à SIDI BEL ABBES ou Echange contre similaire à TLEMCCEN - Tél : 0555.05.90.10

■Loue Local sur grande Avenue commerciale à Gambetta - Toutes commodités - Tél : 0550.86.16.01

■A vendre ou A louer Parking (Sous-sol) 1.900 m² en plein centre-ville d'ORAN, contenant grande surface, locaux et bureaux, investissement intéressant - Me joindre Tél : 0699.51.01.70 ou 0550.09.10.09

■Vds Bain Maure, plein centre-ville de MOHAMMADIA (W. MASCARA) 555 m² - R+2 avec 14 m de façade - Acté et Livret foncier - Tél : 0665.43.63.81

■Local à vendre 28.50 m² + Cave, Soutpente, sous les arcades 61, Rue Larbi Ben M'hidi + Vitrine Exposition avec porte 3 m x 3 m Aluminium doré - Prix après visite - Tél : 0672.44.94.90

■Vends 2 Locaux Boulevard Mascara : le 1<sup>er</sup> (25 m²) - le 2<sup>ème</sup> (21 m²) - Tél : 0550.59.01.57

■Vds Magasins avec Terrain, plein centre-ville de MOHAMMADIA (W. MASCARA) 500 m² avec 13 m de façade - Acte et Livret foncier – Tél : 0665.43.63.81

■Vends Hangar, Dépôt ou pour Activité Indust. Sup. 1.000 m². 2 Fçdes. Couvert 650 m² Charpente. Etat neuf (Eau + Elect. + Réseau A + Incendie + Toutes commodités) à HASSI EL GHELLA – Tél : 0553.30.96.60

### Ets privé cherche

Comptable de sexe féminin, expérimentée, sérieuse, dynamique, ayant le sens de responsabilité,  
Tél : 0540-43-56-15 \* 041-29-41-37







## Fermeture de l'agence CNAS de Bellevue

A. Mallem

Des travailleurs de l'agence de la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) de Bellevue nous ont contactés pour nous informer qu'ils ont été stupéfaits de constater que cette structure des affaires sociales a été fermée dans la journée ; que son matériel médical a été évacué vers on ne sait quelle destination et son personnel, une quarantaine d'employés, dispatché sur les autres agences de Kaddour Boumeddous, Bouchama etc. «Les pauvres travailleurs qui se trouvent du jour au lendemain délocalisés vers d'autres lieux de travail sont dans le désarroi le plus total et dans la crainte de perdre leurs postes d'origine», ont ajouté nos sources en signalant que l'évacuation de cet-

te agence a été faite non sans une certaine précipitation et qu'ils n'ont trouvé aucun responsable de la CNAS pour leur expliquer les tenants et aboutissants qui ont conduit à cette fermeture. C'est pour-quoi nous avons tenté aussitôt de joindre le directeur régional de la CNAS, en l'occurrence le Dr. Allami Said, pour tenter d'avoir le minimum d'information sur la décision de fermeture d'une telle structure qui couvrirait un secteur important de la ville et assurait des prestations sociales pour un bassin important de la population des assurés sociaux de la ville. Malheureusement, celui-ci était en réunion pendant tout l'après-midi et n'a pu que nous promettre de nous rappeler à la fin du conclave qu'il tenait avec, probablement, les responsables de ses services dans le cadre jus-

tement, pensent des cadres du secteur qui ont voulu garder l'anonymat, du traitement, sous le sceau de l'urgence, de ce dossier. Et ces derniers de nous confier que cette brusque décision découle sûrement de la dernière visite entreprise à Constantine par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et répond à un souci de redéploiement des activités de la caisse. D'autres ont fait référence à l'exiguïté des locaux de cette agence qui a été implantée dans un immeuble habité par de nombreux locataires. Et de ce fait, s'est posé le problème du manque d'espace vital pour favoriser le développement et l'extension de ses activités médico-sociales. Reste à signaler qu'au moment où nous bouclions l'édition, le directeur de la CNAS ne nous avait pas recontactés.

### Agences de voyages

## Des facilitations fiscales pour encourager le tourisme intérieur

Des facilitations fiscales et des crédits seront consentis dès 2016 au profit des agences de voyages algériennes dans le cadre de la volonté de l'Etat d'encourager le tourisme intérieur, a déclaré mercredi à Constantine le ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, Amar Ghoul. Le ministre qui visitait au palais de la culture Mohamed-Laid Al Khalifa, en compagnie de la ministre déléguée chargée de l'Artisanat, Aïcha Tagabou, une exposition de produits artisanaux, organisée dans le cadre des semaines dédiées aux savoir-faire locaux, a appelé les agences de voyages des différentes wilayas à s'unir par des conventions dans l'optique d'une réduction des tarifs qui profiterait aux familles de condition modeste.

M. Ghoul a par ailleurs instruit les responsables locaux de son secteur à s'inscrire dans l'objectif de «qualité, de formation et d'encadrement en matière de gestion de structures touristiques, hôtelières en particulier». Il a recommandé, à ce propos, aux gestionnaires de ces établissements de se nourrir de l'expérience des entreprises étrangères activant dans ce secteur en Algérie, ce qui permettrait, selon lui, de «corriger

certaines erreurs». Le ministre a également estimé que Constantine a réalisé, ces dernières années, un bond qualitatif important en matière d'infrastructures hôtelières, de nombreuses nouvelles structures ayant vu dans le cadre du plan national de développement du secteur touristique.

Au cours de sa tournée à Constantine, M. Ghoul, accompagné de Mme Tagabou et des autorités locales, a inspecté plusieurs projets d'hôtels en construction ou en réhabilitation dans la wilaya de Constantine. Il s'est rendu, dans ce contexte, à El Khroub où il s'est enquis de l'avancement de l'hôtel Alexandre, un établissement de 104 chambres initié par un opérateur privé, devant ouvrir ses portes en décembre 2016, avant de visiter une autre structure hôtelière de 60 chambres, «El Bey», un établissement achevé et dont l'ouverture est prévue à la fin du mois en cours. Le ministre a également inspecté les hôtels publics «Panoramic» et «Cirta» dont la réhabilitation, la restauration et la modernisation ont été lancées il y a plusieurs mois dans le cadre de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe». Le «Panoramic» où les travaux sont quasiment ache-

vés sera réceptionné, selon les responsables locaux du secteur «avant la fin de l'année en cours», tandis que le «Cirta» sera rouvert, selon ces mêmes sources, en «septembre 2016».

Le Chemin des touristes, cette curiosité constantinoise inaugurée en 1895 pour permettre d'arpenter sur 2,5 km le fond des gorges du Rhumel sur toute leur longueur, en cours de réhabilitation depuis décembre 2014 pour un coût de 530 millions de dinars, a également été inspecté par M. Ghoul. La première phase des travaux subdivisés en trois étapes, longue de près de 100 m entre le Pont des chutes et l'accès à l'ascenseur Mellah-Slimane, a atteint un taux d'avancement de 80%, a-t-on expliqué au ministre.

La délégation ministérielle, après avoir visité l'exposition de l'artisanat au palais de la culture, a présidé, à l'hôtel Marriott, une cérémonie au cours de laquelle six artisans ont été honorés à l'occasion de la Journée de l'artisan (9 novembre). La ministre déléguée à l'Artisanat a souligné à cette occasion que la ville de Constantine, pôle de l'artisanat par excellence, participe activement à la relance de l'économie nationale du fait que 13.000 artisans générant quelque 30.000 emplois y activent.

### Square Benacer

## Jardin ou marché aux puces ?

La satisfaction des citoyens après le récent réaménagement du square Bachir Benacer aura été de courte durée. Le jardin, situé au cœur du centre-ville, est devenu pour un moment un lieu calme, offrant un espace de repos pour les citoyens, même pour la gent féminine qui habituellement évite de passer par cet endroit naguère fréquenté par des bandes de voyous, mais il fallait compter sans le «parasitage» de ce petit havre de paix. Car, les choses ont commencé, peu à peu, à se dégrader à l'intérieur du jardin. Voyant que les lieux sont devenus très fréquentés, les commerçants informels ont envahi les espa-

ces, étalant leurs marchandises à même le sol. Ainsi, plein de petits vendeurs, le jardin s'est transformé en véritable souk. «C'est presque toute l'activité du commerce informel qui a trouvé refuge dans le jardin Benacer», nous dira un habitant du centre-ville, visiblement très peiné par cette situation. Chassés du centre-ville, les vendeurs informels se sont orientés de leur propre chef vers le jardin où ils sont assurés d'une certaine discrétion à l'écart des rondes des agents de l'ordre public. Du tabac à chiquer (la chemma) en vrac, aux chaussures et vêtements usagés (friperie), en passant par les tables de pizza, les vendeurs de cigaret-

tes et autres galeries de vêtements féminins, installés sur les allées, contraignant les passants à serpenter entre les étalages pour trouver leur chemin de sortie.

«Et, si on laisse encore faire, à cette cadence, on va créer un grand marché aux puces au cœur du centre-ville de Constantine», assurent nos interlocuteurs parmi les associations du centre-ville. Ces derniers lancent un appel aux services compétents pour assainir les lieux et maintenir le jardin sous contrôle régulier pour dissuader toute velléité de squattage de ses espaces, car il y va de l'image de la ville de Constantine.

A. Z.

## El-Khroub Les étables ont la peau dure !

A. Mallem

Le phénomène de l'élevage d'animaux domestiques en pleins centres urbains, dans des écuries, se pose avec acuité dans la daïra d'El-Khroub. «En plus du bétail (vaches, moutons, etc.), on élève maintenant des chiens, des chats en grand nombre et un peu partout, nous ont expliqué, hier, des habitants de la cité Massinissa d'El-Khroub qui nous ont contacté au téléphone pour se plaindre des nombreux inconvénients générés par cette pratique, qui est ancestrale dans cette région. Aussi, des habitants de la cité de la gare d'El-Khroub ont adressé dernièrement une pétition au maire de la ville, en citant même des noms de gens qui tiennent des étables dans cette zone située dans le périmètre urbain de la ville et ce, pour protester vivement contre cette pratique à cause des éventuelles maladies que la proximité des animaux peut générer, «et surtout des odeurs insupportables», disent-ils.

Interrogés hier, les responsables de l'APC d'El-Khroub ont fait savoir que le phénomène est pris en charge par l'APC d'une manière active depuis le début de l'année en cours. «Nous avons recensé d'abord ces étables et déterminé qu'elles existent effectivement au chef-lieu de la commune aussi bien que dans les localités d'El-Meridj, El-Baaraoui, Salah Derradji et, à un degré moindre, dans quelques coins de la nouvelle ville Ali Mendjeli. Toutefois, dans cette dernière agglomération, il s'agit surtout d'élevage de chats et de chiens qui nous ont été signalés par les riverains», nous a expliqué Mme Hamoudi Saloua, vice-présidente chargée de la santé, de l'hygiène et de l'environnement. Et de poursuivre qu'il y a plus de 7 mois de cela, dans le cadre de la campagne d'assainissement qui a été lancée par l'APC et à la suite aussi de nombreuses requêtes des riverains de la cité Massinissa auxquels l'élevage d'animaux domestiques procure

de nombreuses gênes et même des dangers pour eux et pour leurs enfants qui jouent à proximité de ces écuries, les propriétaires ont été mis en demeure de fermer leurs étables. «Malheureusement, très peu ont obtempéré, nous a révélé hier Mme Hamoudi, vice-présidente de l'APC d'El-Khroub chargée de l'assainissement. Ainsi, par exemple, à la cité Massinissa, sur 15 écuries, une seulement a fermé en date du 4 mai 2015. Nous avons entrepris alors de faire toutes les procédures légales pour les autres étables pour entamer les poursuites judiciaires contre les récalcitrants. Mais une fois que les dossiers furent déposés à la justice, le procureur général d'El-Khroub a demandé des compléments d'informations sur le dossier global et la mairie a obtenu. «Jusqu'à présent, toute la procédure est achevée et nous n'attendons que le feu vert du procureur pour déclencher l'action de fermeture de ces lieux d'élevage en milieu urbain», a souligné notre interlocutrice.

### Agression d'un médecin

## Le directeur de l'hôpital d'El-Khroub appelle à la «sagesse»

Un appel à la «sagesse» et à la réconciliation entre un médecin résident et un agent de sécurité de l'hôpital d'El-Khroub (Constantine) a été lancé, mardi en fin d'après-midi, par le directeur de la santé à la suite d'une agression subie par le praticien. S'exprimant dans une conférence de presse organisée au siège de sa direction, Omar Bentouati a estimé «important de faire prévaloir la raison et le bon sens, et laisser la justice faire son travail au lieu d'envenimer davantage les choses en leur accordant plus d'importance qu'elles n'en ont».

S'agissant des faits survenus à l'hôpital d'El-Khroub, ce responsable a indiqué que le médecin résident, de garde dans la nuit du 13 au 14 novembre courant, a été agressé à l'intérieur de l'hôpital par un agent de sécurité qui exerçait dans le même établissement. Se référant à des versions que «seules les enquêtes diligentes par les services de sécurité pourront confirmer ou infirmer», il a ajouté que l'agent de sécurité aurait refusé de donner les clés de l'ambulance au médecin qui en avait besoin, en l'absence du chauffeur ambulancier. L'échange verbal a

vite tourné à une altercation au cours de laquelle l'agent de sécurité s'est saisi d'un bâton pour frapper violemment la victime, lui occasionnant des blessures qui lui ont valu un certificat d'incapacité de 15 jours. Le mis en cause, qui se trouve en garde à vue dans les locaux de la sûreté, sera incessamment déféré devant la justice. Une commission du ministère de tutelle, composée de 4 cadres centraux, a été dépêchée, mardi à Constantine, pour enquêter sur cette affaire avant de retourner le jour même à Alger, a indiqué M. Bentouati.

## Université des Frères Mentouri Les dernières innovations en mécanique en débat

Abdelkrim Zerzouri

La «deuxième conférence internationale de mécanique» aura lieu les 25 et 26 novembre à l'université des Frères Mentouri en présence de spécialistes de plusieurs pays, dont la France, la Tunisie, les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite. «Cette rencontre scientifique sera une occasion de rencontres, d'échanges et de débats pour les chercheurs et les industriels intéressés par les nouvelles innovations en mécanique», note un communiqué transmis, hier, à notre rédaction par l'université des Frères Mentouri de Constantine «1». Le département de génie mécanique, organisateur de cette manifestation scientifique, souligne que cette rencontre permettra

aux chercheurs de «faire le point sur l'état d'avancement» des travaux de recherche dans le domaine de la mécanique et contribuer à «la valorisation des résultats» de ces travaux et à leur diffusion «en vue d'application» dans les divers secteurs industriels et économiques. Et, de toute évidence, ce qui retient l'attention c'est cette «aptitude à valoriser» les résultats des travaux de recherche et leur mise en application dans le domaine pratique.

L'université des Frères Mentouri possède des laboratoires équipés de matériels très sophistiqués et des chercheurs très compétents, mais dans la majorité des cas, les résultats des recherches sont «gelés» dans les tiroirs car aucun industriel ne s'y intéresse ! Ce sont

des chercheurs, eux-mêmes, qui nous ont fait cette confiance. Malgré les efforts de professionnalisation des études supérieures et les appels incessants en direction des industriels pour s'associer aux travaux de recherche, le résultat est bien mitigé. Certains chercheurs ont dû, la mort dans l'âme, se tourner vers des laboratoires étrangers et leur transmettre le fruit de leur travail effectué à l'université algérienne pour le faire passer au stade de l'application. Et ces mêmes applications, soyons-en sûr, nous sont retournées sous formes de produits finis, exportés, pour la consommation interne. Espérons, donc, que nos industriels publics et privés s'intéressent de près aux dernières innovations en mécanique et ne pas laisser libre champ aux chercheurs étrangers qui viendraient assister à cette rencontre sous la casquette de «chasseurs» de matière grise.

### Horaires des prières pour Constantine et ses environs

07 safar 1437				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
05h46	12h20	15h04	17h27	18h49





Football - Ligue 1  
De sérieux tests pour les gros bras

M. Benboua

Reprise ce week-end du championnat professionnel de Ligue 1, qui a observé une trêve de deux semaines, en raison des éliminatoires du Mondial 2018 en Russie. Ainsi, ce douzième round, étalé sur trois jours, débutera cet après-midi avec le match avancé entre l'USM Harrach et le MO Béjaïa au stade 1er Novembre de Mohammadia. Un match ouvert en perspective entre deux équipes qui visent le podium et qui restent chacune sur un succès lors de la précédente journée. Toutefois, il est toujours utile de rappeler que l'avantage du terrain risque d'être déterminant lors de ce genre de confrontation. Vendredi, le leader, l'USM Alger sera à Oran au stade Habib Bouakeul face à l'ASMO. Là aussi, nous aurons droit à un duel intéressant qui vaudra le déplacement. D'un côté, El Djamaïa n'arrive pas à enchaîner deux bons résultats de suite et vise cette fois les trois points pour quitter la zone des



reléguables et de l'autre côté, les Usmistes qui s'efforceront de glaner le maximum de points pour conforter leur fauteuil, d'autant qu'ils comptent encore deux matches en moins. C'est en tous cas un match aux objectifs diamétralement opposés, que les Oranais ne veulent rater sous aucun prétexte, au risque de sombrer. L'autre club en difficulté, le RC Arba, qui a signé sa première victoire de la saison face au NAHD, il y a deux semaines, aura l'occasion

d'accueillir pour la seconde fois consécutive à domicile, cette fois la JS Kabylie, qui occupe le ventre mou du classement. Appelés à confirmer leur réveil, les gars de l'Arba n'ont pas droit à l'erreur, mais la JSK de Bijotat n'est pas prête à faire une quelconque concession à son adversaire du jour. De son côté, l'ES Sétif, défaite à domicile par l'USMH, se rendra à Alger dans l'optique de se racheter devant le NA Hussein Dey au stade du 20 août 1955, mais ce dernier ne jure que par la victoire, alors que le RC Relizane, qui a réussi à tenir en échec le CSC dans son antre, effectuera cette fois un long et périlleux déplacement à Béchar pour croiser le fer avec la JS Saoura, très difficile à manier sur ses terres.

Ligue 2

L'ASO et l'OM en péril, l'USMBA et le CAB sereins

M. Zeggai

La reprise dans l'antichambre de l'élite qui coïncide avec le déroulement de la douzième journée risque de déboucher sur des changements au classement général. Ce round sera marqué par le derby USMBA-MCS qui s'annonce nettement favorable au leader d'autant que l'adversaire, déjà en mauvaise posture, se présentera avec un moral atteint en raison de l'affaire de son président Bouaârrara. Ainsi donc, le leader peut en cas de succès accentuer son avan-

ce sur ses poursuivants, notamment le dauphin l'ASO et l'OM au pied du podium qui auront deux matches difficiles à négocier respectivement à Béjaïa et à Skikda. Les Chélifiens, peu convaincants depuis le début de saison, seront en danger face à la JSMB qui revient très fort. Quant à l'OM, il n'aura pas une partie de plaisir devant la JSMS, version Bira, condamnée à réagir pour soigner son classement. A Batna, l'autre dauphin, le CAB, aura une belle carte à jouer avec la réception de l'ASK, pour demeurer dans le sillage

de l'USMBA, mais attention au sursaut d'orgueil des Khroubis. Chez les mal classés, la lanterne rouge l'USMMH, minée par une crise interne et les nombreuses absences de l'entraîneur Abbès, risque de s'enfoncer davantage à Boussaâda où l'ABS, en quête de points, semble bien loti pour l'emporter. La même remarque s'impose pour l'autre lanterne rouge, le CRBAF, même dans son antre et qui reçoit un team du MCEE qui remonte la pente. De son côté, l'USC tentera, avec la venue du CABBA, de confirmer sa surprenante victoire acquise en déplacement face au MCS. Ce ne sera pas tâche aisée du moment que le nouvel entraîneur bordji, Mehdaoui, compte entamer son aventure par un bon résultat. Enfin à Dar El-Beida, le PAC est bien placé pour poursuivre sa remontée au classement face à l'OMA dans un match entre promus.

Division nationale amateurs Est  
L'USB et l'USMan en danger, le MOC, le NRBT et l'EC à l'aise

M. Benboua

Se dirige-t-on vers un autre changement de décor en tête du classement du championnat dans ce groupe ? C'est la question qui se pose en tout cas à la lecture du programme de cette huitième journée. En effet, des quatre co-leaders seuls le MO Constantine et le NRB Touggourt bénéficieront de l'avantage du terrain en ac-

cueillant respectivement l'USM Khenchela et le HB Chelghoum Laid qui, de par leur parcours réalisé jusque-là, n'ont visiblement pas les moyens de rivaliser avec les prétendants à l'accession. Les deux autres chefs de file, l'US Biskra et l'USM Annaba, en dépit du fait d'évoluer en dehors de leurs bases, tenteront de faire respecter la hiérarchie chez le MSP Batna et le NC Magra, ce qui n'est pas

évident. L'autre formation aux aguets, l'Entente de Collo, reçoit l'USM Ain Beïda dans un match déséquilibré du fait que les visiteurs ferment la marche au tableau et n'ont marqué que quatre buts depuis le début de saison, alors qu'il en ont encaissé quatorze. Aussi, la qualification de l'E.C aux 32es de finale de la Coupe d'Algérie, constitue une source de motivation pour le team du président Ladjimi Kamel. L'autre équipe toujours en course en Coupe, l'AS Ain M'lila se rendra à Annaba pour essayer de ne pas revenir bredouille face à Hamra, alors que l'ES Guelma, fébrile en défense, devra faire très attention devant l'US Tébesa. Enfin, le CR Village Moussa, intraitable à Jijel, ne fera certainement aucune concession à l'AB Merouana, qui peine à décoller.

Eliminatoires Mondial 2018- Zone Afrique  
Les cadors au rendez-vous

À l'image de la Côte d'Ivoire, champion d'Afrique en titre, ou de l'Algérie, les grandes nations du continent ont globalement tenu leur rang face à des adversaires présumés plus faibles, en décrochant hier leur qualification pour le troisième et dernier tour des éliminatoires pour le Mondial 2018. La hiérarchie a bien été respectée. Vainqueurs à l'aller, les Ivoiriens n'ont pas tremblé à domicile face au modeste Libéria (3-0; aller 1-0) lors du match retour du second tour, et préservent leurs chances de disputer le Mondial en Russie. Tout comme la Tunisie ou encore l'Afrique du Sud, qui ont confirmé leur avance respectivement face à la Mauritanie (2-1; aller 2-1) et l'Angola (1-0; aller 3-1). Le Cameroun s'est lui contenté de gérer son avance de l'al-

ler face au Niger (0-0; aller 3-0). Ni les Comores ni le Swaziland, dernier petits poucets encore en lice dans cette série, n'ont pu résister face aux ogres Ghana (2-0; aller 0-0) et Nigeria (2-0; aller 0-0).

Malmenés à l'aller, proches même de la catastrophe, l'Algérie et l'Egypte s'en sont finalement sortis en pliant leurs matches respectifs dès la première période. Les Fennecs, buteurs dès la 1re minute par le revenant Brahimi, ont atomisé la Tanzanie 7-0 (aller: 2-2).

De son côté, l'Egypte n'a aussi pas fait de détails face au Tchad (4-0), revancharde après sa défaite à l'aller 1-0, avec notamment un doublé d'Ahmed Hassan (36e, 40e). Le Sénégal, le Mali, la Lybie, le Congo, dont le sélectionneur Claude Le Roy a démissionné mar-

di, et le Cap-Vert sont les autres qualifiés de la soirée pour le tour suivant. Ils rejoignent le Gabon, la RD Congo, le Maroc, ou encore la Guinée, qui ont décroché leurs billets ce week-end.

Les équipes qualifiées pour le 3e et dernier tour seront versées dans cinq groupes de quatre pays (matches prévus entre le 3 octobre 2016 et le 14 novembre 2017).

Les cinq vainqueurs de groupe se qualifieront pour la phase finale du Mondial 2018 en Russie.

Les 20 pays qualifiés au troisième tour

Gabon, Zambie, Ouganda, RD Congo, Maroc, Guinée, Libye, Cameroun, Ghana, Nigeria, Congo, Egypte, Afrique du Sud, Côte d'Ivoire, Tunisie, Burkina Faso, Algérie, Cap Vert, Sénégal, Mali.

Eliminatoires Mondial 2018-Zone AmSud  
L'Equateur sans partage, une première pour l'Argentine

L'Equateur caracole toujours en tête des qualifications sud-américaines pour le Mondial-2018 après sa démonstration contre le Venezuela (3-1) mardi, tandis que l'Argentine s'est relancée grâce à son premier succès sur la route de la Russie, en Colombie (1-0).

Avec douze points, neuf buts marqués et seulement deux concédés, l'Equateur ne fait pas de détails et réussit un début de campagne parfait. Sa dernière victime, après l'Argentine à Buenos Aires le mois dernier (2-0), est le Venezuela

qui n'a pas pesé lourd et qui court toujours après son premier succès. L'Argentine, elle, s'est remise sur les rails grâce à sa courte mais très attendue victoire 1 à 0. Lucas Biglia a inscrit le seul but de la rencontre (20e). L'Albiceleste qui n'avait empoché que deux points en trois matches jusque là, a globalement maîtrisé son sujet et un adversaire bien pâle à l'image de James Rodriguez, très discret.

L'Argentine reprendra ces éliminatoires en mars à la 6e place avec cinq points à deux longueurs de son grand rival brésilien.

Euro-2016  
Suède et Ukraine derniers qualifiés

La Suède et l'Ukraine, tombeurs respectifs du Danemark (2-1, 2-2) et de la Slovaquie (2-0, 1-1) en barrages, sont les deux derniers qualifiés pour l'Euro-2016, complétant la répartition des pots pour le tirage au sort du 12 décembre à Paris. Protégée par son statut de tête de série, en tant que pays hôte, l'équipe de France connaît donc ses adversaires potentiels pour la phase de groupes. Un tirage au sort clément, le 12 décembre prochain, offrirait à la France un groupe rassemblant l'Ukraine (pot 2), la Hongrie ou la Slovaquie

(pot 3), et l'Irlande du Nord ou l'Albanie (pot 4). A contrario, dans le pire des cas, la France pourrait se retrouver à affronter l'Italie de Marco Verratti (pot 2), la Suède de Zlatan Ibrahimovic (pot 3) et la Turquie ou le Pays de Galles de Gareth Bale (pot 4).

Les équipes sont classées selon le coefficient national de l'UEFA (20% de l'Euro-2012, qualifications et phase finale, 40% du Mondial-2014, qualifications et phase finale, et 40% des qualifications pour l'Euro-2016). C'est le classement du mois d'octobre qui

compte, c'est à dire que les résultats des barrages ne seront pas pris en compte. Ce premier Euro de l'histoire élargi à 24 équipes aura lieu en France du 10 juin au 10 juillet.

Répartition des pots  
Pot 1 (têtes de série): France, Espagne, Allemagne, Angleterre, Portugal, Belgique  
Pot 2: Italie, Russie, Suisse, Autriche, Croatie, Ukraine  
Pot 3: R.Tchèque, Suède, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Hongrie.  
Pot 4: Turquie, Eire, Islande, Pays de Galles, Albanie, Irlande du nord.

Basketball - Superdivision A  
Choc et derbys au menu

Fouad B.

Tronquée de la plus belle affiche du jour, NB Staouéli-GS Pétroliers, cette 5e journée nous offre de belles confrontations dignes d'intérêt. Le choc entre le leader actuel, l'US Sétif, et l'un de ses poursuivants, l'IRBBA, retiendra l'attention en raison de son caractère derby de l'Est. Un sérieux test pour les Sétifens, auteurs jusque-là d'un sans-faute qui en

dit long sur leurs ambitions cette saison. Les Bordjis, victorieux à Oran lors de la dernière journée, ne feront aucune concession à leur hôte du jour pour le rejoindre en tête. De chauds débats en perspective. Pour leur part, le CRBDB et le NAHD, aux aguets avec un match en moins chacun, n'auront aucun problème à récolter les points de la victoire. Les Sang et Or seront au Caroubier face au WA Boufarik

aux abois, alors que les banlieusards de Maison Blanche croiseront le fer avec le COBB Oran qui peine en ce début de parcours.

Aussi, à suivre l'autre derby inédit de l'Est entre le RC Constantine et le promu le PS El-Eulma qui ont goûté aux joies de la première victoire le week-end dernier.

Les Constantinis, ressuscités par leur succès à Skikda, partent chez eux avec les faveurs du pronostic.

L'autre derby de l'Est verra l'O Batna soufflant le chaud et le froid se mesurer à l'AB Skikda, décevant cet saison. Enfin, l'USM Blida tentera de renouer avec la victoire contre l'OMS Miliana, auteur d'un score NBA contre le NB Staouéli samedi dernier.

Vendredi à 15h00		
Magra:	NCM	USMA
Guelma:	ESG	UST
Constantine:	MOC	USMK
Touggourt:	NRBT	HBCL
Annaba:	Hamra	ASAM
Collo:	E.Collo	USMAB
Jijel:	CRVM	ABM
Samedi à 14h00:		
Batna:	MSPB	USB

Vendredi à 15h00		
Blida:	USMB	OMSM
Dar El-Beida:	CRBDB	COBBO
Caroubier:	NAHD	WAB
Bordj Bou-Arréridj:	IRBBA	USS
Constantine:	RCC	PSEE
Batna:	OB	ABS
NBS- GSP, reporté		



**Echos  
de Blida**• **Slimani sur les traces  
de Tasfaout**

Devenu le buteur attitré de l'équipe nationale, Islam Slimani semble bien parti pour détrôner Abdelhafid Tasfaout. Slimani a inscrit 20 buts en 41 sélections, alors que Tasfaout reste le meilleur buteur de l'équipe nationale de tous les temps avec 35 réalisations en 86 sélections, entre 1990 et 2002. Tasfaout avait évolué à l'ASM Oran, puis au MC Oran avant d'embrasser une carrière professionnelle en France où il avait remporté le doublé avec l'AJ Auxerre (coupe et championnat) avant de rejoindre Guingamp.

• **Le père de Belkaroui  
à Blida**

Le père du joueur Belkaroui était présent au stade Mustapha-Tchaker de Blida pour assister au match Algérie-Tanzanie. Il aura ainsi vu son fils à l'œuvre, Belkaroui ayant été titularisé lors de ce match.

• **La blessure  
de Bentaleb sans gravité**

Le joueur de Tottenham Nabil Bentaleb, sorti à la 36', ne souffre pas d'une grave blessure, a-t-on appris auprès de la FAF. Le sélectionneur national a préféré faire sortir le joueur de peur qu'il rechute, sachant que Bentaleb revient d'une blessure qui l'a éloigné des terrains depuis le mois de septembre dernier.

• **La Tanzanie retarde  
le début de la seconde  
mi-temps**

La deuxième mi-temps du match Algérie-Tanzanie a débuté avec trois minutes de retard en raison du remplacement hâtif du gardien de but tanzanien. L'entraîneur de l'équipe tanzanienne a hésité avant de procéder à ce changement à la dernière minute, car son équipe évoluait à dix depuis la 34' de jeu.

• **Le plus lourd score  
du second tour**

L'Algérie a enregistré le plus lourd score dans les matches du deuxième tour des matches de qualification de la Coupe du monde-2018. L'Algérie a battu la Tanzanie 7-0, alors que les deux équipes n'avaient pas pu se départager à Dar es Salam (2-2). **K. M.**

**Equipe nationale****Gourcuff loue le talent de Brahimi****Kamel Mohamed**

Le sélectionneur national, Christian Gourcuff, n'a pas manqué de louer le talent du meneur de jeu des Verts, Yacine Brahimi. «Je dois reconnaître que le retour de Brahimi nous a fait beaucoup de bien, tout comme cette ouverture rapide du score, qui nous a tout de suite mis sur des bons rails», a-t-il indiqué.

Il est vrai que Brahimi demeure le maître à jouer de l'équipe nationale et une éventuelle absence serait préjudiciable aux Verts qui sont appelés à affronter des équipes d'un niveau plus relevé à l'occasion du dernier tour des qualifications au Mondial-2018 de Russie.

Gourcuff a également évoqué

les conditions idéales du stade Mustapha-Tchaker de Blida, rappelant que son équipe a été gênée lors du match aller à Dar Es Salam par la chaleur et l'état du terrain. Or, il s'agit de conditions propres à l'Afrique et ces prétextes ne devraient plus être évoqués pour justifier un quelconque faux-pas. A l'époque de Halilhodzic, il était interdit de parler des conditions météorologiques ou de l'état du terrain, poussant les joueurs à s'adapter à toutes les situations. «Contrairement au match aller qui s'est déroulé dans des conditions difficiles, le match retour a été parfait sur tous les plans. Que ce soit le climat, l'état du terrain ou le public qui a parfaitement joué son rôle, tout s'est vraiment bien passé pour nous», s'est ré-

jouit Gourcuff qui gagnerait à inculquer à ses joueurs la mentalité d'affronter toutes les situations, aussi défavorables soient-elles. «Même sur le terrain, les joueurs se sont bien comportés», a-t-il indiqué. Toutefois, Gourcuff devrait relativiser cette victoire qui a été acquise contre la Tanzanie, une équipe qui ne fait pas partie des grands de l'Afrique, à l'image du Ghana, du Nigeria, de la Côte d'Ivoire ou du Cameroun, pour ne citer que des équipes mondiales. L'équipe nationale a déjà trébuché contre des équipes plus huppées, comme ce fut le cas lors des deux derniers matches amicaux contre la Guinée et aussi à la CAN-2015 en Guinée-Equatoriale où l'Algérie a été battue par plus fort qu'elle.

**ANALYSE**

Par Adjal Lahouari

**Les Verts****comme on les aime**

Comment expliquer cette très large victoire des Verts? Est-ce que l'équipe algérienne était trop forte? Est-ce que la Tanzanie était trop faible? Dans les rêves les plus fous, personne n'aurait pronostiqué ce succès d'une telle ampleur. Procédons par ordre. D'abord, il y a l'incontournable «statut» du onze recevant et son rival du jour avec les paramètres classiques, à savoir le terrain avec ses repères rassurants, le soutien du public. Ce sont déjà là des conditions pénalisantes pour des Tanzaniens qui nous ont laissé une forte impression lors de la première manche. Alors qu'est-ce qui a changé dans le camp algérien? Il faut d'abord souligner l'organisation tactique avec une «sentinelle», Medjani, et le soutien constant des latéraux Zaffane et Ghoulam. Les Tanzaniens, quant à eux, ont payé cher leurs agressions écopant très logiquement de cartons dont un en rouge et deux pénalités. C'est la juste rançon de ce jeu à la tronçonneuse réprimé par les lois du football. Avec leurs deux vedettes du Tout Puissant Mazembe, Samata et Ulimwengu, les Taifa Stars ont misé sur leur rigueur physique et leur vivacité, mais cela s'est avéré insuffisant face à une équipe algérienne au jeu plus collectif et donc plus économe que celui de leurs adversaires. Car les qualités physiques s'amenuisaient au fil du match. Et comme les coéquipiers de M'bolhi ont même pris souvent le dessus dans les duels, on comprend un peu mieux la supériorité des poulains de Gourcuff. Certes, jouer contre un adversaire réduit à dix, ça aide assurément, surtout en prenant en considération le contraste des deux manières, fort différentes et plus haut détaillées. On se gardera d'oublier le pressing tout terrain exercé par les Verts, à commencer par l'attaquant de pointe Slimani, devenant le premier défenseur, gênant ainsi énormément la relance et les sorties de balles des visiteurs. Dans cette pratique, Slimani aura été exemplaire, ce qui a permis à ses partenaires du milieu de récupérer moult ballons exploitables. Il est certain que les Verts ont sorti une prestation remarquable à bien des égards, mais qu'il faudra quelque peu relativiser en raison de la stratégie erronée des Tanzaniens qui ont trop misé sur leur duo du TP Mazembe, sauf qu'il n'y a pas de comparaison avec le tout récent vainqueur de la Ligue des champions d'Afrique au jeu collectif remarquable.

S'il y a un reproche à faire à nos représentants, c'est que certains d'entre eux ont failli tomber dans le piège de l'intimidation physique. Face à de tels adversaires peu scrupuleux, la meilleure réponse, c'est de leur secouer les filets. Et c'est ce qui a été fait et avec la manière!

**A chaud**• **Christian Gourcuff**

«Contrairement au match aller qui s'est déroulé dans des conditions difficiles, le match retour a été parfait sur tous les plans. Que ce soit le temps, l'état du terrain ou le public qui a parfaitement joué son rôle, tout s'est vraiment bien passé pour nous. Même sur le terrain, les joueurs se sont bien comportés. Je dois reconnaître que le retour de Brahimi nous a fait beaucoup de bien, tout comme cette ouverture rapide du score, qui nous a tout de suite mis sur les bons rails. Pour ce match retour, je n'ai pas vraiment opéré de changement. C'était juste un petit réajustement, en défense et au milieu, pour rééquilibrer notre jeu, tout en incitant les joueurs à bien occuper le terrain. Finalement, tout a bien fonctionné et c'est tant mieux».

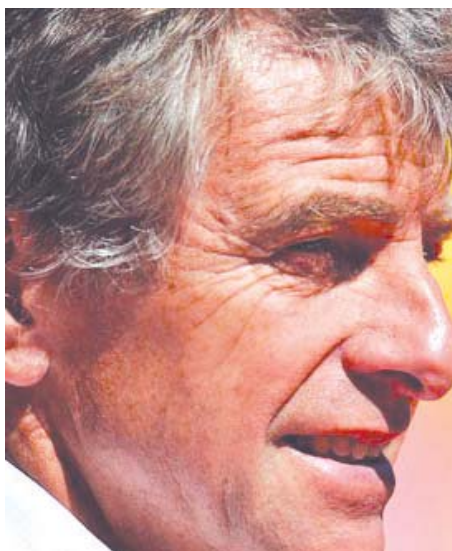
• **Ahmed Souleimane Moroko  
(entraîneur adjoint/Tanzanie)**

«Aujourd'hui, l'Algérie a démontré qu'elle a bien analysé notre jeu et décelé nos lacunes pour mieux les exploiter. Je reconnais aussi que le premier but, encaissé d'entrée de jeu, a littéralement assommé nos joueurs qui n'ont jamais réussi à redresser la tête.

L'Algérie mérite amplement cette qualification et nous lui souhaitons bonne chance pour la suite de l'aventure».

• **Mohamed Raouraoua**

«L'Algérie a prouvé qu'elle dispose vraiment d'une bonne équipe, avec laquelle il faudra



compter. C'est aussi une réponse à ses détracteurs, qui l'avaient sévèrement critiquée à l'issue du match aller. Notre équipe, placée aujourd'hui dans des conditions plus favorables, a montré l'étendue de son talent. Cependant, le plus dur reste à faire et on doit donc se préparer en conséquence pour être au rendez-vous et atteindre notre objectif, qui est la qualification au prochain Mondial».

**Gourcuff indécis quant à son avenir****Kamel Mohamed**

La déclaration du président de la FAF, Mohamed Raouraoua, concernant l'avenir du sélectionneur national, Christian Gourcuff, a été très courte et laisse supposer qu'il ne se prononcera pas sur ce sujet à l'heure actuelle. «Je n'ai pas de commentaires à faire sur l'avenir de Gourcuff en sélection», a déclaré Raouraoua à la fin du match. De son côté, le technicien français a indiqué qu'il s'accordera deux jours de repos pour réfléchir sur son avenir en sélection, avant de rencontrer le président de la fédération et évoquer son avenir ainsi que les objectifs de la sélection. Le technicien français a avoué que les deux derniers mois ont été éprouvants pour lui, précisant qu'il avait failli démissionner à plusieurs reprises. Gourcuff a préféré rester et poursuivre sa mission pour

permettre à l'Algérie de se qualifier au dernier tour des éliminatoires de la Coupe du monde 2018, a-t-il dit. Cependant, il semble bien que le ressort entre les deux hommes s'est cassé après les deux matches amicaux, disputés par l'Algérie contre la Guinée et le Sénégal au stade du 5-Juillet, le mois d'octobre dernier. La réaction épidermique de Gourcuff et son attitude n'ont jamais été du goût du président de la FAF, a-t-on confié du côté de Dely Ibrahim.

Gourcuff s'était accroché avec la presse dont les commentaires et les critiques l'avaient fait réagir jusqu'à perdre son sang-froid. Il avait alors évoqué un «complot» contre lui et avait déclaré avoir «découvert une autre Algérie». Des propos et un comportement qui n'ont pas plu au président de la FAF qui n'a, à aucun moment, apporté son soutien à Gourcuff. Pour rappel, au lende-

main de la CAN-2013 complètement ratée par l'équipe nationale au temps de l'ancien sélectionneur national Vahid Halilhodzic, le président de la FAF avait renouvelé sa confiance au technicien bosniaque. Il avait défié tout le monde en maintenant Halilhodzic. Ce dernier avait eu des déboires avec la presse et la FAF sans pour autant perdre son sang-froid et recourir à des déclarations intempestives. Raouraoua avait maintenu Halilhodzic car le projet de jeu de ce technicien avait commencé à prendre forme. Ce qui n'est pas le cas de Gourcuff qui continue de travailler avec l'effectif hérité de son prédécesseur sans pouvoir apporter sa touche à l'équipe nationale.

Quant à la large victoire contre la Tanzanie, il faut la relativiser quand on sait qu'il s'agit d'un adversaire qui ne fait pas partie de la crème du football africain.





ooredoo.dz

## Nouvelle agence AGB Belouizdad



Toute l'équipe  
de Belouizdad  
est heureuse  
de vous accueillir,  
à partir du  
19 Novembre 2015  
dans leurs  
nouveaux locaux.

Adresse : 143, Rue Hassiba BEN BOUALI, Commune de Belouizdad, Alger.

Tél.: +213 (0) 21 67 37 70 / +213 (0) 21 67 40 98

Fax : +213 (0) 21 67 41 14

بنك الخليج الجزائر  
Gulf Bank Algeria   
Member of the KIPCO Group

Simplifions la banque  
[www.ag-bank.com](http://www.ag-bank.com)





**06.30** Sabah el kheir  
**09.10** Sayidati  
**10.00** Bawabet el qods  
**11.25** El namour el abiyadh  
**12.30** El moustahlik  
**13.00** Journal télévisé  
**13.30** Koul awladi  
Feuilleton  
**15.00** Mahla di aâchia  
**16.25** Mouharib el dawama  
**16.50** Kaifa souniaat  
**17.30** Fi taâni salama  
**18.00** Journal télévisé amazigh  
**18.20** Tadar tarbah  
**19.00** Alhan wa chabeb  
**20.00** Journal télévisé  
**21.00** Rana hana  
**22.15** Yes man - Film  
**00.00** Journal télévisé  
**00.30** Dafatir el cinema  
**00.40** Les hors la loi - Film



## 20.50 Rapt



**Avec Yvan Attal, Anne Consigny, André Marcon, Françoise Fabian**  
Stanislas Graff, héritier d'une grande famille, mène une vie trépidante entre les affaires, sa femme, ses maîtresses et sa passion pour le jeu. Un matin, sur son trajet habituel, il est enlevé par un groupe d'hommes masqués. Commence pour lui un véritable calvaire. Une rançon d'un montant de 50 millions d'euros est exigée par ses ravisseurs.



**09.00** Bonjour d'Algérie (direct)  
**10.30** Le soleil de la vérité  
**11.00** Culture club  
**12.00** Journal en français  
**12.25** Afrique hebdo  
**12.50** Massadjid oua tarikh  
**13.20** Prière du vendredi (direct)  
**13.40** Association maqem Constantine  
**14.10** Réflexions  
**15.00** Leila et les autres  
**16.10** Dessin animé  
**17.15** Algérie mémoire et miroir  
**18.00** Journal en amazigh  
**18.25** Le soleil de la vérité  
**19.00** Journal en français  
**19.25** Santé mag  
**20.00** Journal en arabe  
**20.45** Cri contre la violence  
**22.30** Senteurs d'Algérie  
**23.25** ASMO/USMA en différé  
**01.00** Bonjour d'Algérie



## 20.50 Thalassa



**- Il était une fois l'océan**  
**Présenté par Georges Pernoud**  
Le programme culte propose une soirée exceptionnelle pendant laquelle les téléspectateurs pourront revoir les plus beaux sujets diffusés depuis sa création. Il y sera notamment question de pêcheurs téméraires, de pirates, d'un tsunami, d'usines flottantes, d'un homme qui danse avec les requins, de la marée noire du siècle et d'une mer qui disparaît...



**JEUDI**



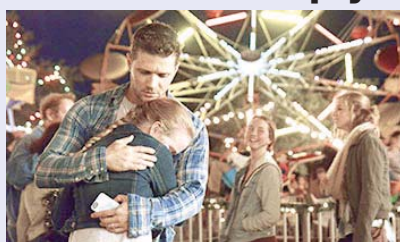
## 20.55 Profilage



**Saison 6 - Episode 5 - Sacrifiées**  
**Avec Nicole Croisille, Philippe Bas, Patrick Bouchitey, Odile Vuillemin**  
Le corps d'un photographe est retrouvé empalé sur une grille. Il est tombé de la fenêtre de son appartement après avoir été abattu. Chloé découvre qu'une ancienne collègue de la DPJ se trouvait chez lui peu avant sa mort. Par ailleurs, son loyer était payé par une fondation aidant les jeunes à se réinsérer professionnellement.



## 20.55 Secrets and Lies - L'affaire Tom Murphy



**Saison 1 - Episode 8 - La reconstitution**  
**Avec Ryan Phillippe, Juliette Lewis, KaDee Strickland, Dan Fogler**  
La tension est vive entre Ben et Christy qui refuse que son mari rencontre leurs filles le jour de Noël. Dave réserve une surprise de taille à son ami, qui voit d'un coup son avenir s'éclaircir un peu. Mais des révélations concernant la nuit du meurtre de Tom remettent son innocence en question.

## 20.55 Emission spéciale attentats de Paris



**Présenté par Guilaïne Chenu, Françoise Joly, Nicolas Poincaré**  
Suite à la série d'attentats revendiqués par l'organisation Etat islamique qui, le vendredi 13 novembre 2015, a fait plus de 120 morts et des centaines de blessés à Paris, les rédactions d'«Envoyé spécial» et «Complément d'enquête» unissent leurs forces pour proposer une soirée spéciale consacrée à la situation. Ensemble, Guilaïne Chenu, Françoise Joly et Nicolas Poincaré reviennent sur les événements...



## 20.45 La chute du Faucon noir



**Avec Josh Hartnett, Eric Bana, Ewan McGregor, Tom Sizemore**  
Au début des années 1990, la Somalie subit une guerre civile sans fin, ce qui provoque l'intervention de l'ONU. Le 3 octobre 1993, le général Garrison décide d'une opération commando pour capturer deux adjoints d'un chef de clan dans le centre de Mogadiscio. La mission tourne vite à la catastrophe.



## 20.55 Ray Donovan



**Saison 3 - Episode 3 - Des donuts et de la coke**  
**Avec Liev Schreiber, Jon Voight, Paula Malcomson, Devon Bagby**  
Terry se trouve dans une situation délicate depuis qu'il a tué un Aryen en prison, à la suite d'une bagarre. Ray se rend sur place pour tenter de régler la situation mais il a la surprise de voir que son père l'a devancé. Mickey et Daryl montent un commerce de vente de drogue.



## 20.45 Supernova



**Avec James Spader, Angela Bassett, Peter Facinelli, Robert Forster**  
Au XXIIe siècle, Nick Vanzant, pilote du "Nightingale 229", un vaisseau médical intergalactique, reçoit un message de détresse en provenance d'un engin spatial basé sur une ancienne exploitation minière. Ce signal est envoyé par Karl James Larson.



**VENDREDI**



## 20.55 Les extra-ordinaires



**Présenté par Christophe Dechavanne, Marine Lorphelin**  
Accompagné par Marine Lorphelin, Miss France 2013, l'animateur réunit huit candidats qui possèdent des facultés mentales ou physiques exceptionnelles. Pour décrocher le trophée des «Extra-ordinaires», chaque participant relève huit défis qui semblent irréalisables. Parmi les talents figurent Cécile, qui possède une mémoire visuelle étonnante, Valentin, capable de reconnaître des villes à partir de leur image satellite, et Philippe, doté de l'oreille absolue.



## 20.55 NCIS



**Saison 12 - Episode 17 - Escroc mais pas trop**  
**Avec Mark Harmon, Pauley Perrette, Michael Weatherly, David McCallum**  
Un lieutenant est retrouvé mort dans les locaux de l'agence logistique de la Défense. Alors que l'équipe commence l'enquête, Tony a la surprise de voir débarquer chez lui son père qui vient de se faire quitter par sa compagne, Linda. Le vieil homme, complètement déprimé, ne veut plus sortir de l'appartement de son fils.

## 20.55 Le passager



**Saison 1 - Episode 5 - Oedipe**  
**Avec Jacques Weber, Michaël Cohen, Raphaëlle Agogué, Hocine Choutri**  
Mathias Freire parvient à rendre visite à Anaïs en prison et lui révèle qu'il a enlevé la capsule qu'il avait dans le nez. Anaïs pense que Mathias est victime d'une expérience menée par Metis. Peu après, elle neutralise une infirmière qui voulait lui injecter un produit mortel.



## 20.45 Whiteout



**Avec Kate Beckinsale, Tom Skerritt, Alex O'Loughlin, Gabriel Macht**  
Carrie Stetko est marshal sur une base en Antarctique. Seule représentante de la loi sur cet immense territoire, elle doit enquêter après la découverte d'un cadavre. Les conditions de travail sont extrêmes et une tempête de neige risque d'effacer à jamais tout indice. Lors de ses recherches, elle met au jour une affaire criminelle datant de soixante ans.



## 20.55 Divergente



**Avec Shailene Woodley, Miles Teller, Theo James, Kate Winslet**  
Dans un Chicago post-apocalyptique, les habitants sont divisés en cinq groupes pour préserver la paix : les Erudits, les Sincères, les Fraternels, les Audacieux et les Altruistes. Beatrice a vécu toute son enfance dans cette catégorie. A 16 ans, elle passe un test qui doit définir à quel groupe elle appartiendra. Mais elle se révèle inclassable.

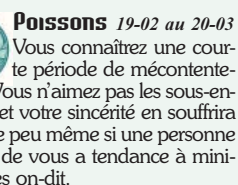
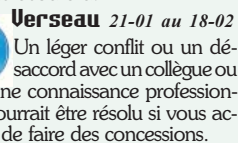
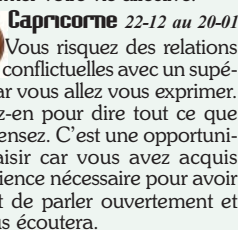
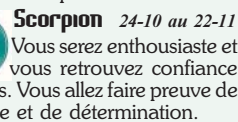
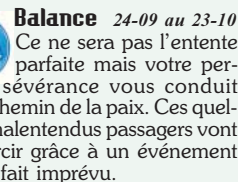
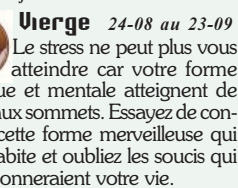
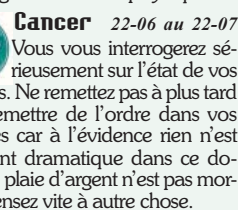
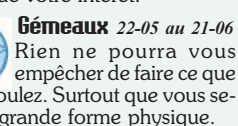
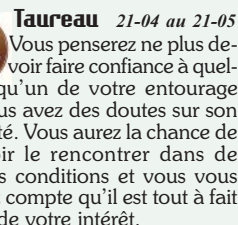
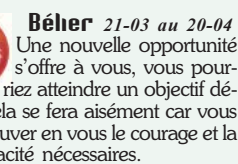


## 20.45 No Pain no Gain



**Avec Mark Wahlberg, Tony Shalhoub, Dwayne Johnson, Anthony Mackie**  
Daniel est un coach sportif qui a le culte du corps et de l'argent. Il aimerait changer de condition et devenir un homme riche. Dans la salle de sport où il travaille, il rencontre Victor Kershaw, un riche homme d'affaires arrogant, qu'il décide d'enlever. Il convainc Paul et Adrian, deux ex-détenu bodybuildés d'être ses complices. L'objectif : extorquer tout son argent à Kershaw.





**FLÉCHÉS N° 5777**

E	E	S	E	U	L	R	A	I	L	P	P	O	I	L
D	L	X	E	E	T	T	E	U	O	M	A	I	N	S
U	I	S	H	U	U	S	P	P	U	A	E	M	A	R
A	U	T	R	I	O	E	I	U	R	V	F	B	I	U
R	H	B	N	A	B	T	L	O	S	O	R	M	G	E
F	A	E	A	E	I	I	U	L	U	E	E	E	R	T
N	O	L	L	I	M	L	T	L	I	R	L	T	I	O
N	L	P	O	R	A	E	E	I	F	E	A	N	L	M
O	N	P	E	E	R	O	T	T	O	P	V	E	A	S
I	O	E	T	S	T	I	N	N	D	N	A	R	E	R
T	S	L	I	O	F	A	N	N	A	E	C	R	E	E
U	I	L	L	F	S	E	O	R	S	H	M	R	T	M
L	A	I	A	R	M	T	I	A	A	E	C	I	U	M
O	M	R	E	A	A	N	N	N	N	N	R	N	V	O
S	G	V	R	B	E	G	D	T	E	E	T	S	E	G

Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Ouille ! c'est mon 1er.
- Mon 2e est une unité de temps.

Mon tout, c'est pas ici en tout cas.

CROISÉS N° 5777

1. Assemblée où règnent la confusion et le désordre.
2. Une prise de taille au Japon. Chiffonnier.
3. Un bout à tirer. Bout de gray.
4. Descendais.
5. Piaulent.
6. Commun. Réfléchi.
7. Au monde. Anneau qui fait alliance.
8. Cours de France. Carabine.
9. Pièce de bœuf à rôtir. Pronom.
10. Elle fit Horus avec son frère. Convenable.

- A.** Reprend les affaires du parti.
- B.** Au début. Ennuyeux.
- C.** Marché au noir. Magnat.
- D.** A la vie, à la mort, un amour de Kaci !
- E.** Nappe écossaise.
- F.** Deux au cube.
- G.** Fait comme-ci, comme-ça.
- H.** Redresseur de courant.
- I.** Occupé.
- J.** Fin d'infinitif.
- K.** Bernacle ou bernache.
- L.** Génie de ces eaux.
- M.** Egouttoir.
- N.** Pièces d'eau.
- O.** Croûton de pain.
- P.** Terme anglais. Ne font pas le silence des agneaux.

## FLECHES N°5776

S	A	T	I	S	F	A	I	T
E	G	A	L	E		L		I
N	E		E	N	F	L	E	E
T	E	S		S	U	E	U	R
I		O	N		M		E	S
M	A	I		M	E	C	S	
E		E	P	I	N	E		C
N	B		R		T		C	A
T	A	M	I	S		I	L	S
A	N	E	S		O		S	
L	A		O	S	E	R	U	S
	L	E	N	T	E	S		R

**CODÉS N° 5776**

[illegible]

1 P	2 R	3 O	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

**CODÉS N° 5777**



## Daech exécute deux otages chinois et norvégien



Le groupe Etat islamique (Daech) a annoncé l'exécution de deux otages chinois et norvégien, deux mois après avoir réclamé une rançon pour leur libération, selon la dernière édition du magazine de propagande de l'organisation djihadiste publiée sur internet mercredi. Dans son numéro 12, le magazine Dabiq publie les photos des corps des deux otages présumés au visage ensanglanté, frappées d'un grand bandeau en jaune sur lequel est écrit: "Exécutés après avoir été abandonnés par les nations et les organisations infidèles". Sous le titre "le sort de deux prisonniers", il montre un combo avec l'image de deux hommes les yeux bandés puis la tête ensanglantée, visiblement tués par balles. Le 10 septembre, l'EI avait annoncé pour la première fois détenir ces deux otages sans préciser quand et où ils avaient été enlevés. Le groupe djihadiste s'était, sur deux pages du magazine Dabiq, adressé à toute personne "qui voudrait payer une rançon pour la libération et le transfert" des deux hommes "à vendre", en publiant leur photo. L'EI, qui utilise les images de ses exactions comme élément de propagande, a par le passé diffusé des vidéos montrant la décapitation de plusieurs otages notamment occidentaux, soigneusement mise en scène par les bourreaux.

## «Inacceptable» d'exiger le départ d'Assad



Après les attentats de Paris, il est "inacceptable" d'exiger le départ du président syrien Bachar al-Assad comme "condition préalable à toute union contre le terrorisme", a déclaré mercredi le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov lors d'une conférence de presse. "J'espère qu'il y aura un changement de position chez nos autres partenaires occidentaux, comme il y en a eu, malheureusement au prix de terribles actes terroristes, chez nos collègues occidentaux", a déclaré M. Lavrov en référence à la France touchée par une série d'attaques meurtrières ayant fait au moins 129 morts vendredi soir dans le centre de Paris. "Il faudra mettre de côté l'idée qu'une vraie lutte contre l'organisation Etat islamique et ses semblables ne peut avoir lieu que lorsque le destin de Bachar al-Assad aura été décidé", a-t-il affirmé alors à l'issue de sa rencontre avec son homologue libanais, Gebran Bassil.

"Il est inacceptable de poser des conditions préalables à toute union contre le terrorisme", a insisté M. Lavrov. Les Américains continuent de "promouvoir avec énergie" le départ de M. Assad avant toute union contre le terrorisme.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## La Libye risque de devenir le «nouveau sanctuaire» de Daech

La Libye risque de devenir "le nouveau sanctuaire" de l'organisation de l'Etat islamique, a averti le ministre libyen des Affaires étrangères Mohamed Dayri, appelant la communauté internationale à inclure son pays dans la lutte contre le groupe extrémiste. Dans une interview accordée à l'AFP mardi soir, le chef de la diplomatie libyenne a affirmé que son gouvernement avait "des informations fiables selon lesquelles le commandement de Daech demande aux nouvelles recrues de se diriger vers la Libye, et non plus la Syrie, surtout depuis les frappes russes" qui visent le groupe depuis fin septembre. De passage à Paris, Mohamed Dayri a averti que le groupe djihadiste renforçait sa présence dans son pays. "Nous nous associons



aux appels en France et ailleurs pour une action internationale et une détermination véritable contre Daech, en Syrie et en Irak mais également en Libye, car je crains que la Libye ne devienne dans un avenir proche le prochain sanctuaire de Daech", a averti le ministre, dont

le gouvernement est reconnu par la communauté internationale. Le ministre a estimé que le nombre de combattants de l'EI en Libye était pour le moment "entre 4.000 et 5.000", les Tunisiens, les Soudanais et les Yéménites formant selon lui les plus gros contingents.

## Plus de 30 morts dans un attentat à la bombe au Nigeria



Plus de 30 personnes ont été tuées mardi par l'explosion d'une bombe dans la foule dans la ville de Yola, dans le nord-est du Nigeria, ont indiqué la Croix-Rouge et l'agence nationale de secours.

"Nous avons décompté jusqu'à présent 32 morts et environ 80 blessés", a déclaré le coordinateur de l'agence pour Yola, Sa'ad Bello. La Croix-Rouge a donné un bilan légèrement inférieur, de 31 morts et 72 blessés. L'explosion s'est produite à 20H20 dans le quartier de Jambutu, quelques jours après que le président du pays a assuré que Boko Haram

était sur le point d'être vaincu. "L'explosion s'est produite au milieu de la foule", selon Aliyu Maikano, un responsable de la Croix-Rouge à Yola. Un habitant, qui a demandé à ne pas être nommé, a indiqué que l'explosion était survenue peu après la prière du soir, alors que les gens quittaient la mosquée. "Les ambulances font des allers et retours pour emmener les victimes à l'hôpital", a-t-il déclaré. Les soupçons se portent sur le groupe islamiste Boko Haram, qui a déjà attaqué Yola avec des attentats suicide et des engins explosifs artisanaux ces derniers mois.

## Deux policiers tués par des tirs en Arabie saoudite

Deux policiers ont été tués mercredi lorsque leur patrouille a été la cible de tirs dans la région de Qatif (est de l'Arabie saoudite) où se concentre la minorité chiite du royaume, a annoncé le ministère de l'Intérieur. L'attaque a eu lieu avant l'aube près d'une ferme à Sihlat, une localité de la province Orientale, a indiqué un porte-parole du ministère, ajoutant que le ou les auteurs des tirs n'ont pas été im-

médiatement identifiés. Une enquête a été ouverte sur l'attaque, dont l'une des deux victimes a un rang de caporal, a encore dit le porte-parole cité par l'agence officielle saoudienne SPA.

Les forces de sécurité sont de plus en plus la cible d'attaques armées dans le royaume saoudien où les autorités sont sur le qui-vive après une série d'attentats. Depuis mai, quatre attentats suicide ont été revendiqués en

Arabie saoudite par le groupe Daech qui sévit dans plusieurs pays arabes, surtout en Syrie et en Irak. Le royaume fait partie de la coalition anti-Daech dirigée par Washington. Les autorités saoudiennes ont multiplié les arrestations d'islamistes radicaux dans le pays et le 18 juillet, elles ont annoncé le démantèlement d'un groupe lié à l'EI et l'interpellation de 431 suspects, en majorité des Saoudiens.

## Huit djihadistes marocains arrêtés en Turquie

La police turque a arrêté mardi à l'aéroport d'Istanbul huit Marocains présentés comme des militants du groupe Etat islamique (Daech) qui, selon les autorités, voulaient se rendre illégalement en Allemagne, a rapporté l'agence de presse progouvernementale Anatolie. Selon des sources proches des services de sécurité citées par Anatolie, les huit suspects, arrivés à bord d'un vol en provenance de Casablanca, ont affirmé à la police être des touristes et assuré avoir réservé des chambres dans un hôtel. Vérifications faites, les policiers ont constaté qu'il n'en était rien et ont confié les huit suspects à une unité spéciale antiterroriste qui a découvert sur l'un d'entre eux un document manuscrit détaillant un itinéraire devant les conduire en train, bus ou train jusqu'en Allemagne, via la Grèce, la Serbie et la Hongrie.

Ces huit suspects devaient se rendre jusqu'en Allemagne illégalement en se faisant passer pour des réfugiés syriens, ont indiqué les mêmes sources à l'agence Anatolie. Depuis le début de l'année, plus de 650.000 migrants, pour l'essentiel des Syriens ont quitté la Turquie pour rallier les îles grecques, portes d'entrée vers l'Union européenne (UE).

## 54ème formation du Club de presse de Ooredoo

Dans le cadre des activités de son Club de presse, Ooredoo a organisé, le 18 novembre 2015 au niveau de son siège régional à Oran, sa 54ème session de formation sous le thème de : « la vulgarisation de l'utilisation de la technologie 3G », au profit des journalistes de la Capitale de l'Ouest. Conscient de l'importance que prennent les technologies mobiles dans le quotidien des usagers, et soucieux d'accompagner ce développement digital, Ooredoo a consacré cette session régionale à la vulgarisation de la téléphonie de 3ème génération, deux ans après son lancement avec succès en Algérie. L'introduction de cette session a été faite par Monsieur Ramdane Djazairi, Directeur Opérationnel des Relations Publiques et Medias de Ooredoo, qui est revenu sur l'historique de la création du Club de Presse Ooredoo en 2006 ainsi que le lancement de Media Star, premier concours journalistique dédié aux TIC, qui en est à sa 10ème édition.

## EDITORIAL

Par Yazid Alilat

### PEUR PANIQUE EN EUROPE

force de vouloir jouer les apprentis sorciers au Proche et Moyen-Orient, beaucoup de pays ont indubitablement activé une bombe à retardement et mis en ligne sur les réseaux électroniques les cordons détonants d'un désordre politique dans les pays arabes où, paradoxalement, l'urgence n'était pas à la démocratie, comme revendiquée par les Etats-Unis ou l'Union européenne, mais à faire baisser la pression du régime Assad.

La société civile arabe n'avait pas revendiqué la démocratie mais le départ de régimes corrompus, elle n'avait pas privilégié les armes mais la voie pacifique. Les régimes en place, honnis par leur peuple, ont résisté et combattu les forces extérieures qui ont planifié leur chute. En ouvrant la voie à l'émergence de forces anti-Assad, anti-Kadhafi, anti-Saddam, les pays européens et les Etats-Unis ont sans doute financé et armé ceux-là mêmes qu'on dési-

gne aujourd'hui comme les terroristes qui menacent la paix et la sécurité dans le monde. Il est clair maintenant que la France, choquée de voir que ses propres ressortissants, peu importe leur origine, sont ceux-là mêmes qui s'attaquent à elle parce qu'elle combat en Syrie Daech, semble acculée à faire le ménage chez elle. Et, dans la foulée, oublier que le phénomène du terrorisme est une des conséquences fatales de son interventionnisme militaire, de son ingérence dans des dossiers qu'elle a traités maladroitement.

Ce qui est nouveau dans cette vague de terreur qui submerge la France depuis au moins quatre ans, depuis le « Printemps arabe », c'est que les services de renseignement français n'ont pas vu venir la menace sur le sol français. Une guerre contre le terrorisme, hélas encore une fois, n'est pas virtuelle, mais permanente, sans concession ni compromis. Du reste, la France aura réussi la gageure de provoquer une peur panique en Europe et, surtout, importer sur le sol européen les conflits du Proche-Orient. Durablement, car les jeunes qui alimentent les troupes de Daech sont issus du sol européen.